

# FRANCE SECTEURS

## PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ POUR 2016



Source : Crédit Agricole S.A. - Evolution en % et en volume



# SOMMAIRE

## CONTEXTE GÉNÉRAL

- MACROÉCONOMIE.....6-7
- CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE.....8
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES.....9
- CONSOMMATION DES MÉNAGES.....10
- RÉSUMÉS SECTORIELS.....11-12

## INDICATEURS AVANCÉS

- COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES.....15-16
- CARTON ONDULÉ.....17-18
- PUBLICITÉ.....19-20
- TRAVAIL TEMPORAIRE.....21-22

## SECTEURS FONDAMENTAUX

- IAA HORS BOISSONS.....25-26
- BOISSONS.....27-28
- AÉRONAUTIQUE.....29-30
- INDUSTRIE AUTOMOBILE.....31-32
- BTP .....33-34

## INDUSTRIES ET RECYCLAGE

- FILIÈRE DÉCHETS.....37-38
- VERRE .....39-40
- INDUSTRIE PAPETIÈRE.....41-42
- SIDÉRURGIE .....43-44
- BRANCHE FONDERIE .....45-46

## AUTRES INDUSTRIES

- INDUSTRIES MÉCANIQUES .....49-54
- INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES .....55-56
- INDUSTRIES CHIMIQUES .....57-58
- ENGRAIS.....59-60
- INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES.....61-62
- INDUSTRIES GRAPHIQUES.....63-64

## SERVICES

- SERVICES INFORMATIQUES.....67-68
- TÉLÉCOMS .....69-70
- GRAND COMMERCE .....71-72
- ÉDITION.....73-74
- TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES.....75-76

## Évolution de l'activité en % et en volume

	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p
<b>Secteurs à caractère d'indicateurs avancés</b>							
Composants électroniques	10,5	5,4	-3,0	5,0	4,0	5,5	4,0
Carton ondulé	3,8	2,0	-1,0	-1,0	-0,4	0,6	0,6
Publicité	7,9	1,2	-1,6	-0,9	-0,9	-1,1	-1,0
Travail temporaire	20,8	6,9	-8,3	-2,5	1,2	4,2	5,5
<b>Secteurs fondamentaux</b>							
Industries agro-alim. hors boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,7
Boissons	8,6	5,0	-0,6	-3,9	4,6	2,8	1,7
Aéronautique	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0
Industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0
Bâtiment	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	1,5
Logement neuf	-4,8	17,0	0,5	-13,1	-9,7	-3,9	8,5
Non-résidentiel neuf	-12,8	7,8	3,7	-1,3	-6,2	-13,0	-6,9
Entretien-rénovation	-2,0	1,2	-0,6	-1,1	-1,1	0,0	1,0
Travaux publics	-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0
<b>Industries et recyclage</b>							
Filière déchets	7,6	6,4	-0,4	-2,7	1,6	-1,5	-1,0
Verre	4,0	9,0	-8,5	-3,5	0,5	0,5	0,8
Verre creux	2,0	6,0	-6,0	-2,0	2,0	0,5	1,0
Verre plat	9,0	18,0	-18,0	-8,0	-10,0	-1,0	-0,5
Industrie papetière	5,6	-3,4	-5,2	-1,0	1,9	-1,6	-0,5
Sidérurgie	20,0	2,4	-1,1	0,5	2,9	-4,5	-1,5
Branche Fonderie	14,4	4,6	-14,0	-0,7	-1,0	-2,0	0,0
<b>Autres industries</b>							
Transformation des métaux	4,0	6,0	0,0	-1,5	1,4	1,1	1,0
Équipement mécanique	2,2	6,7	2,7	0,0	1,7	1,5	2,0
Mécanique de précision	6,0	3,5	2,7	1,5	2,5	2,2	2,5
Industries électroniques	-8,0	2,5	0,0	-4,0	-4,0	3,0	2,0
Industries chimiques	3,3	0,4	-4,5	-1,5	4,5	0,0	1,5
Chimie minérale	8,2	7,1	-9,6	1,3	1,5	0,0	1,0
Chimie organique	2,2	-1,2	-3,0	-2,3	5,3	0,0	1,6
Plastiques	0,5	-1,7	-2,0	1,7	1,6	0,5	2,0
Engrais	5,0	5,0	0,0	0,0	-1,0	0,0	0,0
Industries pharmaceutiques	2,8	3,2	8,1	-0,1	2,9	3,4	3,0
Industries graphiques	-3,0	0,0	-1,4	-5,0	-3,0	-3,0	-2,0
<b>Services</b>							
Services informatiques	1,3	1,7	0,0	-0,5	1,0	2,0	2,0
Services télécoms	2,1	-0,3	0,5	0,2	2,3	2,0	1,2
Grand commerce	1,9	-0,4	0,8	1,5	0,9	1,2	1,5
Édition	-1,5	-3,0	-4,5	-1,5	-1,0	1,0	0,0
Transport routier de marchandises	4,1	0,8	-6,7	-2,2	-5,0	-6,0	3,0

Source : Crédit Agricole S.A.

# CONTEXTE GÉNÉRAL

- MACROÉCONOMIE
- CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES
- CONSOMMATION DES MÉNAGES
- RÉSUMÉS SECTORIELS

## Prévisions macroéconomiques

(en %)	Variation annuelle						Variation trimestrielle 2016			
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	T1	T2	T3	T4
PIB USA (r.a.)	1,6	2,3	2,2	2,4	2,5	2,5	2,6	2,5	2,6	2,4
PIB Japon	-0,5	1,5	1,6	0,0	0,6	1,2	0,4	0,4	0,2	0,5
PIB Chine	9,3	7,7	7,8	7,4	6,8	6,5				
PIB Zone Euro	1,6	-0,7	-0,4	0,9	1,5	1,6	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>PIB France</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
Consommation privée	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Investissement	2,1	0,3	-0,5	-1,2	-0,3	0,9	0,1	0,4	0,4	0,4
Variation des stocks (c)	1,1	-0,6	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Exportations nettes (c)	0,0	0,5	0,0	-0,5	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
exportations	7,1	2,6	1,8	2,4	5,6	4,1	1,3	1,3	1,2	1,2
importations	6,5	0,8	1,8	3,9	5,7	3,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Production manufacturière	4,0	-3,4	-1,1	0,0	0,8	1,5	1,3	-0,4	0,4	0,1
Taux de chômage	8,8	9,4	9,9	9,9	10,1	10,0	10,1	10,0	10,0	9,9
Inflation CPI (a/a)	2,1	2,0	0,9	0,5	0,0	0,3	0,1	0,0	0,4	0,6
Taux de change euro/dollar (fin de période)	1,29	1,32	1,37	1,21	1,09	1,1	1,04	1,04	1,05	1,06
Pétrole (Brent), \$/BL	111	112	109	99	53	40	34	37	42	45

(c) : contribution

(r.a) : rythme annualisé

Source : Crédit Agricole S.A.

## Une reprise encore hésitante, en deçà de la moyenne européenne

*Les développements conjoncturels récents confirment un scénario de reprise graduelle de l'économie française, même si celle-ci est actuellement moins dynamique que la moyenne européenne. En dépit d'un profil de croissance heurté en 2015, avec un « trou d'air » observé au deuxième trimestre, le rythme de croissance s'établirait à 1,1 % en 2015, après 0,2 % en 2014. Au-delà, la croissance continuerait d'accélérer modestement, soutenue par la consommation et un redémarrage progressif de l'investissement, mais cette reprise reste toutefois dépendante d'une conjonction de facteurs externes favorables.*

L'environnement global reste propice à une amélioration de la croissance française. L'évolution des données de marché demeure bien orientée. Le taux de change de l'euro face au dollar est 5,0 % plus bas qu'il ne l'était l'an dernier, il continuerait de se déprécier en lien avec la politique monétaire accommodante de la BCE. Le taux de change effectif de l'euro est toutefois plus résilient dans le sillage de la baisse des devises de certains pays émergents. Les conditions de financement des agents restent très favorables avec un taux long OAT dix ans qui demeure en dessous de 1 %. Enfin, au cours du mois de décembre, le prix du baril a connu une nouvelle baisse marquée de 30 %. Cependant, les incertitudes ne manquent pas. Sur le plan interne, l'incertitude principale réside dans l'ampleur du redémarrage du cycle d'investissement. Sur le plan externe, elle a trait au faible dynamisme de la demande adressée à la France alors qu'un certain nombre de grands pays émergents présentent des perspectives de croissance dégradées (Russie, Brésil, Chine). Enfin, des contraintes structurelles continuent de peser sur les perspectives (déficit de compétitivité, confiance dégradée, poursuite de l'ajustement budgétaire).

La France se situe à un moment particulier du cycle économique où l'investissement est la variable clé. Il prendrait progressivement le relais en 2016-2017 pour soutenir la demande interne. L'amplitude de la reprise de l'investissement reste cependant teintée d'incertitudes. Les mesures de politique économique telle la baisse des charges mise en œuvre (CICE, Pacte de responsabilité) ont à ce titre un impact favorable, même si un risque de dilution ne peut être exclu. On observe ainsi un redressement des profits non distribués en 2015. L'utilisation de cette « bouffée d'oxygène » par les entreprises reste également incertaine ; elles pourraient par exemple faire le choix d'orienter les gains de ces mesures vers les salaires ou le désendettement. Enfin, les capacités de production restent sous-utilisées. Lors des trimestres récents, on constate toutefois une reprise de l'investissement des entreprises, qui s'accroîtrait

progressivement sur l'horizon de notre prévision. Par ailleurs, l'investissement des ménages continue de se détériorer en 2015 mais dans une moindre mesure que l'an passé et il progresserait en 2016-2017, en lien avec le redressement des ventes de logements neufs.

Plusieurs déterminants pèsent sur la consommation : un taux de chômage qui reste élevé, des augmentations de salaire modestes et la poursuite du processus d'ajustement budgétaire. Dès lors, le rythme de progression de la consommation des ménages en 2016 resterait sur une dynamique proche de celle observée en 2015. Cette dynamique reste toutefois favorable, dans un contexte marqué par une lente remontée du prix du pétrole, une faible inflation et des baisses d'impôts pour les ménages modestes prévues dans le cadre du Pacte de solidarité. Les gains de pouvoir d'achat seraient assez élevés, mais cette dynamique s'atténuerait toutefois en 2017 dans le sillage de la remontée de l'inflation qui limite les gains de pouvoir d'achat.

La dépréciation de l'euro apporterait un soutien temporaire aux exportations en 2016 en améliorant la compétitivité prix, mais la faible accélération de la croissance mondiale constitue un frein. En ce qui concerne le manque de compétitivité coût, une conjonction de facteurs (baisse de charges en France et hausse des salaires en Allemagne) contribue à une amélioration de la situation des entreprises françaises vis-à-vis de leurs homologues allemandes. Ce rééquilibrage aurait des conséquences à moyen-terme sur les décisions de relocalisation. Le redressement graduel de la demande interne (et en particulier de l'investissement qui a un contenu élevé en importations) entraînerait par ailleurs une augmentation plus vive des importations en 2016 et 2017 qui contrebalancerait la progression des exportations. Au global, la contribution du commerce extérieur serait neutre en 2016-2017.

La croissance accélérerait en 2015 (+1,1 % en moyenne annuelle, après +0,2 % en 2014). En 2016 et 2017, on retient une légère amélioration avec 1,2 % puis 1,4 %. L'environnement porteur justifie notre prévision d'accélération modeste de la croissance, mais les contraintes structurelles en expliquent le manque de dynamisme comparé au reste de la zone euro. A ce stade, la balance des risques est plutôt baissière, et le scénario central que nous retenons est assez prudent. A noter enfin que notre scénario intègre que les attentats de novembre 2015 amputent la croissance de 0,1 % en 2015 et 2016 par leurs effets négatifs sur la consommation, le tourisme et l'investissement.

## Pétrole

Malgré une forte croissance en 2015 de la demande mondiale en produits pétroliers (+1,7 Mb/j), le marché mondial reste toujours excédentaire. La production américaine s'est stabilisée autour de 12,6 Mb/j depuis le second semestre 2015 tandis que l'Arabie Saoudite et surtout l'Iraq ont augmenté leur production. L'excédent de la production augmente le niveau des stocks dans les pays de l'OCDE et permet à certains pays émergents (Chine et Inde) de constituer leurs réserves stratégiques.

Globalement, l'offre pétrolière devrait encore légèrement progresser en 2016 avec notamment la fin des sanctions sur les exportations de pétrole iranien. La production américaine devrait baisser en 2016 mais pas suffisamment pour entraîner la production mondiale vers un déclin.

Hors évènement géopolitique, le prix du pétrole dépendra surtout de la demande en 2016 et donc de la croissance économique mondiale. Le niveau important des stocks dans les pays de l'OCDE pourrait peser sur la reprise des cours du pétrole en 2016.

## Raffinage

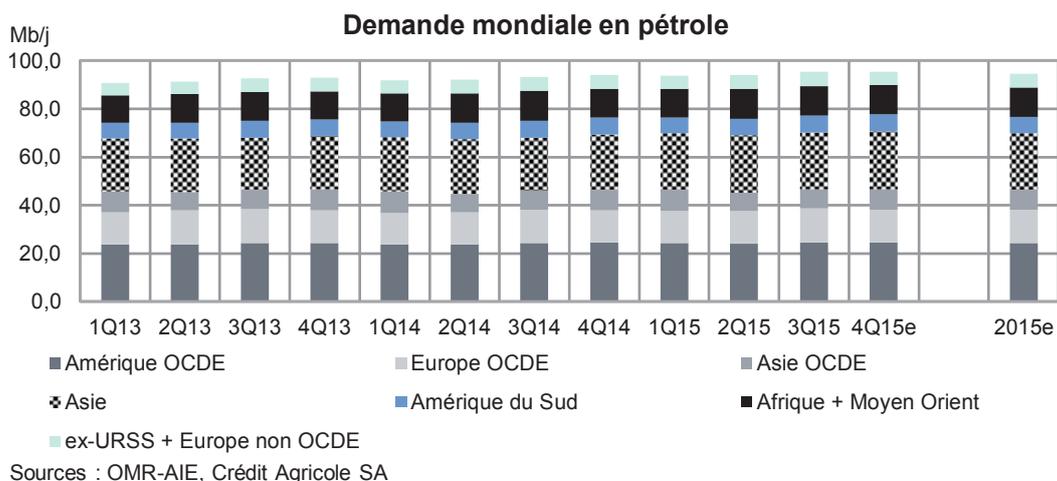
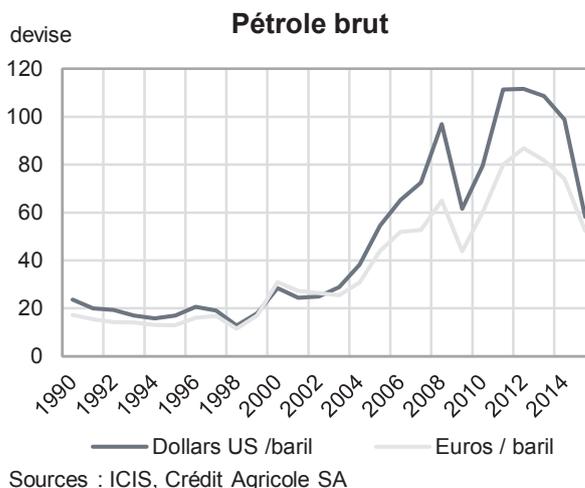
L'offre pétrolière excédentaire est une chance pour ce secteur qui a beaucoup souffert. Entre 2014 et 2015, les marges de raffinage sont passées en moyenne de 21,9 €/tonne en 2014 à près de 50 €/tonne en 2015. Cette embellie ne résout toutefois en rien les enjeux structurels du secteur du raffinage en Europe. Le secteur souffre toujours d'une offre en surcapacité et pas adaptée à la demande.

Les bas prix du pétrole (-44 % en incluant l'impact taux de change entre S1 2014 et S2 2015) et la baisse de 15 % en moyenne sur le cours du diesel à la pompe depuis juin 2014, a eu peu d'impact sur

la consommation de produits pétroliers en France. Après correction des variations climatiques, la consommation de produits pétroliers est restée stable sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2014 à période comparable.

## Gaz naturel

La faible demande en Europe et en Asie et le niveau bas du prix du pétrole devraient continuer à peser sur les prix de gros du gaz naturel. Avec le début des exportations de gaz naturel liquéfié en provenance des Etats-Unis en 2016, les prix de gros en Europe pourraient encore baisser ; 2016 pourrait être une année avec des cours du gaz naturel parmi les plus bas que le secteur ait connu.



## Des tendances baissières au niveau mondial

Les prix des céréales et du soja poursuivent leur tendance baissière, liée à la succession de récoltes particulièrement abondantes pour la 3<sup>e</sup> ou la 2<sup>e</sup> année consécutive. Depuis le début de l'année et jusqu'en novembre, les prix des céréales se sont maintenus autour de 150 EUR/t. Le cours du colza s'est, quant à lui, un peu renforcé, à 275 EUR/t.

Les prévisions de récoltes ont été revues à la hausse : poursuite de l'augmentation pour la récolte de blé à 726Mt, maintien en soja à 321Mt. Seul parmi les produits majeurs, le maïs est attendu en léger fléchissement à 970Mt – l'Europe et la zone mer Noire ont souffert d'une grave sécheresse –, avec un stock qui pourrait être légèrement en baisse lui aussi, mais en restant à un niveau très élevé (200Mt). Le colza serait lui aussi en repli par rapport aux deux dernières années, mais avec une récolte qui reste la 3<sup>e</sup> meilleure en volume.

Les stocks devraient rester élevés pour toutes les productions, ce qui relativise les inquiétudes suscitées par les aléas météorologiques de la suite de la saison : El Niño qui pourrait frapper l'hémisphère Sud, et la récolte de blé 2016 toujours compromise par la sécheresse présente en Ukraine et en Russie et qui menace aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, le niveau de la demande est donc essentiel pour l'équilibre du marché. Les prévisions initiales de consommation sont pour l'instant maintenues. Les principaux pôles de croissance prévus sont l'Argentine et le Brésil pour les utilisations par l'élevage, et... la Chine pour tous les produits.

En effet, le ralentissement économique en cours en Chine ne touche que peu la consommation alimentaire, qui reste soutenue. Les aléas dans la conjoncture chinoise en matière de grains sont liés essentiellement à des questions de politique agricole, qui a du mal à se matérialiser clairement. La volonté est de baisser les stocks de maïs pléthoriques et le prix intérieur encore très élevé, tout en continuant à freiner les importations. Pour l'instant, ceci n'a empêché ni l'augmentation du stock de maïs (aidée par une bonne récolte) ni la poursuite d'intenses achats de produits de substitution au maïs (dont bénéficie particulièrement l'orge française). Un tournant semble en cours en novembre, avec la prise de mesures précises (baisse du prix du maïs, licences nécessaires pour les importations). Par contre, la chute drastique du cheptel de porcs reproducteurs (-10 à 15 % en un an en 2015) pourrait venir freiner l'augmentation attendue de la consommation de grains.

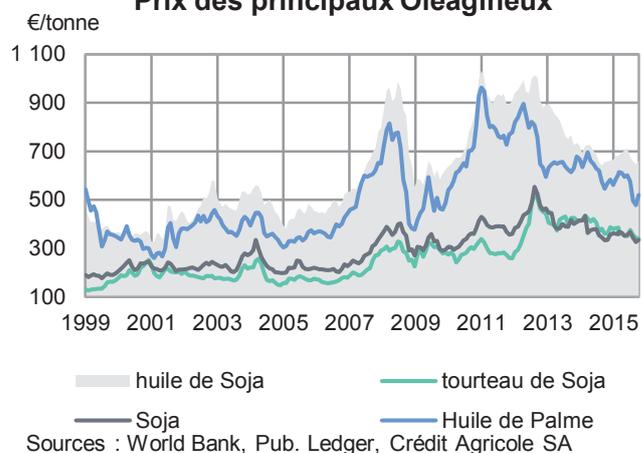
## Une récolte française abondante dont l'écoulement ne sera pas facile

La moisson française de blé a battu largement ses précédents records en 2015, avec une prévision qui dépasse maintenant 41 Mt pour le blé tendre. Les orges affichent également un niveau record à 11,9 Mt. Par contre, la situation est plus difficile pour le maïs, dont la récolte recule fortement à 13Mt. Contrairement à l'année précédente, la qualité du blé est tout à fait correcte.

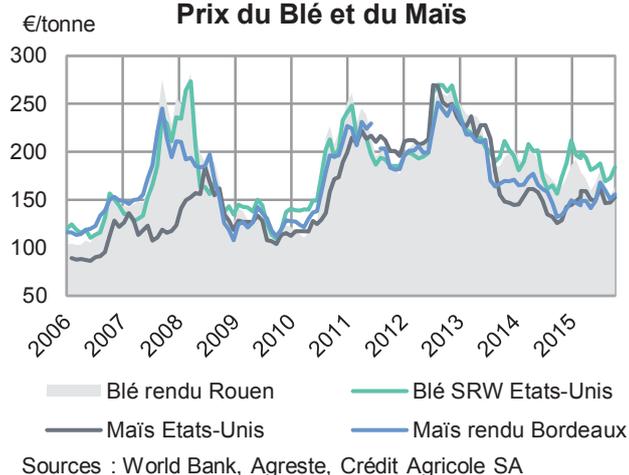
Les utilisations intérieures sont prévues en hausse tant en alimentation animale (par substitution du blé au maïs) qu'en panification (de façon peut-être un peu optimiste). Les exportations vers l'Europe sont quant à elles attendues en repli, mais à un niveau cependant élevé, grâce à une légère baisse de la production de blé dans les autres pays membres.

A nouveau, c'est du grand export que dépendra le bilan final. Or, le contexte de marché n'est pas facile, l'euro bas ne suffisant pas à assurer la compétitivité face à d'autres devises bien plus dévaluées (Russie, Ukraine, demain Argentine) et aux concurrents européens. Le blé va essayer de gagner sur le maïs qui se fait plus rare, mais encore une fois la solution sera recherchée à l'exportation. L'ampleur des volumes en présence et les engorgements portuaires qui peuvent en résulter font que l'attente de prix améliorés peut être payante si des difficultés climatiques se précisent, mais risque d'être aléatoire.

**Prix des principaux Oléagineux**



**Prix du Blé et du Maïs**



## Consommation et commerce : en mutation

Le rythme de l'évolution du commerce de détail en France sur la période récente est ponctué par deux crises.

Celle de 2009 d'abord, double reflet de la crise financière et des tensions sur les marchés de matières premières et d'énergie. Elle se traduit par un recul sans précédent des achats (-3 % en valeur) sur l'ensemble du panier du consommateur, puisque même les dépenses alimentaires d'ordinaire résilientes sont entraînées dans un recul identique, y compris en volume.

Une réplique se produit au second semestre 2011, particulièrement perceptible sur les marchés de l'habillement, de l'équipement du foyer, sur des activités portées par des années de croissance, mais dont les consommateurs semblent découvrir qu'elles constituent des dépenses arbitrables. L'habillement, considéré comme un besoin de base, devient une dépense arbitrale. Entre 2008 et 2014, ce marché aura perdu presque 15 % de sa valeur et à la différence de ce qui s'est produit sur la décennie 2000 avant crise, il ne se constate plus de compensation par les volumes.

Cette notion d'arbitrage se développe face à la montée des dépenses dites contraintes du budget des ménages : logement, transport, énergie, communications... Pour les consommateurs, la « crise » revêt un caractère permanent. Elle associe la perception du chômage, la pression sur les salaires et la pression fiscale. On notera que l'évolution du revenu disponible – jusqu'à aujourd'hui toujours positive – est en net décélération (+5,7 % en 2000, +2,4 % en 2010, +0,7 % en 2013). Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut est lui, en baisse depuis 2011. La perception du niveau des prix devient dès lors beaucoup plus sensible, par rapport au début de la décennie 2000. Ainsi l'inflation alimentaire, perçue au quotidien et jugée forte, vaut au hard discount une nouvelle phase de conquête de part de marché en 2009-2010.

La perception d'un pouvoir d'achat en baisse, en particulier après dépenses contraintes, est contemporaine de l'émergence de nouvelles formes de commerce qui précisément proposent des prix bas, ou des prix inférieurs à ceux du commerce conventionnel.

Le commerce de détail, presque 500 Md€ en valeur consommateur en 2014 (hors automobile), stagne depuis le choc de 2011, mais le e-commerce poursuit quant à lui sa progression. En 2014, avec plus de 60 Md€ de chiffre d'affaires (en incluant les véadistes), il représente 12 % des ventes. Son rythme de progression annuel est constamment supérieur à 10 % : c'est lui qui constitue la force motrice du commerce, y compris sur le marché alimentaire.

Globalement, la consommation privilégiera deux directions :

- Les offres low-cost : en alimentaire, le hard discount, désormais attaqué par les « drive » des enseignes traditionnelles (modalité de e-commerce qui présente une offre concurrente au hard discount ; les marques de distributeurs MDD y sont particulièrement mises en avant). En matière d'équipement de la personne, les grandes surfaces consacrées à l'habillement, en périphérie (LaHalle, Kiabi...) ou en centre commerciaux (H&M), dans le meuble, plus que jamais l'offre « jeune habitat » à petit prix ;
- Les offres plus qualitatives en biens d'équipements : les achats sont beaucoup plus espacés, calculés, confrontés systématiquement entre offres des *pure-players* du net et offres des réseaux traditionnels en commerce physique.

L'un dans l'autre, le milieu de gamme qui a fait les beaux jours notamment des grandes enseignes de centre-ville voit son espace plus restreint. Dans l'alimentaire, ce phénomène se décline en une guerre des offres, les grands groupes fournisseurs revenant en entrée de gamme concurrencer les MDD. Dans cette continuité, certains distributeurs alimentaires déclenchent une « guerre des prix » à un niveau inédit entre enseignes GSA, ultime moyen de reconquérir du trafic clients et des parts de marché. Le grand commerce alimentaire connaît un recul d'activité en valeur en 2014 (-1,5 %) mais cette fois-ci, il ne s'agit plus d'une crise de consommation. Les mutations profondes du commerce sont en cause.

Les prémices d'une reprise économique graduelle sont perceptibles dans les évolutions des commerces spécialisés (non alimentaires) au second semestre 2015. Les anticipations des consommateurs sont différentes. L'idée d'une stabilité ou d'une graduelle amélioration du revenu et de la fiscalité paraît intégrée. Le redressement de la consommation de biens peut être anticipé, mais il est difficile d'entrevoir quels canaux commerciaux, quelles entreprises, seront gagnants. Le développement du e-commerce ne fait pas de doute, sinon sa vitesse de diffusion avec une cible de 20 % des ventes comme aux États-Unis contre 12 % actuellement en France. Le commerce conventionnel en sera affecté et « l'omnicanalité » redistribuera les clientèles du centre-ville, des zones de périphérie et surtout des centres commerciaux.

## France : l'activité des secteurs en 2016

### INDICATEURS AVANCÉS

#### Composants électroniques : +4 %

Malgré un environnement économique mondial un peu terne, le secteur conservera la bonne dynamique amorcée en 2015.

#### Publicité : -1 %

Dans un environnement économique insuffisamment porteur, les événements sportifs internationaux devraient permettre de stabiliser les recettes globales des médias traditionnels (y.c. internet) et d'atténuer le repli global du marché.

#### Carton ondulé : +0,6 %

Confirmant la reprise économique engagée, la production de carton ondulé poursuivra le redémarrage amorcé en 2015.

#### Travail temporaire : +5,5 %

Le secteur s'est engagé en 2015 dans une bonne dynamique qui devrait se poursuivre en 2016, compte tenu des anticipations favorables sur la conjoncture économique générale.

### SECTEURS FONDAMENTAUX

#### IAA hors boissons : +0,7 %

L'amélioration graduelle de l'environnement économique bénéficiera au secteur après une année 2015 très moyenne.

#### Boissons : +1,7 %

Après une bonne année 2015, l'activité française des producteurs de boissons bénéficiera pour principal facteur de soutien de la tenue en France de l'Euro de football.

#### Industrie automobile : +4 %

La production française (constructeurs français) de VL progressera dans la tendance de l'année précédente, bénéficiant de la reprise du marché européen.

#### Aéronautique : +4 %

L'activité de la filière bénéficiera des augmentations de cadences décidées par les constructeurs commerciaux.

#### BTP : +0,3 %

Le secteur du BTP sortira de la crise avec une croissance d'activité encore très modeste. Ce redressement résultera du bon comportement du segment des logements tandis que les autres segments continueront de marquer le pas.

### INDUSTRIES ET RECYCLAGE

#### Filière déchets : -1 %

Les difficultés du segment de la récupération, défavorablement affecté par le prix des matières premières, continueront de peser sur le secteur et ne seront pas compensées par la faible croissance des segments collecte et traitement.

#### Verre plat : -0,5 %

Le redémarrage du segment du logement atténuera la baisse de la production toujours affectée par la mauvaise orientation générale du secteur du BTP.

#### Verre creux : +1 %

Les événements sportifs du 2<sup>nd</sup> semestre laissent anticiper une modeste croissance malgré un secteur agroalimentaire atone.

#### Sidérurgie : -1,5 %

La consommation apparente progressera légèrement, mais la production nationale reculera. Les prix resteront sous pression dans un contexte de surcapacité. Ils demeureront fortement tributaires de l'évolution du coût des matières premières.

#### Industrie papetière : -0,5 %

Après plusieurs exercices difficiles, le marché pourrait connaître une légère inflexion liée à la reprise économique modérée et à de moindres ajustements.

#### Branche fonderie : 0 %

L'année s'inscrira dans le prolongement de 2015 et nous retenons un objectif de stabilité.

## AUTRES INDUSTRIES

### Transformation des métaux : +1 %

Le secteur bénéficiera d'une croissance modérée reposant sur les activités de sous-traitance, globalement bien orientées.

### Equipements mécaniques : +2 %

Après un début d'année vraisemblablement médiocre, le secteur pourrait profiter d'une reprise des investissements en cas de confirmation de l'embellie économique annoncée.

### Mécanique de précision : +2,5 %

Les perspectives de l'année se présentent favorablement, tant sur le marché intérieur que sur les marchés d'exportations.

### Industries électroniques : +2 %

Nous tablons sur une bonne orientation de l'année 2016 dans la tendance de 2015, grâce au soutien des investissements en équipements de télécommunication.

### Chimie minérale : +1 %

La croissance sera modeste et retrouvera sa tendance de fond, en profitant à tous les secteurs à l'exception de certains sous-segments comme les colorants et pigments qui resteront stables.

### Chimie organique : +1,6 %

La croissance sera plus faible, avec des hausses homogènes par sous-secteurs, à l'exception du caoutchouc.

## SERVICES

### Services informatiques : +2 %

Le secteur amplifiera la tendance économique générale, plus particulièrement dans les domaines du conseil, de l'infogérance applicative et de l'intégration.

### Services télécoms : +1,2 %

Dans la tendance de 2015, la croissance en volume se poursuivra mais à un rythme moindre. Parallèlement, les baisses tarifaires marqueront le pas.

### Grand commerce : +1,5 %

Après un second semestre 2015 favorable pour les commerces spécialisés, 2016 pourrait voir la fin de la stagnation de l'activité commerciale, ce d'autant que la surcompétition par les prix ne saurait être durable pour les commerces alimentaires.

### Plastiques : +2 %

Poursuite de la croissance à un niveau qui évolue parallèlement à celui de la demande des secteurs aval.

### Engrais : 0 %

L'activité du secteur restera stable malgré la poursuite des opérations programmées de maintenance et de fiabilisation des installations.

### Industries pharmaceutiques : +3 %

L'année sera soutenue par la progression des exportations bien orientées et par les besoins du segment hospitalier.

### Industries graphiques : -2 %

La production graphique continuera de reculer à un rythme comparable à celui des années précédentes, en raison notamment de la poursuite du recul des dépenses publicitaires de presse et de magazines.

### Edition : 0 %

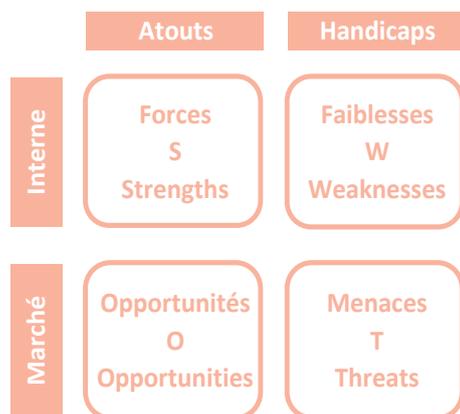
L'année sera favorable pour l'édition scolaire mais l'effet best-sellers restera incertain. Nous tablons sur une stabilisation des ventes en 2016.

### Transport routier de marchandises : +3 %

Après une succession d'exercices difficiles, les trafics connaîtront une phase de rebond, compte tenu des anticipations favorables sur la conjoncture économique générale.

# INDICATEURS AVANCÉS

- COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
- CARTON ONDULÉ
- PUBLICITÉ
- TRAVAIL TEMPORAIRE



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national ou l'activité en volume dans le cas des entreprises de services.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissé de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

Capacité d'innovation

Leadership sur certaines niches

Besoins d'investissements élevés (Capex, R&D...)

Absence de taille critique pour la majorité des acteurs

Marchés de niche sous-jacents majoritairement porteurs

Soutien gouvernemental (Crédit Impôt Recherche...)

Disparition du savoir-faire « hardware » au profit du secteur « software »

Ambitions des pays émergents (programme investissement Chine)

## Positionnement en France

En France, le secteur des composants et cartes électroniques emploie environ 45 000 personnes, et représente moins de 5 % de la valeur ajoutée du segment des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) en France, soit une contribution de moins de 0,2 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

Sur un marché mondial des composants d'environ 340 Md\$, l'Europe représente 10 % des ventes, en recul face aux autres continents. Elle reste présente avec une part significative sur les marchés Aérospatial et Défense, Médical et Automobile. ST Microelectronics était le seul acteur européen dans le top 10 mondial en 2014, l'acquisition récente de Freescale par NXP devrait faire de ce dernier le nouveau numéro 1 européen.

## Tendances historiques

L'industrie électronique a connu jusqu'à présent trois grandes périodes de développement.

La première, qui va jusqu'aux années 80, correspond au développement des technologies et produits électroniques pour les marchés gouvernementaux.

Au cours de la seconde (des années 80 au milieu des années 90), l'électronique pénètre le monde de l'entreprise pour y apporter des gains de productivité (systèmes d'information, outils à commandes numériques).

Dans la troisième (du milieu des années 90 à nos jours), l'électronique cible les besoins des consommateurs (PCs, smartphones...). Passant à une production de masse, l'industrie électronique a subi une profonde évolution et délocalisé en Asie la majeure partie de ses nouveaux investissements.

## Bilan de l'année 2015 : +5,5 % en volume

Malgré un redémarrage un peu « mou » sur les deux premiers mois de l'année, et une contre-performance en été (juillet-août), tous les indicateurs de la filière française convergent vers une très bonne année 2015.

Contrairement au marché mondial des semi-conducteurs, tous les voyants sont au vert pour les composants en France, tant sur le

marché domestique qu'à l'exportation, d'autant plus que le taux de change EUR/USD a connu (et connaît toujours) une évolution favorable, laissant présager d'une très belle fin d'année.

C'est donc tout naturellement que l'optimisme est de mise pour cette industrie, reflété par un indice de confiance du GFIE élevé (5,8/10), proche des sommets historiques.

Cette situation est corroborée par l'indice INSEE de la fabrication de composants et cartes électroniques qui retrouve des niveaux oubliés depuis 2011.

Pour tempérer cette euphorie, il conviendra tout de même de surveiller les ratios « book to bill » qui sont redescendus en dessous de 1, ainsi que l'évolution de la demande mondiale.

Composants électroniques		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>10,5</b>	<b>5,4</b>	<b>-3,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,5</b>	<b>4,0</b>	
Md\$	ventes mondiales de semiconducteurs	298,3	299,5	291,6	305,6	335,8	336		
Md\$	ventes européennes de semiconducteurs	38,1	37,4	33,2	34,9	37,5			
var. volume %	ménages : évolution de la consommation en prod. électroniques	-6,7	-3,2	-4,5	-1,8	1,2			
var. volume %	évol. des salariés des industries électroniques	-4,0	-0,9	-0,2	-1,5	-0,1	-1,4		
var. volume %	évolution de la production française automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0	

Sources : WSTS, Insee, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4 %

Le ralentissement du marché mondial des semi-conducteurs et les révisions de prévision à la baisse tout au long de l'année 2015 ne devraient pas perdurer en 2016. Les principaux marchés sous-jacents adressés par la production hexagonale (automobile, industriel, aérospatial) devraient continuer sur une bonne dynamique.

Nos prévisions de taux de change EUR/USD et celles de la place restent également bien orientées.

Il conviendra toutefois de rester vigilant par rapport aux impacts potentiels d'une situation macroéconomique mondiale plutôt terne. Se rajouteront également les effets potentiels des récentes opérations de fusions-acquisitions dans le secteur visant à des restructurations, notamment sur le segment des semi-conducteurs.

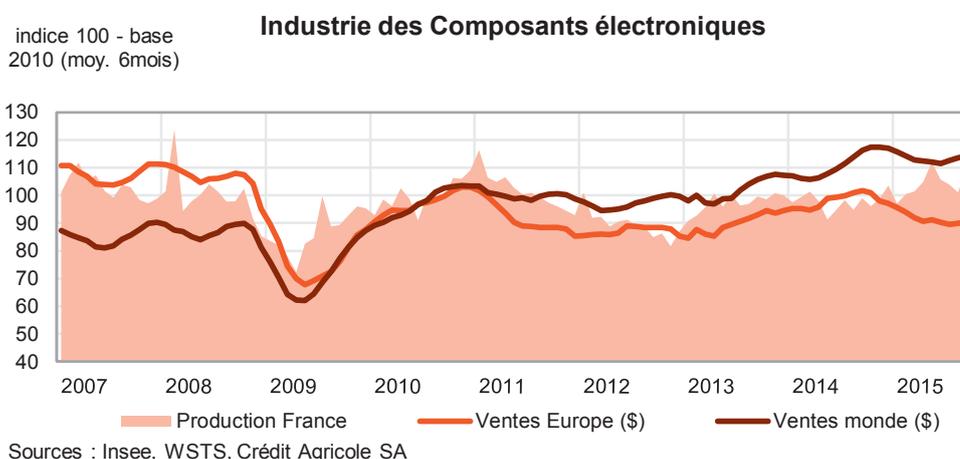
## Perspectives européennes

Le rebond modéré attendu de la production de semi-conducteurs dans le monde en 2016 (+1,6 % en valeur selon le WSTS) devrait s'observer dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe.

Il faudra donc regarder au niveau des autres types de production pour trouver les niches de croissance, notamment du côté des applications automobiles, grâce à la part et à la valeur de plus en plus élevée de l'électronique dans les voitures (capteurs, sécurité active/passive, systèmes d'infotainment...).

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, le secteur devrait bénéficier d'une croissance modérée, en attendant un éventuel rebond lié aux besoins attendus à terme de l'internet des objets et des besoins de l'industrie 4.0.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	NXP	NXP (ancienne branche semi-conducteur de Philips) débourse 11,8 Md\$ pour racheter l'américain Freescale Semiconductors.
T2-2015	Intel	Le numéro un mondial des puces annonce le rachat de son compatriote Altera pour 16,7 Md\$, en cash !
T2-2015	Avago	L'américano-singapourien Avago, (ex-division de semi-conducteurs du groupe américain Hewlett-Packard) rachète Broadcom pour 37 Md\$, donnant naissance à un géant des puces pour objets connectés.
T1-2016	Microchip Technologies	Après avoir été courtisé par Dialog, l'américain Atmel devrait finalement être vendu à son compatriote Microchip Technologies. Les deux fabricants de semi-conducteurs ont signé un accord valorisant Atmel à 3,56 milliards de dollars.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, l'industrie du Carton ondulé compte une vingtaine de groupes pour une soixantaine de sites de production. Elle génère un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,8 Md€ par an contribuant pour moins de 0,1 % à la formation du PIB national. Elle représente 11 600 emplois directs répartis sur l'ensemble du territoire.

### Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, la France se classe au 3<sup>e</sup> rang des pays producteurs de carton ondulé avec une production de 5,4 milliards de m<sup>2</sup> en 2014, soit 2,8 millions de tonnes, pour une part de marché de 12 % derrière l'Allemagne (21 %) et l'Italie (16 %).

Au niveau mondial, la France se classe au 6<sup>e</sup> rang des pays producteurs.

### Tendances historiques

En France, le marché du carton ondulé a atteint sa maturité. Il se caractérise par sa dimension régionale et par sa fragmentation.

La demande dépend fortement de la consommation des ménages, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire (~57% des ventes) et des biens de consommation (~24%), notamment l'automobile et les équipements de la maison, ainsi que de la production manufacturière de ces secteurs.

L'industrie n'a pas recouvré ses niveaux d'avant la crise de 2008-2009 du fait du contexte macroéconomique dégradé et du ralentissement de la production agroalimentaire avec les difficultés du monde agricole et des principales filières agroalimentaires (viande, lait...).

Les industriels du carton ondulé non intégrés subissent les pressions des producteurs de Papiers pour ondulé, ne répercutant les augmentations de prix que partiellement et avec retard.

### Bilan de l'année 2015 : +0,6 % en volume

Sur les neuf premiers mois de 2015, le contexte économique français s'est légèrement amélioré, tiré en grande partie par la reprise de la consommation des ménages (+1,5% estimé pour 2015 vs +0,6% en 2014).

La production manufacturière a également progressé mais à un rythme moindre : après un début d'année plutôt bon, elle a ralenti et s'est stabilisée au 3<sup>e</sup> trimestre. Sur un an, elle a augmenté de +0,6 % tirée par les industries agroalimentaires (+0,6%) et par les matériels d'équipement (automobile +3%).

Progression de la consommation avec l'évolution des modes de vie et des technologies

Forte capacité d'innovation (emballages recyclables, plus légers, sécurisés, différenciés...)

Développement du packaging véhicule des marques et essor du e-commerce

Développement des emballages multifonctions et du Bag-in-Box

Utilisation croissante des papiers recyclés (objectif développement durable)

Différenciation croissante des produits (impression couleur, numérique, ennoblissement...)

Concurrence exacerbée par les surcapacités

Producteurs non intégrés exposés au risque de montée des prix des matières premières

Problème de migration des encres au travers des emballages

Règlementation visant à réduire les emballages (loi Grenelle)

Retard de l'outil industriel français sur ceux des pays voisins

Substitution par d'autres matériaux (plastique, verre...)

Dans ces conditions, la production française de carton ondulé a légèrement progressé (+0,6%), à un rythme comparable à celui de ses proches voisins européens, en dehors de l'Espagne qui a surperformé.

Les transformateurs ont pu bénéficier de la baisse des coûts de transport (parallèlement aux prix du pétrole) mais les prix des matières premières (papiers pour ondulés) ont augmenté. Cette hausse n'a été répercutée que partiellement dans les prix de vente, compte tenu de la pression concurrentielle et des surcapacités existantes.

Dans ce contexte, le mouvement de consolidation à l'échelle européenne s'est poursuivi à l'image des récentes acquisitions faites par le numéro deux du secteur DS Smith en Espagne, Europe de l'Est, Europe centrale et en Grèce.

Carton ondulé	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % production du secteur</b>	<b>3,8</b>	<b>2,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	
var. volume % livraisons en KT France	3,8	2,8	-0,6	-1,2	-0,7			
var. volume % livraisons en Mm <sup>2</sup> France	0,0	2,4	-2,8	-0,1	-0,1			
var. volume % production des IAA hors boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,7	
var. volume % production automobile	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	
var. volume % consommation des ménages	1,7	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	
var. volume % investissement des entreprises non financières	1,9	2,1	0,3	-0,5	-1,2	-0,3	0,9	

Sources : FEFCO, Ondef, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,6 % en volume

La production française de carton ondulé progressera légèrement en 2016, comme en 2015, compte tenu de la timide progression de la consommation des ménages et de la production manufacturière.

En effet, les ventes par Internet continueront à stimuler le colis postal, le secteur de la construction résidentielle se redressera et la progression du secteur automobile se poursuivra. Seules les industries agroalimentaires progresseront peu.

Les producteurs de carton ondulé continueront à mettre en avant les qualités environnementales du carton par rapport aux autres matériaux de substitution, notamment le plastique. Ils poursuivront leur objectif de réduction des emballages via l'écoconception et l'allègement des grammages. En parallèle, ils veilleront à préserver la sécurité alimentaire des emballages à faible migration et ils élaboreront

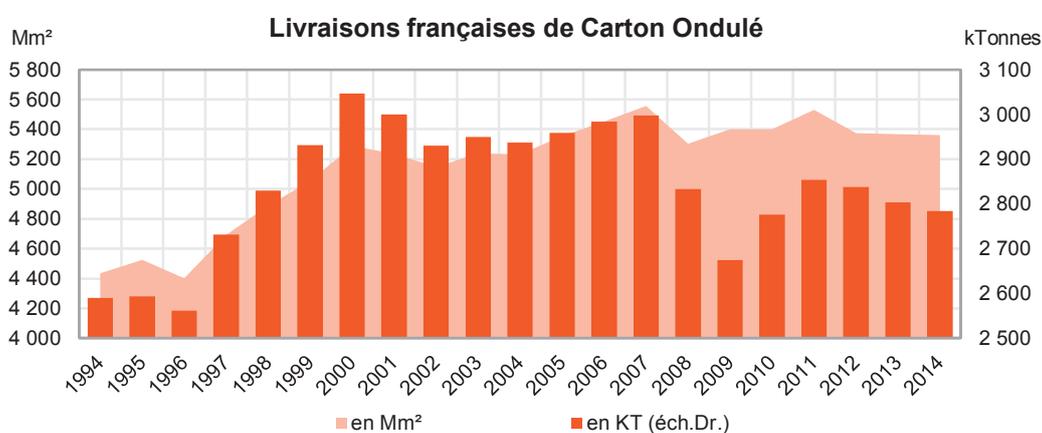
des finitions toujours plus adaptées à une meilleure perception des marques.

Dans un contexte de surcapacité, le mouvement de consolidation se poursuivra à l'échelle européenne.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production de Carton ondulé devrait augmenter dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et la montée continue du commerce par Internet.

Les emballages évolueront, notamment compte tenu de l'impact croissant de l'écoconception, des nouvelles réglementations (déchets, contact alimentaire) et de la demande croissante de petites séries personnalisées.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2014 à 2015	DS Smith	Après l'absorption en 2012 de la branche européenne d'emballage de SCA, le numéro 2 européen du secteur poursuit sa croissance avec des acquisitions en Espagne, 3 <sup>e</sup> marché européen (Andopack, Lantero), en Europe de l'Est (Duropack) et en Grèce (Cukurova). Il a annoncé son intention d'acquérir Milas, un producteur turc.
T4-2015	Smurfit Kappa Group	Après l'acquisition d'Orange County LLC, le groupe Smurfit Kappa poursuit son développement en Amérique du Nord avec l'acquisition de Sound Packaging LLC et Corrugated Professionals LLC, un producteur implanté dans la région de Phoenix (Arizona).
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Après le retrait fin 2014 du « paquet économie circulaire » visant à tendre vers une société « zéro déchets », la Commission européenne a annoncé le 02/12/2015 un programme plus large et plus ambitieux. Le nouveau paquet comprend notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages ».

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le marché publicitaire français s'est élevé à 12,5 Md€ en 2014 (Télévision, Radio, Presse, Affichage, Cinéma, Internet, Annuaire, Courrier publicitaire, Imprimés sans adresse), en baisse de 2 %. Sa valeur ajoutée contribue pour 0,2 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En ne retenant que les médias traditionnels et internet (i.e. hors annuaires, courriers publicitaires et imprimés sans adresse), le marché français occupe avec 13 Md\$ la 3<sup>e</sup> place dans l'UE (115 Md\$) derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni, co-leaders avec 24 Md\$ chacun et le 7<sup>e</sup> rang mondial.

### Tendances historiques

Le marché est sensible à la conjoncture. Il a ainsi reculé en valeur de 7,5 % en 2009 et s'érode de façon continue depuis 2012 (-7 % globalement entre 2011 et 2014).

Les évolutions sont contrastées selon les médias : pénalisés par la baisse du lectorat et la concurrence croissante d'internet, la presse, les annuaires et le courrier publicitaire enregistrent une baisse devenue structurelle (en valeur -20 % globalement sur 2010-2014). Les autres médias traditionnels résistent mieux (de -2 à -7 % sur la période) tout en étant impactés par l'environnement économique et la transformation digitale.

Porté par l'utilisation croissante des PC, tablettes, smartphones, réseaux sociaux, et plus récemment par les promesses de la publicité mobile, native et programmatique, Internet connaît une progression ininterrompue, mais qui ralentit autour de 5 % par an. Il est devenu le 2<sup>e</sup> média derrière la Télévision avec 2,8 Md€ en 2014 vs 3,2 pour la Télévision.

### Bilan de l'année 2015 : -1,1 % en volume

Hors internet, le marché publicitaire a reculé de 3 % en valeur environ sur les neuf premiers mois : le recul de la presse (-8 %), de la radio (-1,5 %), de l'affichage (-4 %), du courrier publicitaire et des imprimés sans adresse (-7 et 1,5 %) n'étant pas compensé par le rebond de la télévision (+1,5 %) et du cinéma (+2 %).

La reprise très modeste de l'économie estimée à +1,1 % en 2015, restera insuffisante pour redynamiser le marché publicitaire, qui

Résistance des médias traditionnels hors presse

Progression d'internet

Communication cross média / cross canal incontournable

Forte sensibilité à la conjoncture

Chute des médias papiers, fragmentation des audiences TV

Adaptation difficile à la concurrence d'internet

Reprise modérée du marché si conjoncture économique favorable

Transformation numérique des acteurs traditionnels

Essor de la publicité digitale (mobile, vidéo, réseaux sociaux...)

Possible bridage du vecteur internet (vie privée, ad-blockers)

Forte concurrence (pression sur les marges)

Difficultés persistantes des acteurs traditionnels face à la digitalisation

reculera pour la 4<sup>e</sup> année consécutive. Mais la baisse sera plus modérée (en valeur, -1,5 % vs -2 à -3 % précédemment) et les recettes publicitaires totales des médias traditionnels + internet devraient avoisiner l'équilibre, grâce à internet (+4 à +6 %) et la télévision (+1 à +1,5 %).

L'affichage se stabilisera et la radio s'érodera de 1 à 1,5 %. La presse, le courrier publicitaire (-8 à -8,5 %) et les imprimés sans adresse (-2 %) continueront de baisser dans la tendance des années précédentes.

S'il se confirme sur la fin de l'année, le rebond des activités numériques des éditeurs d'annuaires pourrait limiter la baisse de leurs recettes à 5 %.

	Publicité	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>Recettes publicitaires totales*</b>	<b>7,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,0</b>	
	<i>dont</i>								
<i>var.valeur%</i>	médias historiques (TV, Radio, Presse, Affichage, Cinéma)	6,8	0,5	-4,3	-4,5	-2,6	-2,1		
<i>var.valeur%</i>	internet	11,0	12,3	5,3	3,6	4,7	4,5		
<i>var.valeur%</i>	annuaires, courriers pub. imprimés sans adresse	nc	-0,7	-3,9	-5,7	-6,4	-5,8		
<i>var.valeur%</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,7	0,2	1,1	1,2	
<i>unité</i>	nombre de titres de presse écrite	881	863	841	826	793			
<i>var.valeur%</i>	chiffre d'affaires édition de journaux	-2,2	-3,0	-3,0	-4,8	-0,1	0,1		
<i>var.valeur%</i>	c.a. édition et diffusion de programmes radio	2,5	4,7	3,1	0,5	-0,1	0,1		
<i>var.valeur%</i>	c.a. programmation de télévision et télédiffusion	3,1	-0,6	-0,0	1,1	-0,5	0,5		

Sources : Irep, ZenithOpimedia, Insee, Crédit Agricole SA

\* variations en volume estimées par application d'un déflateur sectoriel Insee sur les données Irep en valeur

## Perspectives pour l'année 2016 : -1 % en volume

Freinée par les attentats de novembre, la reprise économique (+1,2%) ne permettra pas de relancer les dépenses publicitaires qui devraient de nouveau baisser en 2016.

Le marché restera soutenu par internet (+5 %) et la télévision (+1%). En dépit de la concurrence croissante de la vidéo et de la baisse de l'audience en direct, la télévision bénéficiera en effet des JO d'été, de l'Euro de football et de la monétisation croissante du replay.

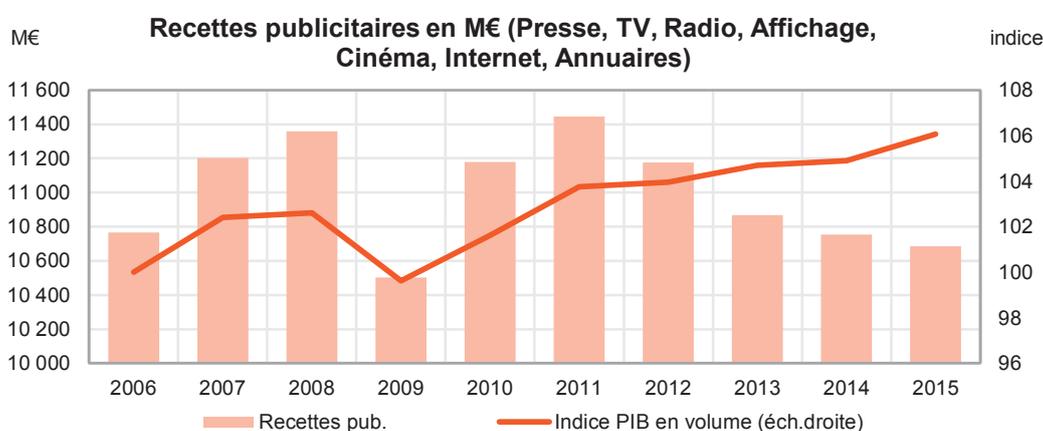
Le repli devrait s'atténuer dans la radio (-1 %) et l'affichage pourrait se redresser.

Sous l'effet du nouveau déclin de la presse, les recettes publicitaires des médias traditionnels et de l'internet devraient rester stables. Mais le marché global baissera de nouveau d'environ 1 % du fait du repli des courriers publicitaires et des annuaires.

## Perspectives à moyen terme

Si la reprise économique s'amplifie, le marché publicitaire français pourrait repartir modestement à la hausse (moins de 1 %). Celle-ci profitera principalement à Internet (si les systèmes de blocage des publicités et la fraude ne freinent pas sa croissance) et à la télévision (si la baisse d'audience et la concurrence du web ne s'intensifient pas).

Le marché sera toutefois pénalisé en 2017 par les élections et par une base de comparaison défavorable, compte tenu des événements sportifs internationaux de 2016. A l'inverse, le rebond sera plus sensible en 2018 (JO d'hiver et Coupe du Monde de football), année au cours de laquelle internet pourrait devenir le premier média publicitaire *ex aequo* avec la TV.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T4 2014	Publicis	Après l'échec de la méga fusion avec Omnicom, Publicis rachète Sapient pour un montant de 3,7 milliards de dollars, et renforce son leadership dans le digital.
T3 2015	Havas	Havas entre en négociations exclusives en vue de l'acquisition de FullSix, l'un des leaders indépendants de la communication digitale en Europe.
T4 2015	Havas	Havas rachète au groupe Bolloré l'institut CSA et l'agence Intervalles (marge brute cumulée de 16 millions d'euros, 160 personnes) et renforce son leadership sur la connaissance consommateur en research, data, insight, et enrichit son offre événementielle.
T4 2015	Publicis	Publicis se réorganise en abandonnant la structure par grands réseaux mondiaux au profit d'une organisation centrée sur le client et de 4 "pôles de solutions": Publicis Communications (création et production), Publicis Media (réseaux), Publicis Sapient (numérique) et Publicis Healthcare (Santé et Pharma).

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises de travail temporaire gèrent un volant de plus de 600 000 intérimaires en équivalent temps plein (etp), soit près de 3,5 % de la population salariée du secteur concurrentiel. Le secteur contribue pour 1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, le travail temporaire représente globalement 1,7 % de la population en activité, soit moins qu'aux États-Unis (2,1 %) et au Japon (2 %). Sur les dix dernières années, ces niveaux n'ont pas significativement évolué, hormis au Japon où le taux de pénétration a doublé entre 2001 et 2008. Le marché français, apprécié en effectifs etp, se classe au 3<sup>e</sup> rang derrière les marchés britannique et allemand et devant les marchés italien, néerlandais et polonais. Ces six marchés emploient 78 % des intérimaires de l'Union.

### Tendances historiques

A l'échelle mondiale, le travail temporaire apparaît très concentré : les dix premières entreprises représentent un peu plus du quart du marché mondial. Le marché français est encore plus concentré, près de 85 % de l'activité est réparti entre les six premières entreprises.

En France, le travail temporaire est un marché mature où les variations des effectifs reflètent et anticipent celles du climat économique. Le marché surréagit aux changements de la conjoncture dont il constitue un indicateur particulièrement sensible. Ainsi entre 2000-2015, les effectifs intérimaires ont fluctué dans une tranche de 450 000 à 750 000 etp dont l'étendue reflète les évolutions du climat économique sur la période. A chaque crise, les effectifs intérimaires enregistrent des décrochages notables : près de 12 % en 2001 et 33 % en 2009. A l'image de l'économie nationale, le marché a touché un point bas fin 2012 pour entrer dans une phase de lente convalescence.

### Bilan de l'année 2015 : +4,2 % en volume

Depuis le point bas touché au T4-2012, le marché de l'intérim s'est engagé dans un lent mouvement de reprise. Les espoirs induits par l'exercice 2013 n'ont pas été confirmés en 2014 qui laissera l'image d'une année très incertaine et contrastée.

L'année 2015, en revanche, s'inscrit dans une tendance de reprise modérée mais franche. Sur la base des réalisations à fin novembre, le niveau moyen des effectifs de 2015 s'inscrit en progression de

Métier peu capitalistique

Rentabilité résiliente (frais fixes limités)

Pouvoir élevé face aux demandeurs d'emploi

Forte sensibilité à la conjoncture

Forte concurrence sur les marchés de masse

Besoins de flexibilité des entreprises

Forte concurrence sur les marchés de masse

Dépendance aux évolutions réglementaires

Moins de besoins en main-d'œuvre ouvrière avec les délocalisations et la désindustrialisation

l'ordre de 4 % par rapport à celui observé l'année précédente. Sur ces bases, les effectifs à fin 2015 atteindraient un niveau légèrement inférieur à celui du pic de ces cinq dernières années observé en juin 2011, ce qui constitue un signal positif.

Analysée par secteur, cette bonne orientation globale de la demande provient pour près de 50 % du bâtiment et des travaux publics, pour 30 % du secteur tertiaire et pour 20 % de l'industrie. Tandis que l'activité du secteur de la construction poursuivait son cycle baissier en 2015, l'emploi intérimaire a rebondi de façon graduelle tout au long de l'année. Néanmoins, le niveau atteint à fin septembre reste encore très en deçà des moyennes historiques, montrant la sévérité de la conjoncture dans le BTP. Du côté du secteur tertiaire, l'emploi intérimaire moins marqué par le ralentissement économique a évolué favorablement. Enfin, les besoins de l'industrie ont progressé très modérément.

Travail temporaire		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>20,8</b>	<b>6,9</b>	<b>-8,3</b>	<b>-2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>4,2</b>	<b>5,5</b>	
etp	effectifs intérimaires etp (moyenne)	610 917	653 000	598 875	583 900	590 800	620 000		
variation %	chiffre d'affaires des entreprises d'intérim (ETT)	6,1	16,3	-3,4	-5,1	2,5	1,2		
variation %	chômage : variation des effectifs	6,5	2,4	8,6	9,2	4,6	3,9		
variation %	production manufacturière	4,9	4,0	-3,4	-1,1	0,0	0,8	1,5	
variation %	construction	-4,1	5,5	0,0	-4,3	-4,1	-3,6	0,3	

Sources : Pôle Emploi, Insee, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +5,5 % en volume

L'année 2016 s'engage sur des fondamentaux économiques un peu plus favorables que ceux de 2015 avec une anticipation de croissance du PIB de +1,2 % et de +1,5 % pour la production manufacturière.

L'abrogation du recours au travail temporaire dans la fonction publique centrale et territoriale constitue un signal négatif mais de portée limitée estimée à 10 000 etp, soit moins de 2 % des effectifs intérimaires.

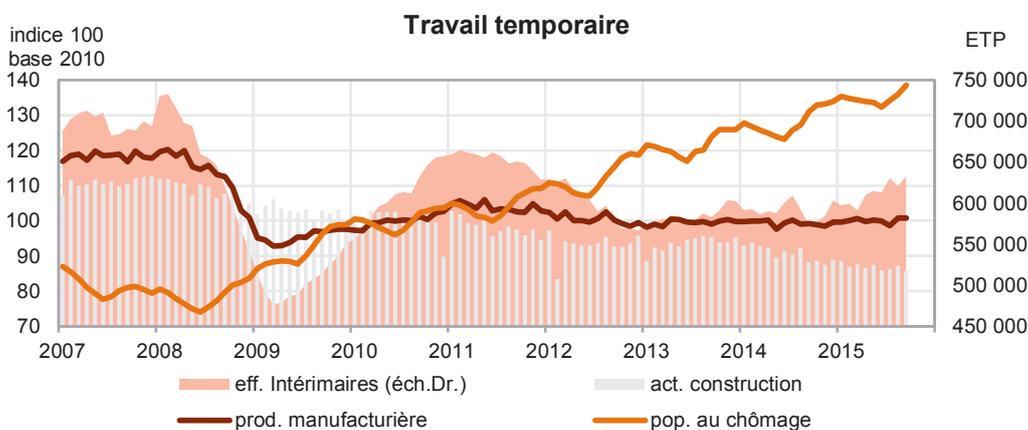
Sur ces bases et sous réserve d'une poursuite de la croissance économique en 2017, nous retiendrons un objectif de croissance en volume de +5,5 % par rapport à 2015, ce qui porterait les effectifs cible de fin d'année un peu au-dessus du pic de l'été 2011.

Le retournement favorable du secteur du logement neuf contribuera à alimenter la demande d'intérimaires. Parallèlement, la demande

relevant du secteur tertiaire restera favorablement orientée, notamment dans le secteur du transport routier pour lequel un léger mieux est attendu. Enfin pour ce qui concerne l'industrie, qui absorbe près de 45 % des effectifs intérimaires, la reprise graduelle de l'investissement dans les entreprises affectera favorablement l'emploi et dans un premier temps l'emploi intérimaire.

## Perspectives à moyen terme

Le travail temporaire devrait évoluer favorablement dans la perspective d'une conjoncture plus soutenue et d'un retournement du cycle de la construction qui représentent des marchés importants pour l'intérim.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Travail illégal	Les pouvoirs publics dévoilent un plan de lutte contre le travail illégal des salariés détachés en France. Au moins 200 000 travailleurs seraient détachés illégalement en France par des entreprises d'intérim étrangères.
T3-2015	CDI-intérimaire	Réaménagement du CDI-I à l'occasion de l'adoption en été du projet de loi de modernisation du dialogue social : suppression des délais de carence entre deux missions, allongement des durées maximales de mission.
T3-2015	Relais de croissance	Poursuite de la stratégie de diversification des leaders du marché dans les domaines connexes de l'emploi (e.g. acquisition par Adecco et Randstad d'entreprises d'outplacement).
T4-2015	Fonction publique	Projet d'abrogation du recours à l'intérim au sein de la fonction publique centrale et territoriale (mais n'affectant pas la fonction hospitalière). Pour les professionnels, cette mesure pénaliserait 10 000 emplois intérimaires.

# SECTEURS FONDAMENTAUX

- IAA HORS BOISSONS
- BOISSONS
- AÉRONAUTIQUE
- INDUSTRIE AUTOMOBILE
- BTP



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## Positionnement en France

L'agroalimentaire représente le premier secteur industriel français avec un chiffre d'affaires de 154,7 milliards d'euros et le premier employeur industriel avec 474 012 salariés. Le secteur compte près de 16 000 entreprises dont 98 % de PME.

## Positionnement dans l'Union européenne

Avec un poids de près de 13 % du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire européen, la France se classe au second rang européen derrière l'Allemagne. Pour autant sa balance commerciale déficitaire de 2,7 Md€ ne cesse de se dégrader, avec la progression des importations de produits élaborés. L'Union européenne constitue le principal partenaire de l'agroalimentaire français avec près de 72 % des exportations et 82 % des importations.

## Tendances historiques

Sur le marché domestique de l'alimentaire, nous assistons à une faiblesse de la croissance tant en valeur qu'en volume depuis 2010, avec un mouvement déflationniste des prix consommateurs en grande distribution depuis début 2014.

Tandis que le solde commercial des produits agroalimentaires de première transformation se maintenait à l'équilibre, celui des produits de seconde transformation est devenu nettement déficitaire depuis 2008, le secteur de la viande étant déficitaire depuis 2004, en lien avec la baisse généralisée de l'activité d'abattage. C'est cependant dans le secteur des fruits et légumes transformés que la détérioration de la balance commerciale apparaît la plus forte sur la dernière décennie.

Les plats préparés, la boulangerie-vienniserie industrielle et les entreprises de transformation des produits de la mer sont essentiellement orientés vers le marché national, avec une faible part d'activité réalisée à l'international.

Souvent considérée peu innovante, cette industrie a vu la part de ses nouveaux produits mis en marché passer de 9 % à 31 %, en 10 ans.

## Bilan de l'année 2015 : +0,5 % en volume

La production agroalimentaire devrait progresser de seulement +0,5% sur l'année ; la fin d'année apparaissant un peu moins dynamique sur le plan domestique alors que la demande étrangère contribue à garnir un peu plus les carnets de commande.

Les volumes de produits carnés se sont redressés graduellement, la conjoncture laitière dégradée accentuant le mouvement de réforme du cheptel laitier. Dans cet environnement, les spécialités laitières devraient s'éroder légèrement de 0,5 %.

## MATRICE SWOT

Diversité des filières

Groupes de renommée mondiale

Secteur résilient

Taille encore trop réduite des entreprises (55 % de PME)

Peu de capacité à innover et exporter

Pertes de parts de marché

Développement des circuits courts

Structuration en pôles de compétitivité

Évolution démographique

Accords de libre-échange avec des puissances agricoles

Concentration croissante des distributeurs

Crises sanitaires et évolution consumériste

La sécheresse estivale ayant affecté les rendements, la transformation de fruits et légumes verrait ses productions se réduire de près de 3,8 %.

Inversement, la fabrication des huiles et graisses, les produits amy-lacés et la boulangerie industrielle apparaissent plus favorisés avec une croissance des volumes comprise entre +2,1 % et +4,3 %.

L'évolution déflationniste des prix alimentaires n'aura donc pas eu d'effet sur la demande en volume.

Le secteur viande a annoncé de nombreux projets d'investissement dans la modernisation d'abattoirs et d'outils de transformation. Dans le lait, de nouvelles capacités destinées au grand export chinois de lait infantile se construisent ou sont annoncées. La boulangerie industrielle poursuit sa mue, substituant la technologie du précuit surgelé à celle du cru, sur de plus gros sites. Les investissements ont porté aussi sur des installations énergétiques de cogénération ou à base de biomasse.

	Industries agroalimentaires	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production IAA (hors boissons)</b>	<b>1,1</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	
volume	production industries des viandes	0,9	2,6	-2,1	-2,3	-0,5	0,4		
volume	production industries laitières	1,8	1,1	0,6	2,5	0,8	-1,2		
volume	production des autres industries agroalimentaires	1,3	5,8	-1,3	-2,8	-1,9	3,7		
Millions de litres	collecte laitière	22 694	23 914	23 821	23 289	24 573	24 463		
€/litre	prix standard du lait de vache	0,30	0,33	0,31	0,34				
milliers de tonnes	production indigène de viandes		5 717	5 576	5 435	5 431	5 505		
milliers de tonnes	farine	4 353	4 378	4 383	4 401	4 280	4 173		

Sources : Insee, Agreste, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,7 % en volume

Le ralentissement enregistré en fin d'année 2015 ne devrait pas s'accroître et l'amélioration graduelle de l'environnement économique bénéficiera au secteur, avec une progression en volume réduite à 0,7 %.

L'évolution des prix aux consommateurs devrait se trouver limitée par la baisse des matières premières et de l'énergie.

Le cheptel bovin se redresse lentement depuis 2013 (+ 0,9 % sur un an, dont +1,5 % pour les animaux âgés de moins de deux ans). *A contrario*, la production porcine sera attendue en baisse de 0,4 % sur 2016. Quant à la production avicole française qui se rétablissait grâce à l'exportation, l'apparition de foyers de grippe aviaire hypothèque son statut sanitaire, pour une durée très incertaine. Sur les autres grands secteurs, les évolutions tendancielles devraient se prolonger, avec une légère amélioration en transformation laitière.

L'inflexion de fin d'année a considérablement modifié les anticipations d'investissements qui n'évoluent plus que de 1 % en octobre contre +9 % en juillet 2015.

## Perspectives européennes

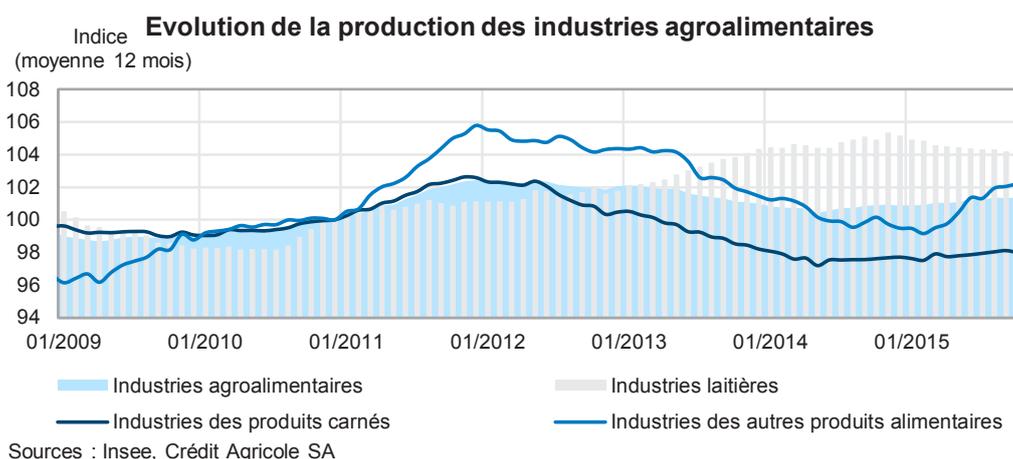
L'agroalimentaire européen devrait voir sa production augmenter de juste 1 % pour l'ensemble de l'année.

Si l'Espagne et le Royaume-Uni évoluaient sur des rythmes plus soutenus début 2015, ils convergent sur la moyenne européenne. L'Allemagne et l'Italie verront leurs productions agroalimentaires au mieux stagner.

La diplomatie européenne œuvre à l'allègement de l'embargo russe, qui pourrait redonner un peu de souffle à l'agroalimentaire européen. La croissance devrait être très modérée en Europe.

## Perspectives à moyen terme

Il y a une volonté d'enrayer le déclin des productions animales en France, par la modernisation des outils de transformation et des élevages. L'internationalisation de l'agroalimentaire évolue aussi favorablement, néanmoins la dégradation du solde commercial sur les produits élaborés devrait se poursuivre.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Elivia	Elivia, filiale de Terrena et numéro deux de la viande bovine française, fait entrer l'irlandais Dawn Meat à son capital.
T2-2015	Terrena	D&P Participations cède sa participation de 52,5 % dans le groupe Doux à la coopérative Terrena, accompagnée par le groupe Avril en tant qu'actionnaire minoritaire
T3-2015	M.L.C.	Les Maîtres Laitiers du Cotentin investissent 114 M€ dans une nouvelle usine de conditionnement de lait infantile destiné au chinois Synutra.
T4-2015	OMS	Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé vient de classer la viande rouge comme probablement cancérigène pour l'Homme.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le secteur boissons représente un chiffre d'affaires de 28,2 milliards d'euros et compte près de 70 000 salariés. Le secteur recense environ 3 125 entreprises, sachant que les segments des eaux et des boissons rafraîchissantes sans alcool sont très concentrés.

### Positionnement dans l'Union européenne

La France représente 16 % du chiffre d'affaires européen du secteur. Le pays est aussi le premier exportateur mondial de boissons, avec près de 16 % de parts de marché. Le secteur des boissons dégage un excédent commercial de 10,5 Md€, réalisé principalement par les vins et spiritueux dont un tiers sur l'Union européenne.

### Tendances historiques

Malgré une croissance de 4,7 % par an depuis 2004, les Français demeurent parmi les plus petits consommateurs européens de boissons rafraîchissantes sans alcool (BRSA) avec 65 litres par habitant et par an, préférant la consommation d'eau. Après une croissance continue jusqu'en 2003, la production d'eaux a connu des évolutions très erratiques favorisant la concentration sectorielle, les trois premiers acteurs réalisant les trois quarts des ventes.

Contrairement à la consommation française de vins et de bières en érosion structurelle, la consommation de spiritueux demeure stable depuis 50 ans. Celle-ci intervenant désormais 8 fois sur 10 à la maison, la grande distribution concentre un peu moins de 80 % des volumes consommés.

Le secteur des boissons réalise plus de 30 % de son chiffre d'affaires sur les marchés d'exportation, le solde commercial s'inscrit dans une dynamique haussière après le creux de 2009, tirée par la demande des consommateurs nord-américains et chinois.

### Bilan de l'année 2015 : +2,8 % en volume

Le secteur des boissons a progressé de près de 2,8 % en 2015, bénéficiant d'une consommation domestique soutenue, favorisée par des températures moyennes au-dessus des normales saisonnières durant l'été, l'exportation s'affichant en retrait pour les vins et spiritueux de près de 4 % en volume.

Forte concentration sectorielle et marques fortes (sauf vins)

Secteur le plus innovant de l'agroalimentaire

Environnement de la filière (équipementiers, packaging...)

Secteur viticole atomisé

Absence des grands brasseurs

Activité dépendante de la météorologie

Développement du marché des eaux à l'exportation

Consommation plus qualitative de vins

Accroissement de la fiscalité (droits d'accise et taxe soda)

Étiquetage nutritionnel

Délocalisation de sites industriels

Le segment des bières et cidres s'affiche le plus dynamique avec une croissance en volume de 4,5 %. Si les eaux et boissons rafraîchissantes progressent de 1,5 % en grande distribution, les colas évoluent à contre tendance malgré le lancement de nouveaux produits, bénéficiant d'une forte exposition médiatique. Les spiritueux enregistrent aussi une légère contre-performance, les consommateurs ayant privilégié des boissons à plus faible degré d'alcool durant la période estivale.

Si les prix sur les spiritueux et champagnes demeurent quasi inchangés sur un an, ceux des bières et cidre reculent de 1,7 % selon IRI. Les boissons rafraîchissantes sans alcool figurent aussi parmi les segments les plus déflationnistes, avec une érosion des prix de 1,5 %.

La performance des bières ne doit pas être sans rapport avec des investissements publicitaires en progression de 20 % sur le premier semestre, ceux des vins diminuant de 3 %.

	Boissons	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>8,6</b>	<b>5,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>2,8</b>	<b>1,7</b>	
1,000 bouteilles	expéditions de Champagne	3 563 672	3 696 796	3 886 936	3 776 321	3 652 551	3 663 523		
1,000 hl	ventes de jus de fruits	9 502	9 941	10 193	10 452	10 721	11 466		
M€	consom. Ménages en boissons alcool.	17 925	18 229	18 686	19 452	20 292			
M€	consom. Ménages en boissons non alcool.	11 486	11 913	12 384	13 157	13 212			
M€	consom. Ménages Cafés/Restaurants	55 146	56 032	56 275	56 993	57 807			

Sources : CIVC, UNPJF, Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,7 % en volume

La consommation de boissons, notamment celle des boissons sans alcool et les eaux fluctuant fortement avec les variations de température par rapport aux normales de saison, 2015 risque de constituer une base de comparaison élevée moins favorable.

La tenue de l'Euro de football en France constituera le principal facteur de soutien à la consommation, permettant au secteur de bénéficier d'une forte exposition tant publicitaire que promotionnelle.

En vin, les disponibilités retrouvées notamment en AOP favoriseront une reprise des volumes et probablement une modération des prix de vente aux consommateurs.

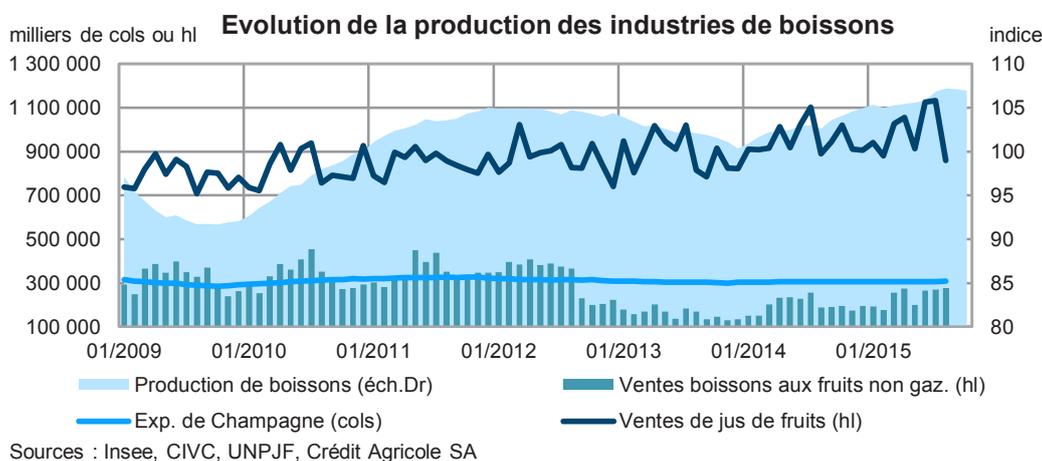
A l'exportation, l'environnement risque d'être plus compétitif pour les vins français en raison d'une production viticole mondiale sensiblement en hausse, notamment en Italie, de la baisse des devises des pays du Nouveau Monde.

## Perspectives européennes

Le secteur des boissons européen évolue proche de l'équilibre en 2015, sans orientation claire, la France étant le pays le mieux orienté parmi les principaux membres, suivie de l'Italie. L'Allemagne enregistre une nette dégradation de conjoncture en fin d'année, avec une contraction de plus de 6 % de sa production de boissons en 2015. Face à ce ralentissement de la production européenne qui a bénéficié d'un euro faible favorable aux exportations, il n'est pas certain que l'Euro de foot 2016 constituera le catalyseur suffisant pour relancer le secteur boisson européen.

## Perspectives à moyen terme

La consommation de boissons demeure très corrélée à la croissance économique, amplifiant même ses évolutions. Elle devrait donc s'inscrire dans une tendance favorable à moyen terme.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2015	Invivo Wines	En concluant un accord stratégique avec Vinadeis, puis en reprenant successivement le négociant Cordier Mestrezat Grands Crus et Vignobles du Soleil International, Invivo constitue le troisième acteur français de la filière vin.
T4-2015	AB Inbev	Le leader mondial de la bière vise le rachat de SABMiller, sur une base de 105 Md\$. La cible davantage positionnée sur les marchés brassicoles d'Afrique et d'Asie les plus dynamiques apparaît très complémentaire. Le nouvel ensemble pèsera 30 % du marché de la bière, pour un CA de 65 Md\$, avant de probables désinvestissements requis par les autorités antitrust.
T4-2015	COFCO	Le négociant chinois veut devenir l'un des premiers acteurs mondiaux du commerce des vins par acquisitions et extension de ses réseaux de distribution. COFCO annonce déployer une stratégie de reprise de domaines dans douze pays cibles, dont la France.
T4-2015	Treasury Wine Estate	L'entreprise cotée australienne rachète l'essentiel de la division vins de Diageo aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour 522 M\$.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la construction aéronautique, spatiale et de la défense emploient près de 350 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 50,8 Md€. La filière contribue pour 2,9 % du PIB et dégage un excédent commercial de 23,6 Md€.

### Positionnement dans l'Union européenne

La construction aéronautique et la défense en Europe ont représenté en 2014 un chiffre d'affaires de 238 Md€ dont près de 45 % pour la mesure où il s'agit d'un secteur considéré comme stratégique à la fois sur le plan économique (poids dans les exportations), technologique (recherche à haute valeur ajoutée) et militaire (enjeux de défense nationale).

### Tendances historiques

Le secteur des industries aéronautique, spatiale et de défense occupe une place particulière dans l'espace national et européen dans la mesure où il s'agit d'un secteur considéré comme stratégique à la fois sur le plan économique (poids dans les exportations), technologique (recherche à haute valeur ajoutée) et militaire (enjeux de défense nationale).

L'industrie française a développé une offre de produits remarquablement complète : avions civils, militaires et d'affaires ; moteurs ; électronique ; maintenance. La filière a connu un mouvement de concentration et ses acteurs coopèrent au niveau européen pour faire face à une concurrence mondiale.

Secteur traditionnellement cyclique, il connaît depuis la crise de 2008 une croissance régulière, soutenue par la progression du trafic passager mondial.

### Bilan de l'année 2015 : +2 % en volume

Les livraisons d'Airbus sont en légère augmentation avec près de 635 appareils (vs 629 en 2014) reflétant des cadences stables pour l'A320 et la montée en puissance de l'A350. Les commandes nettes, alimentées pour l'essentiel par les versions Neo de la famille A320, ont franchi la barre des 1 000 appareils pour la deuxième année consécutive et le carnet de commandes représente désormais près de 10 ans de production. L'A380 n'a, pour la seconde année consécutive, pas enregistré de nouvelle commande et une remotorisation n'est pas exclue.

Sur le marché de l'aviation régionale, ATR a poursuivi sa progression en ligne avec les objectifs de livraison annoncés à 88 appareils

Place majeure de l'industrie française (Airbus) au sein du dispositif européen

Savoir-faire : vivier d'ingénieurs et de techniciens

Fragilité financière de la supply chain

Manque d'ouvriers qualifiés

Marché mondial en croissance

Contraintes environnementales (énergie fossile, bruit) favorables au renouvellement des flottes

Réglementation et certification

Montée en gamme des pays « sous-traitants » qui deviennent concurrents

Budgets militaires sous contrainte et désengagement de l'État

Crises majeures (épidémies, terrorisme)

(vs 83 en 2014). Le constructeur de turbopropulseurs a par ailleurs renforcé sa présence en Chine pour profiter du développement du transport aérien régional court-courrier.

Le marché de l'aviation d'affaires est resté morose dans un contexte de concurrence accrue, pénalisant les livraisons de Dassault Aviation. La certification du nouveau Falcon 5X a été repoussée au second semestre 2016 en raison de retards liés au moteur Silvercrest de Safran.

Dans le secteur de la Défense, l'exercice 2015 restera marqué par les premiers contrats Rafale à l'exportation avec des commandes par l'Égypte et le Qatar de 24 appareils chacun et de 36 appareils par l'Inde.

Construction aéronautique		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	
<i>appareils</i>	livraison Airbus	512	534	590	626	629	640	668	
<i>mios pass.</i>	trafic aerien (aéroports français)	221	233	242	247	251	309		
<i>\$/€</i>	parité Dollar US / Euro	1,326	1,295	1,320	1,375	1,210	1,085	1,100	
<i>var.%</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,7	0,2	1,1	1,2	
<i>Md€</i>	construction aéronautique spatiale et de défense (c.a.)	37,1	38,6	44,4	48,3	50,8			
<i>Md€</i>	commandes	45,0	59,8	51,2	74,5	75,2			
<i>Md€</i>	exportations	23,0	23,4	38,7	31,0	33,2			

Sources : Gifas, Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4 % en volume

Avec des carnets de commandes à des niveaux historiques, les avionneurs se préparent à relever leurs cadences de production en 2016.

Pour atteindre l'objectif annoncé de 60 A320 par mois mi-2019, Airbus se prépare à passer de 42 à 46 appareils produits par mois au second trimestre 2016. Boeing prévoit pour sa part d'accroître sa production de 42 B737 par mois aujourd'hui à 47 appareils en 2017. Pour s'inscrire dans ce calendrier, les sous-traitants seront sous contrainte forte dès début 2016.

L'aviation d'affaires ne devrait en revanche pas connaître de reprise significative.

Le trafic aérien est attendu en hausse de 6,7 % selon IATA ; les passagers bénéficiant de la baisse des prix du carburant et donc de tarifs plus favorables.

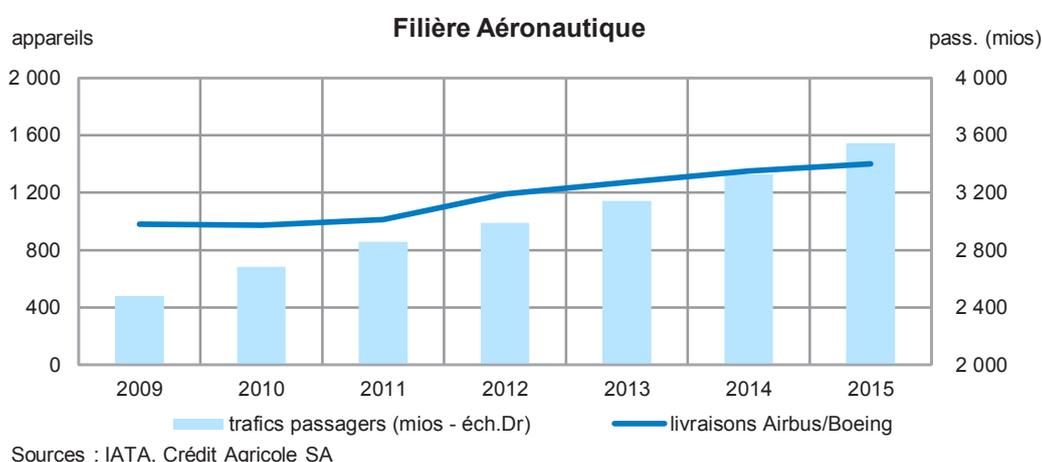
## Perspectives européennes

Les programmes de construction aéronautique et de défense sont pour la plupart européens. Les avionneurs Airbus et Boeing dominent le secteur, le premier en Europe et le second aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, les perspectives européennes devraient être en ligne avec le marché français et bénéficier de bonnes perspectives avec les montées en cadences annoncées.

## Perspectives à moyen terme

Bien que le secteur soit traditionnellement cyclique, le développement du transport aérien et la solidité des carnets de commande offrent de bonnes perspectives à moyen terme.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	DASSAULT	Premier contrat export pour le Rafale avec une commande de 24 appareils par l'Egypte qui sera suivie d'une commande du Qatar au T2 pour 24 appareils également.
T2-2015	Le Bourget	Le salon bat des records avec 130 Md\$ de commandes signées.
T4-2015	AIRBUS	L'A320neo équipé des réacteurs Pratt & Whitney Pure Power PW1100G-JM obtient sa certification de type conjointe de l'EASA et de la FAA.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la Construction d'automobiles (constructeurs et équipementiers) emploient 234 000 salariés, soit 7,2 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Elles contribuent pour 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En 2014, la production française (VP + VUL) occupe le 3<sup>e</sup> rang dans l'Union européenne avec 10,8 %, derrière l'Allemagne (34,7 %) et l'Espagne (14,2 %) et devant le Royaume-Uni (9,4 %). Le solde de la balance commerciale est déficitaire avec un taux de couverture de 0,90 (y compris pièces et moteurs, hors pneumatiques et verre). Les échanges se font principalement avec l'UE.

### Tendances historiques

La production en France des deux constructeurs nationaux a été plus que divisée par 2 en dix ans pour atteindre un point bas à 1,44 million d'unités en 2013. Le recul a été particulièrement sévère en 2008 et 2009 (19 % chaque année) en raison du contexte de crise, particulièrement marqué en Europe du Sud (Espagne, Italie).

L'introduction des primes à la casse n'a guère protégé l'industrie française car elle a favorisé les ventes de petites voitures au détriment des voitures moyennes.

Pour faire face aux surcapacités, des restructurations sont intervenues (fermeture d'Aulnay, *downsizing* d'autres sites) et des accords de compétitivité/flexibilité ont été signés, permettant une reprise de certaines productions (utilitaires par exemple) et une progression de +4,0 % en 2014.

Les ventes des usines françaises d'équipements d'automobiles (hors pneumatiques) sont très majoritairement (85 %) à destination des usines de première monte, que celles-ci se situent en France (38 %) ou à l'étranger (47 %). Le solde commercial des équipements (voir tableau) est affecté par la chute des marchés en Amérique latine et en Russie.

Alliance Renault-Nissan permettant des économies d'échelle et des synergies

Capacité d'innovation des constructeurs français dans les gammes moyennes

Bonnes performances en terme d'émissions de CO2

Constructeurs français très faibles sur le segment premium

Taille insuffisante du groupe PSA

Forte intensité capitalistique et nécessité d'investir en R&D pour le renouvellement des modèles

L'affaiblissement de Volkswagen peut être favorable pour les constructeurs français

Croissance attendue des marchés européens à moyen terme

Soutien public pour les motorisations alternatives

Motorisation diesel sur la sellette, à remplacer à terme

Ralentissement du marché chinois, très profitable pour les OEMs

L'automobile autonome devrait bouleverser les usages du consommateur

### Bilan de l'année 2015 : +6,0 % en volume

L'année 2015 est marquée par une poursuite de la reprise des ventes de VP en Europe avec une croissance de 8 %, tirée par l'Italie (15 %) et l'Espagne (18 %). Ces deux marchés ayant été très affectés pendant la crise, mais aussi en France (5 %) et en Allemagne (6 %). Le marché des VUL, important pour la production française, est encore mieux orienté avec une progression de 11 %.

La production en France (VP+VUL) des constructeurs français PSA et Renault progressera de 6 % en 2015, en raison principalement d'une progression de 20 % de la production de Renault, elle-même liée au rapatriement dans l'usine de Sandouville de la production de l'utilitaire Trafic. La production de PSA restera stable, en l'absence de nouveaux modèles comme en 2014 (308/2008) et, en outre, compte tenu du maintien de la politique de déstockage.

Construction d'automobiles		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production VP + VUL en France</b>	<b>14,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-16,4</b>	<b>-12,2</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>4,0</b>	
millions	immatriculations (VP+VUL) EU 17	14,693	14,678	13,411	13,182	13,858	16,896	17,571	
%	p.d.m PSA + Renault (VP+VUL) sur UE + EFTA	25,4%	24,0%	22,2%	21,9%	22,2%	22,2%		
%	taux diesélisation marché VP français	70,8%	72,4%	72,9%	67,0%	63,8%	58,2%		
Équipement automobile		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. CA %</b>	<b>c.a. usines françaises</b>	<b>14,2</b>	<b>4,3</b>	<b>-13,5</b>	<b>-7,3</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	
Md€	première monte	15,09	16,77	13,68	12,74	13,32	13,98	14,54	
Md€	seconde monte	2,81	2,90	2,48	2,24	2,31	2,42	2,52	
Md€	solde commercial FIEV	2,51	2,16	1,70	2,16	1,54			

Sources : ACEA, CCF, FIEV, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4,0 % en volume

Pour 2016, nous tablons sur une poursuite de la progression du marché européen (+4 %), lequel reste encore nettement en deçà de ses niveaux d'avant 2008.

Chez PSA, la production de VP sera sans doute (faiblement) favorisée par le renouvellement des modèles 3008/5008, tandis que chez Renault, elle bénéficiera du renouvellement Laguna/Talisman et du démarrage d'une production de Nissan Micra dans l'usine de Flins.

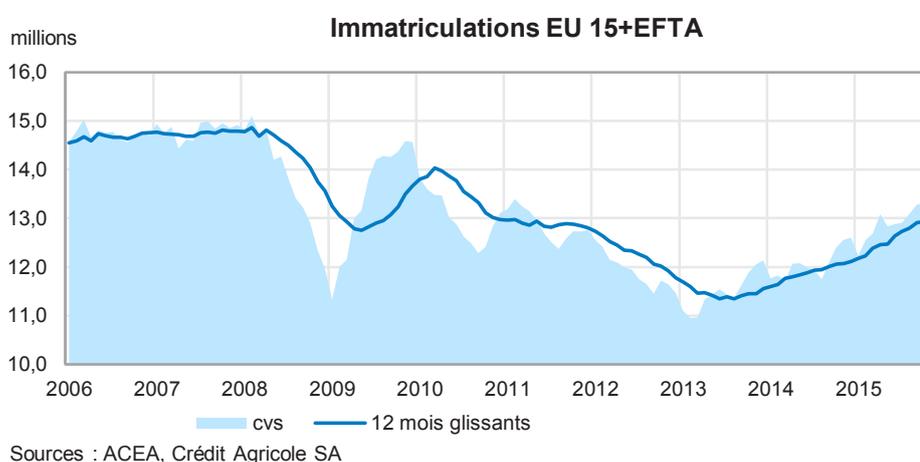
Nous tablons pour Renault sur une production France de 700 000 unités correspondant à un engagement pris dans l'accord de compétitivité de 2014. Au global, la production (VP + VUL) des constructeurs français progressera de 4 % en 2016.

## Perspectives internationales

Hors d'Europe et sur 2015, les États-Unis et l'Inde sont en croissance de +6 %, alors que la Russie (-36 %) et le Brésil (-26 %) sont fortement touchés par la chute du pétrole et des métaux. La plus grande inconnue est la Chine dont les ventes de gros ont baissé cet été. La croissance est repartie en octobre grâce à des mesures d'incitation fiscales pour les petites cylindrées. Nous attendons une croissance de 4 % seulement sur 2015, contre 7 % en 2014.

## Perspectives à moyen terme

Le marché européen continuera son rattrapage mais la santé financière des constructeurs européens sera affectée par le ralentissement chinois et l'impact d'un durcissement des normes antipollution des moteurs diesel.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Volkswagen	Le constructeur allemand a reconnu avoir équipé 11 millions de modèles diesel de systèmes électroniques permettant de « tromper » les mesures de concentration de NOx dans les gaz d'échappement. Il risque de très fortes amendes aux États-Unis et introduit de sérieux doutes sur l'avenir de ces motorisations qui sont un des points forts des constructeurs européens.
T4 2015	Fiscalité carburants	Fin 2015, le gouvernement a annoncé une hausse d'un centime par litre des taxes sur le gazole en 2016 et 2017, accompagnée d'une baisse de 2 centimes/litre sur l'essence au bioéthanol. Matignon a confirmé le principe d'un rapprochement en cinq ans des prix des deux carburants.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, le BTP représente 164 milliards d'euros de production en 2014, soit 7,7 % du PIB. Ce secteur fait travailler 1,3 million de personnes, dans 544 000 entreprises, qui restent à 94 % des structures locales de moins de 10 salariés.

### Positionnement dans l'Union européenne

Sur le secteur du BTP, la France se classe au 2<sup>e</sup> rang en Europe en volume de production, derrière l'Allemagne, avec un poids inférieur de 30 %. Les grands groupes de BTP français bénéficient d'une tradition d'exportation, notamment pour les ouvrages d'art, pour lesquels leur savoir-faire est reconnu à l'international. Les exportations représentaient 32 Md€ de production en 2013, réalisées à 50 % en Europe, principal débouché hors de France.

### Tendances historiques

Le secteur du BTP a commencé à plonger en 2008, dans le sillage de la crise financière, puis économique, déclenchée par la faillite de Lehman Brothers. Le plan de relance de 2009 n'a offert qu'un éphémère répit en 2011, et la situation s'est à nouveau dégradée à partir de 2013.

En 2014 et 2015, la baisse commence à ralentir, mais reste forte. D'une part, une conjoncture économique peu favorable pénalise la commande privée. D'autre part, la commande publique souffre, (1) des effets négatifs du cycle électoral, avec les élections municipales de 2014, et (2) des restrictions budgétaires des collectivités locales.

La baisse d'activité a généré une concurrence accrue, exacerbée en plus par le développement des travailleurs détachés de pays européens voisins. En conséquence, les entreprises ont souffert d'une réduction des prix, des marges et de la rentabilité.

Cependant, activité de main-d'œuvre, le BTP reste peu capitalistique. Ainsi, les entreprises, habituellement peu ou pas endettées, parviennent à s'adapter à la crise en réduisant leurs effectifs.

### Bilan de l'année 2015 : -3,6 % en volume

Les mesures prises par le gouvernement pour relancer la construction et les taux d'intérêt particulièrement bas ont soutenu les ventes de logements neufs depuis fin 2014, mais l'activité du bâtiment n'a commencé à en ressentir les effets qu'à partir de mi-2015.

Activité de main d'œuvre peu capitalistique, généralement peu endettée

Industrie locale relativement protégée de la concurrence internationale

Flexibilité face à la conjoncture avec la sous-traitance ou la main d'œuvre

Risques de construction liés à tout ouvrage neuf

Cyclicité de l'activité

Concurrence rude pesant sur les prix et les marges

Besoins alimentés par le croissance démographique (France) et le développement économique (pays émergents)

Reprise conjoncturelle prévue pour 2016 en France, avec notamment le Grand Paris

Économies d'énergie favorisant l'innovation dans le bâtiment

Sensibilité de l'immobilier (débouché du bâtiment) à la montée des taux d'intérêt

Augmentation des travailleurs étrangers détachés en France (coûts compétitifs)

Fortes contraintes budgétaires en France sur la demande publique

Compte-tenu des ventes de 2014, les mises en chantier de 2015 ont continué à baisser pour les maisons individuelles, tandis qu'elles ont commencé à remonter pour les logements collectifs. L'activité de construction de logements neufs a ralenti sa baisse (-3,9 %).

L'entretien-rénovation n'a globalement pas repris (+0,0 %), malgré l'aide fiscale (CITE) qui a pourtant soutenu le segment des travaux de performance énergétique des logements.

La baisse s'est accentuée pour le bâtiment neuf non-résidentiel (-13 %) et les travaux publics (-5 %), le cycle électoral municipal restant défavorable à la commande publique et l'investissement privé tardant à reprendre.

Au total, le BTP a vu la baisse de son activité ralentir à -3,6 % en volume en 2015.

	Construction	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % activité du secteur</b>		<b>-4,1</b>	<b>5,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-4,3</b>	<b>-4,1</b>	<b>-3,6</b>	<b>0,3</b>	
<b>var. volume % bâtiment</b>		-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	1,5	
<b>var. volume % travaux publics</b>		-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0	
<b>var. volume % logement neuf</b>		-4,8	17,0	0,5	-13,1	-9,7	-3,9	8,5	
<b>var. volume % non-résidentiel neuf</b>		-12,8	7,8	3,7	-1,3	-6,2	-13,0	-6,9	
<b>var. volume % entretien-rénovation</b>		-2,0	1,2	-0,6	-1,1	-1,1	0,0	1,0	
<b>milliers effectifs salariés BTP</b>		1 451	1 441	1 430	1 404	1 370	1 332		
<b>etp effectifs intérimaires</b>		107 395	117 567	111 176	109 099	100 074	95 007		

Sources : DARES, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,3 % en volume

Le vif rebond des ventes de logements neufs depuis fin 2014 entraînera une forte reprise des mises en chantier de maisons individuelles et une poursuite de la croissance de celles de logements collectifs. La construction de logements neufs redémarrera vigoureusement (+8,5 %).

L'entretien-rénovation sera en reprise (+1,0 %), grâce notamment à une croissance des ventes de logements anciens générant davantage de travaux.

En revanche, les contraintes budgétaires resteront défavorables à la commande publique. L'investissement privé ne reprendra pas en dehors de l'immobilier résidentiel, faute de croissance économique suffisante. La baisse restera marquée sur le bâtiment neuf non-résidentiel (-6,9 %) et les travaux publics (-4,0 %).

Au total, le BTP sortira enfin de la crise, mais avec une reprise d'activité limitée à +0,3 % en volume en 2016.

## Perspectives européennes

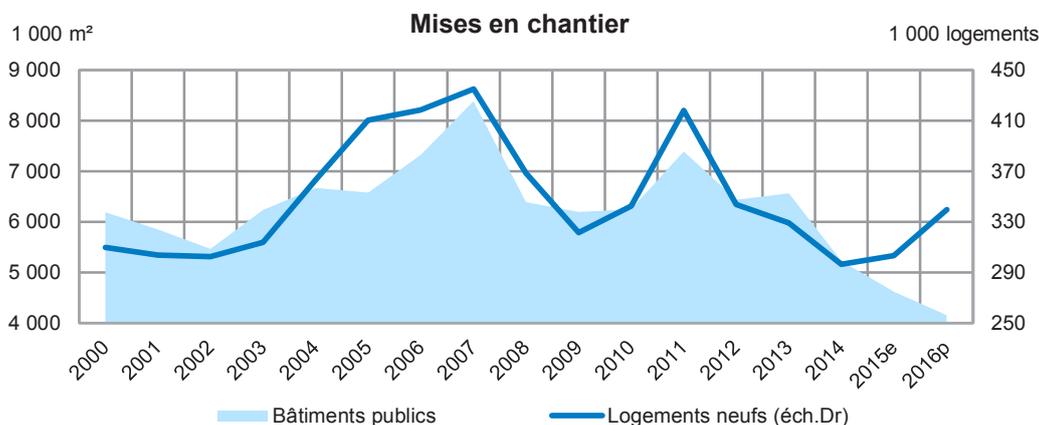
En 2016, l'amélioration de la conjoncture économique devrait se diffuser à travers l'Europe et le secteur du BTP devrait bénéficier d'une reprise ou d'une accélération de sa croissance dans la plupart des pays européens.

Ainsi, la production du BTP en Europe devrait voir sa croissance augmenter de +1,6 % en 2015 à 3,0 % en 2016. Par ailleurs, le secteur du BTP devrait être en croissance dans tous les pays européens, à l'exception de la Slovaquie.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la production du BTP en France devrait globalement continuer à s'améliorer, grâce à une conjoncture économique plus favorable.

Toutefois, les segments du bâtiment neuf non-résidentiel et des travaux publics devraient rester pénalisés par la baisse des dotations globales de fonctionnement qui affectera la commande publique jusqu'en 2017.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2014	Logements neufs	Forte reprise des ventes de maisons individuelles et de logements collectifs neufs, grâce aux taux d'intérêt particulièrement bas et aux aides fiscales (PTZ pour les primo-accédants, dispositif Pinel pour les investisseurs en immobilier résidentiel).
T2 et T3-2015	Défaillances d'entreprises	Les défaillances d'entreprises de BTP baissent de -8,2% au T2 et au T3 2015.
T4-2015	Intérim BTP	Les effectifs d'intérimaires dans le BTP ont augmenté de 4,9% en octobre 2015, pour la première fois depuis trois ans.

# INDUSTRIES ET RECYCLAGE

- FILIÈRE DÉCHETS
- VERRE
- INDUSTRIE PAPETIÈRE
- SIDÉRURGIE
- BRANCHE FONDERIE



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des déchets emploient plus de 90 000 salariés (ETP) pour un chiffre d'affaires d'environ 24 Md€, soit près de 1 % du total des effectifs salariés du secteur tertiaire marchand. Le secteur des déchets contribue pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Le secteur français des déchets se situe au 2<sup>e</sup> rang de l'Union européenne par le chiffre d'affaires derrière l'Allemagne et au même niveau que l'Italie et le Royaume-Uni. La France contribue à environ 15 % du chiffre d'affaires européen.

### Tendances historiques

Après avoir connu une hausse soutenue entre 2000 et 2008 (plus de 8 % par an), le chiffre d'affaires du secteur s'est fortement rétracté en 2009, essentiellement sur le segment de la récupération (recyclage) qui a été affecté par la baisse des volumes et des prix des matières premières consécutives à la crise économique. L'activité s'est redressée en 2010 et 2011, à la faveur du rattrapage économique et, pour le secteur de la récupération, à la hausse du prix des matières premières. L'activité est toutefois stable, voire légèrement déclinante depuis 2012, reflet d'une activité économique stable, de volumes et de prix qui le sont également. La baisse du chiffre d'affaires a ainsi été de 1 % en moyenne au cours des années 2012-2014 sans qu'on puisse la rapprocher à des volumes de déchets traités en l'absence de données consolidées au-delà de 2012.

### Bilan de l'année 2015 : -1,5 % en volume

L'année 2015 a été caractérisée par une évolution modérée de la production industrielle et de la consommation. Dans ce contexte et dans le cadre d'une tendance de moyen terme de maîtrise de la production de déchets, nous estimons que l'activité globale des trois sous-secteurs (collecte, traitement de déchets, récupération) s'est inscrite en baisse de 1,5 % en volume pour 2015.

Secteur au cœur des enjeux environnementaux

Acteurs aux compétences reconnues et aux positions fortes

Sensibilité du secteur de recyclage au prix des matières premières

Ressources des clients publics sous contraintes

Réglementation encourageant la valorisation des déchets

Besoins d'investissements pour accompagner les mutations de la filière

Évolution du prix des matières premières

Baisse tendancielle des volumes de déchets

L'activité est restée stable, voire s'est située en légère hausse dans les secteurs de la collecte et du traitement / élimination des déchets.

Le secteur de la récupération (recyclage) a souffert de la baisse du prix des matières premières qui a directement impacté le chiffre d'affaires. En valeur, la baisse du chiffre d'affaires s'est située à -6%, sur la base des données disponibles à fin octobre 2015, avec une baisse plus prononcée en fin de période. Le secteur a également connu une baisse des volumes traités.

Filière déchets		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>7,6</b>	<b>6,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,0</b>	→
var. volume %	c.a. collecte des déchets	2,8	3,0	-1,3	-2,8	-1,1	0,2		
var. volume %	c.a. traitement et élimination des déchets	2,2	7,1	0,9	-2,9	-0,6	2,3		
var. volume %	récupération (vol. collectés)	12,8	7,7	-0,6	-2,5	4,0	-4,0		
var. volume %	production Verre	4,0	9,0	-8,5	-3,5	0,5	0,5	0,8	
var. volume %	production Papiers-Cartons	5,6	-3,4	-5,2	-1,0	1,9	-1,6	-0,5	
var. volume %	production Sidérurgie	20,0	2,4	-1,1	0,5	2,9	-4,5	-1,5	

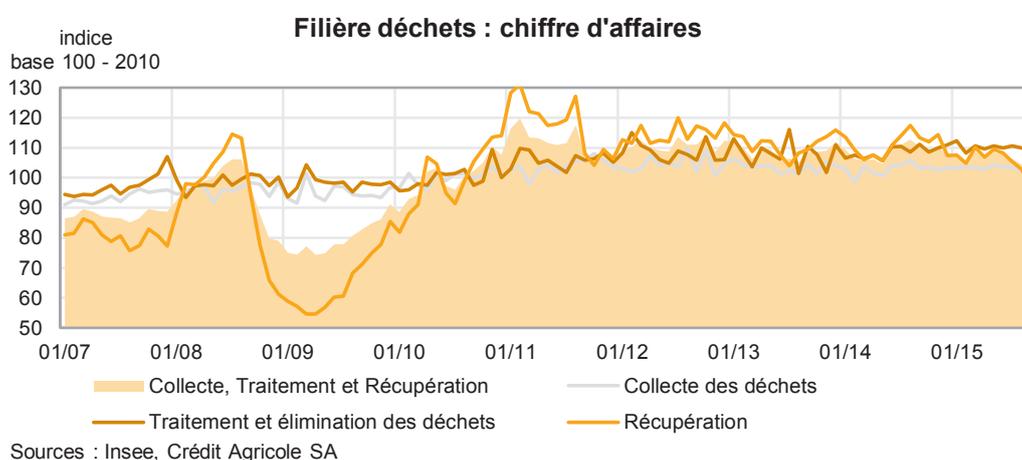
Sources : Insee, Fédérations professionnelles, Crédit Agricole S.A.

## Perspectives pour l'année 2016 : -1,0 % en volume

Dans un contexte de croissance économique modérée, les perspectives pour 2016 s'inscrivent dans la continuité de 2015 : légère hausse, en volume, dans le secteur de la collecte et du traitement / élimination des déchets, baisse sur le secteur de la récupération en raison de la faiblesse des prix des matières premières, malgré une réglementation qui met en avant le recyclage en matière de hiérarchie du traitement des déchets. Globalement, nous tablons sur une baisse de 1 % en volume en 2016, les secteurs de la collecte et du traitement / élimination des déchets étant en faible croissance, tandis que celui de la récupération devrait encore souffrir de la faiblesse du prix des matières premières.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, l'activité du secteur devrait bénéficier des tendances favorables au secteur du recyclage, poussé en cela par la législation.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Gouvernement	Publication de la loi de transition énergétique pour une croissance verte (LTECV) avec un important volet sur l'économie circulaire et la gestion des déchets.
T4-2015	Commission européenne	Adoption d'un nouveau train de mesures sur l'économie circulaire. Proposition de révision de la législation sur les déchets.

## Positionnement en France

En France, l'industrie du verre regroupe une vingtaine d'entreprises et une quarantaine de sites de production, représentant 18 560 emplois directs. Elle génère un chiffre d'affaires annuel de 3,9 Md€ contribuant pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

Avec 4,4 millions de tonnes de verre produites, soit 15 % de la production européenne, la France est le 2<sup>e</sup> producteur européen de verre derrière l'Allemagne, devant l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Elle est le 3<sup>e</sup> fabricant européen de verre d'emballage (3,4 millions de tonnes) derrière l'Allemagne (19 %) et l'Italie (17 %).

Un tiers de la production est exporté.

## Tendances historiques

Le verre est un marché à dimension régionale qui est parvenu à maturité en France. Dans le verre d'emballage (74 % de la production nationale), où l'offre est fragmentée, il est dominé par deux acteurs majeurs internationaux qui détiennent 60 % du marché.

La production de verre dépend en particulier des principaux secteurs industriels clients qui sont pour le verre d'emballage : l'agroalimentaire, dont les boissons (les bouteilles constituent le 1<sup>er</sup> segment avec 78 % de la production nationale), la pharmacie, la cosmétique, le luxe... et, pour le verre plat : l'automobile et la construction.

Depuis la crise économique de 2008-2009 et à l'exception d'un rebond en 2014, la production française de verre a reculé en moyenne de 3 % par an. Le contexte macroéconomique dégradé et le ralentissement des principaux débouchés clients (industrie agroalimentaire, automobile, construction...) en constituent les principales causes.

## Bilan de l'année 2015 : +0,5 % en volume

Après un premier trimestre en recul, la production de verre est restée quasi stable sur l'année.

Malgré un secteur agroalimentaire atone, la production de verre creux a progressé d'environ +0,5 %, tirée par la bouteille qui a bénéficié de la bonne performance du secteur des boissons en lien avec une météo estivale favorable et la hausse de la production viticole (+2 %), avant les éventuels impacts des attentats de novembre. La consommation française de vin continue de reculer (d'environ

## MATRICE SWOT

Barrières d'entrée élevées (savoir-faire technique, capex...)

Savoir-faire et capacité d'innovation des producteurs français reconnus

Image positive du verre (sain, recyclable...)

Ralentissement des principaux marchés clients (agroalimentaire, bâtiment, automobile)

Forte sensibilité aux aléas (météo, événements sportifs)

Activité à coûts fixes élevés

Baisse des coûts énergétiques (et de transport), soit une moindre pression sur les marges

Secteurs du bâtiment en phase de reprise (logements)

Développement de la différenciation des produits (parachèvement, décor)

Baisse tendancielle de la consommation d'alcool

Concentration des donneurs d'ordre

Délocalisation des secteurs clients et substitution par d'autres matériaux

-1 %/an) mais la consommation mondiale conserve une tendance légèrement haussière.

La production de flacons et bocaux est quasi stable : la progression du secteur de la parfumerie compensant le recul des verres pharmaceutiques et l'atonie dans l'agroalimentaire.

La gobeletterie recule du fait de la poursuite de la baisse de la demande et d'une forte concurrence à l'international. Compte tenu des surcapacités, les opérateurs ont continué à recourir au chômage technique.

La production de verre plat est en repli d'environ -1 %, la poursuite de la progression de l'Automobile (+6 %) ne compensant pas celle du recul du Bâtiment (-3,2%).

Enfin, les produits d'isolation ont bénéficié de la légère progression du secteur de l'entretien-rénovation suite aux nouvelles mesures fiscales de la loi de transition énergétique (CITE).

Verre	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % production du secteur</b>	<b>4,0</b>	<b>9,0</b>	<b>-8,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	
var. volume % prod. de Verre creux	1,8	6,0	-6,0	-4,5	2,8			
var. volume % prod. de Verre plat	9	18	-18	-9	-10			
var. volume % prod. de Laine et fil de verre	17,7	12,5	-4,6	30,7	4,8			
var. volume % production de l'Industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0	
var. volume % production du Bâtiment	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	1,5	
var. volume % production de Boissons	8,6	5,0	-0,6	-3,9	4,6	2,4	1,7	
var. volume % commerce de gros de vaiss. et verrerie	0,2	3,5	1,3	1,2	2,8	-0,5		

Sources : Insee, Féd. Ind. du Verre, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,8 % en volume

En 2016, la production de verre progressera peu dans un contexte macroéconomique fragilisé en début d'année par les événements dramatiques de novembre 2015 qui ont conduit à une baisse de fréquentation de la restauration commerciale et de l'hôtellerie.

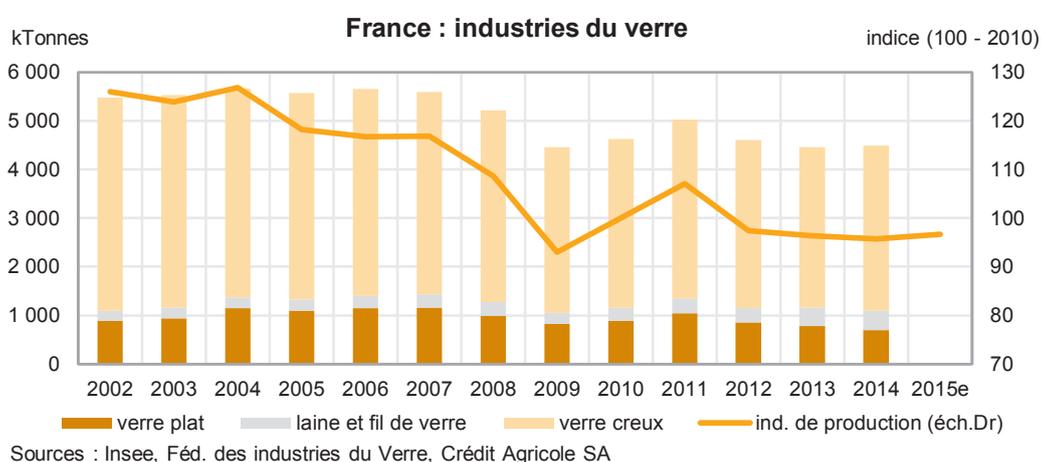
La production de verre creux progressera autour de 1 % grâce à la deuxième partie de l'année tirée par le segment des boissons en lien avec les événements sportifs de la saison (championnat d'Europe de football en France, JO de Rio), tandis que la production agroalimentaire progressera peu. L'exercice bénéficiera d'autres facteurs favorables : la poursuite de la tendance légèrement haussière de la consommation mondiale de vin et un millésime 2015 qui s'annonce très bon.

La production de verre plat reculera encore légèrement (-0,5 %), compte tenu d'une évolution d'activité toujours contrastée des principaux secteurs clients : moindre progression de l'automobile après

le rattrapage de 2014 et 2015 ; dans la construction, reprise sur le segment des logements mais pas encore dans le non résidentiel et les travaux publics.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production de verre devrait augmenter dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée, d'un retournement de cycle de la construction et dans une moindre mesure des événements sportifs (Coupe du monde de football 2018 en Russie). Malgré la légère érosion de sa part de marché liée aux matériaux de substitution (casse-oute pour le vin, PET, métal), le verre d'emballage bénéficiera de la revalorisation des appellations et des marques (vins, bières).



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Verallia / Groupe Saint Gobain	Saint Gobain a cédé, Verallia, numéro 3 mondial de l'emballage en verre, au fonds d'investissement Apollo (90 %) et à BPI France (10 %). Ces cessions s'inscrivent dans la stratégie du groupe de se concentrer sur son « core business » dont les marchés de l'habitat et l'industrie.
T1-2015	Arc International	Reprise du leader mondial de la verrerie de table, Arc International, par le fonds américain PHP. Outre un PSE, ce dernier a prévu d'apporter 58 M€ pour recapitaliser l'entreprise et lancer un nouveau programme d'investissement.
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Dans le sillage de son « paquet économie circulaire » retiré fin 2014, la Commission européenne a annoncé en décembre un programme plus large et plus ambitieux. Figurent notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages » ainsi que des objectifs de recyclage à horizon 2030.
T4-2015	SGD	Le groupe SGD démarre en septembre 2015 une nouvelle usine pharmaceutique (Saint-Quentin-Lamotte, Somme) dédiée à la fabrication de flacons de verre destinés au marché d'une clientèle export de laboratoires pharmaceutiques. D'une capacité de 20 kt/an, elle emploie environ 250 salariés.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, le secteur du Papier-Carton compte plus de 70 entreprises qui opèrent 90 usines et emploient près de 13 500 salariés, soit moins de 0,5 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Il contribue pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie française du Papier-Carton se place au 5<sup>e</sup> rang des producteurs européens avec près de 8 % de la production européenne, derrière l'Allemagne n° 1, et au 13<sup>e</sup> rang mondial. La France est le 11<sup>e</sup> pays de consommation par habitant dans le monde (135kg/capita). La balance commerciale est déficitaire à hauteur de 9 % de la production. La zone euro constitue le principal partenaire avec près de 80 % des exportations et importations.

### Tendances historiques

La consommation et la production de papier-carton ont reculé respectivement de 3 % et 2 %/an sur la période 2007-2013 en raison du développement de l'Internet, des supports électroniques (tablettes, Smartphones...) et des contraintes de réduction de coûts suite aux crises économiques. De nombreux sites industriels ont été fermés ou reconvertis. En 2014, la situation s'est stabilisée et la production a de nouveau progressé.

La rentabilité de la filière s'est dégradée avec l'augmentation des coûts des matières premières (pâte à papier, vieux papiers), des contraintes réglementaires, du poids de l'énergie et de la fiscalité ainsi que par un déficit d'investissement par rapport aux voisins européens. La restauration de la compétitivité de la filière, modèle d'économie circulaire, passe par la poursuite des efforts en matière de collecte de papiers recyclés, et par l'allègement des coûts énergétiques et fiscaux.

### Bilan de l'année 2015 : -1,6 % en volume

Sur les dix premiers mois, dans un contexte de reprise timide de la production manufacturière, la production du secteur a reculé plus fortement en France (-1,6 %) qu'en Europe (-0,4 %).

Les évolutions ont été contrastées par segment. Le recul des papiers graphiques (-9,3 %) s'est poursuivi, notamment celui des papiers de presse et des papiers couchés accentué par la fermeture de quatre sites industriels. Les papiers d'hygiène (+0,7 %) et l'emballage (+2,5 %) ont progressé. Dans l'emballage, les papiers pour ondulés (+3 %) et les emballages souples (+1 %), dont les exportations ont été stimulées par la baisse de l'euro, ont davantage progressé que le carton plat (+0,3 %).

Papiers d'hygiène et emballages, demande tirée par les modes de consommation et les technologies

Forte capacité d'innovation (papier pour presse numérique, emballages plus légers, recyclables, papiers intelligents...)

Baisse des coûts énergétiques et du transport

Impact croissant du développement durable sur la demande (utilisation croissante des papiers recyclés)

Opportunités de consolidation

Papiers graphiques, baisse structurelle de la demande

Concurrence exacerbée sur de nombreux segments en situation de surcapacité

Producteurs non intégrés en difficulté en cas de montée des prix des matières premières

Baisse de compétitivité par rapport aux papetiers européens

Contraction des débouchés à l'international avec la concurrence des zones Asie et EMEA

Économies française et européenne atones

La remontée des prix des vieux papiers et la forte augmentation des cours de la pâte en euro ont pénalisé les marges des producteurs non intégrés en dépit d'une baisse des coûts énergétiques. Les prix ont reculé à l'exception de ceux des papiers pour ondulés, de bureautique et des cartons gris.

Ajustant les capacités en papiers graphiques sur la baisse de la demande, les papetiers ont poursuivi leurs efforts de rationalisation sur le 1<sup>er</sup> semestre et retiré 8 % de la production nationale du marché.

Après la promulgation de la loi sur la transition énergétique de l'été et la publication du nouveau Paquet « économie circulaire » en décembre, la profession s'attend à des ajustements de la politique climatique suite à la COP21 (e.g. système d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre, fiscalité de l'énergie, dispositifs d'aide aux énergies renouvelables...).

Industrie papetière		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	5,6	-3,4	-5,2	-1,0	1,9	-1,6	-0,5	↘
<b>var.valeur%</b>	chiffre d'affaires des industries papetières	2,1	3,3	0,2	-2,5	3,5	-10,8		
<b>var. %</b>	cours de la pâte NBSK en \$ / tonne	42,7	4,1	-15,5	5,0	8,2	-6,2		
<b>var. %</b>	cours de la pâte BEKP en \$ / tonne	51,0	-2,8	-8,4	5,9	-5,9	5,5		
<b>var.volume %</b>	consommation des ménages	1,7	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	
<b>var.volume %</b>	production des IAA hors Boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,7	
<b>var.valeur%</b>	chiffre d'affaires édition de journaux	-2,2	-3,0	-3,0	-4,8	-0,1	0,1		
<b>var.valeur%</b>	c.a. édition de revues & magazines	-0,6	0,2	-3,0	-4,0	-3,3	-1,3		

Sources : Insee, Datastream, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : -0,5 % en volume

Dans un contexte macroéconomique en légère amélioration, les rationalisations sur le segment des papiers graphiques se poursuivront mais à un rythme ralenti. La fermeture courant 2015 des sites industriels se reflètera néanmoins au niveau de la production 2016.

Parallèlement, le démarrage d'importantes unités de production en Europe (nouvelles ou reconverties) menacera l'équilibre du marché des papiers d'emballage à base de fibres recyclées et réduira les opportunités d'exportation.

A court terme, les papetiers devraient bénéficier en 2016 d'une parité euro/dollar toujours favorable et de prix énergétiques encore bas. En revanche, les prix des matières premières resteront élevés, notamment en dollar, ce qui pénalisera les papetiers non intégrés.

Dans la filière emballage, l'impression numérique continuera de se développer pour répondre à la demande croissante de séries courtes et personnalisées.

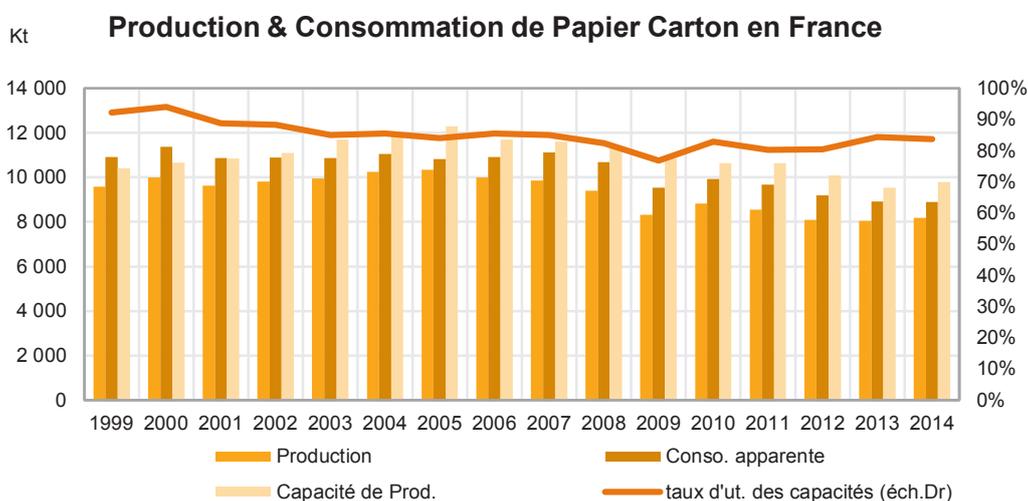
## Perspectives européennes

Après un recul de près de 2 % en 2014, la production européenne de Papier-Carton sera au mieux stabilisée en 2015, le recul des papiers graphiques étant compensé par la progression des segments emballage et hygiène.

En 2016, la production progressera légèrement, le rythme de fermetures de sites ralentissant. Les producteurs devraient bénéficier d'une parité de l'euro favorable et de coûts énergétiques encore bas. A l'exportation, leurs débouchés seront affectés par la concurrence chinoise à la recherche de débouchés hors d'une économie en ralentissement.

## Perspectives à moyen terme

A horizon 2017-2018, la production de Papier-Carton continuera d'être impactée par des ajustements de capacité, suite à la poursuite de la baisse de la demande dans les papiers graphiques. L'entrée de nouveaux acteurs reconvertis menacera l'équilibre des segments du packaging et d'hygiène.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2014	Rapport sur la filière	Présentation publique du rapport du député Bardy sur le potentiel du déploiement de l'économie circulaire dans la filière papier recyclé en France. Il est proposé de renouveler la filière et d'améliorer sa compétitivité (développement de l'économie circulaire et de la collecte, engagement de la commande publique en papiers recyclés, allègement des coûts énergétiques, etc.).
T3-2015	LTE	Loi sur la Transition énergétique fixant les objectifs du nouveau modèle énergétique. Pour les papetiers, les conséquences sont multiples : renforcement de l'économie circulaire, développement de la collecte de proximité, risques de conflit d'usage sur la matière première bois, déplaçonnement de la CSPE, réduction probable du tarif de transport d'électricité (TURPE).
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Après avoir retiré fin 2014 son « paquet économie circulaire » visant une société « zéro déchets », la Commission européenne a annoncé en décembre un programme plus large et plus ambitieux. Le nouveau paquet comprend notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages ».

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la sidérurgie emploient un peu plus de 24 000 salariés, soit 0,7 % du total des effectifs salariés de l'industrie. La sidérurgie contribue pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

La sidérurgie française appréciée en termes de volumes de production se classe au 3<sup>e</sup> rang derrière les industries allemande et italienne à l'échelle de l'Union européenne avec un poids de l'ordre de 10 %. L'Union européenne est le 2<sup>e</sup> producteur mondial derrière l'Asie. Le solde de la balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture de 3,26. Les principaux partenaires de la sidérurgie française à l'exportation se situent hors de l'Union européenne.

### Tendances historiques

Il faut relever que depuis les années 1970, le marché de l'acier est entré dans une phase de stagnation dans les pays développés.

Depuis les années 2000, la croissance chinoise a entraîné une explosion de la demande et de la production en Asie, tirant les prix des matières premières à la hausse.

La crise financière de 2008 a provoqué une chute très marquée en Europe (baisse de 50 % en France) de la production.

Après une embellie temporaire, un nouveau repli de la consommation s'est amorcé depuis 2011.

Ainsi, les surcapacités de production européennes, résorbées dans les années 1980, réapparaissent de façon probablement durable.

### Bilan de l'année 2015 : -4,5 % en volume

Malgré une demande de produits sidérurgiques qui est repartie à la hausse, la production d'acier brut en France a reculé de -4,5 % en volume, affectée principalement par le renforcement de la concurrence étrangère et par la stratégie de déstockage des grands clients.

Corrélée à la production d'acier brut, l'activité de la sidérurgie de base a reculé dans une moindre mesure (-3,3 %), grâce à une demande plus forte pour des produits de spécialités à plus forte valeur ajoutée.

Secteur clé de l'industrie européenne

Unités de production rationalisées avec de bons taux de productivité

Activité très dépendante du cours des matières premières (minerais)

Coûts européens supérieurs à ceux des concurrents asiatiques et américains.

Demande croissante de produits à valeur ajoutée

Opportunités de développement de nouveaux produits et de nouvelles utilisations

Économies française et, dans une moindre mesure, européenne atones

Forte concurrence des zones à bas coûts de matières premières

Les tubes, tuyaux et profilés ont été touchés par l'effondrement des investissements dans l'exploration pétrolière (-45 %). Les autres produits de transformation ont reculé de 5 % dans le sillage de la baisse de la demande du BTP et de l'automobile.

Les exportations ont reculé de 1,2 % en valeur, notamment à destination de l'Union européenne, premier client des sidérurgistes français (80 % des exportations).

Les prix sont fortement tributaires de l'évolution des coûts des matières premières et des surcapacités mondiales (asiatiques et chinoises). Ils ont reculé en moyenne de 4 % en 2015, recul plus important pour les aciers simples (-5,4 %) que pour les aciers alliés (-1,4 %).

Sidérurgie		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>20,0</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,9</b>	<b>-4,5</b>	<b>-1,5</b>	
Mtonnes d'acier brut	demande en acier brut	15,2	13,2	13,6	13,5	13,6	13,6	13,6	
Mtonnes d'acier brut	production d'acier brut	15,4	15,8	15,6	15,7	16,2	15,4	15,2	
var. volume %	production manufacturière	4,7	4,0	-3,4	-1,1	0,0	0,8	1,5	
var. volume %	construction	-4,1	5,5	0,0	-4,3	-4,1	-3,6	0,3	
var. volume %	industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0	
var. volume %	effectifs salariés de la filière métallurgie	-4,7	-0,5	-0,2	-1,6	-1,6	-1,2		

Sources : AME Group, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : -1,5 % en volume

La reprise des secteurs clients (logement, automobile, énergie) amorcée en 2015 se confirmera en 2016 ; dans une moindre mesure cependant pour le secteur de l'énergie.

Compte tenu de la chute des prix des matières premières et du ralentissement de la croissance en Chine et dans les grands pays émergents, les exportations à bas coûts vers l'Europe vont s'intensifier, provoquant un nouveau recul de la production française (-1,5 %).

Les tubes, tuyaux et profilés reculeront de -5 %, tandis que les autres produits de transformation se replieront de -1 % en volume.

Enfin, un durcissement des réglementations environnementales pourrait entraîner une nouvelle perte de compétitivité de la sidérurgie européenne et française.

## Perspectives européennes

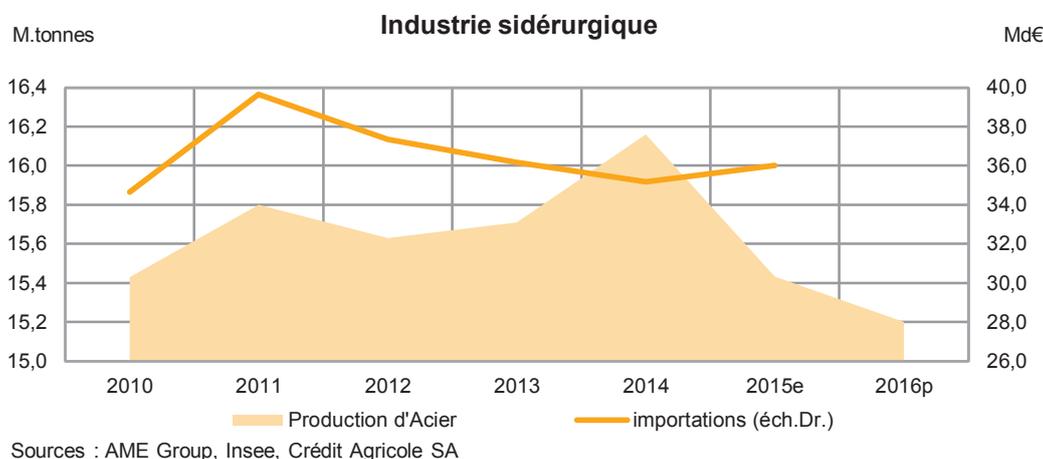
Les statistiques Worldsteel montrent une baisse générale de la production mondiale d'acier en 2015 d'environ -1,5 %.

Dans l'Union européenne, la baisse est modérée, de l'ordre de -1 %, avec une augmentation relative de la production de produits plus élaborés, à plus forte valeur ajoutée.

En Asie, hors Chine, les baisses sont également significatives (Japon : -4 %, Corée du Sud : -5,5 %), à l'exception de l'Inde dont la production augmente de près de 7 %.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, l'activité transport devrait entrer en phase de convalescence dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et d'un retournement du cycle de la construction.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Europe	La flambée des exportations d'acier chinois fait plonger les prix et les industriels européens du secteur voient leurs résultats se dégrader.
T4-2015	Vallourec	Le groupe, spécialiste des tubes sans soudure, affronte une crise violente liée à la chute des cours du brut. Le cours de bourse a chuté de 60 % depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2015.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En 2013, les 438 entreprises françaises du secteur de la fonderie (entreprises exerçant une activité principale de fonderie) emploient 23 000 salariés environ. Elles contribuent pour 0,1 % à la formation du PIB national. (1)

### Positionnement dans l'Union européenne

En 2013, la branche de la fonderie française a produit 1,75 million de tonnes de pièces moulées, se hissant ainsi à la 3<sup>e</sup> place européenne derrière l'Allemagne (5,2 Mt) et juste derrière l'Italie (2 Mt).

Pour mémoire, la Chine (44,5 Mt) est leader mondial, suivie par les Etats-Unis (12,25 Mt).

### Tendances historiques

Les premières années de la décennie 2000 ont été relativement stables jusqu'en 2008 (production annuelle de l'ordre de 2,5 Mt de pièces moulées). La crise – essentiellement – de la filière automobile a provoqué une chute du tonnage produit par la branche de près de 30 % en 2009.

En conséquence des dispositifs gouvernementaux de soutien à la filière automobile, la production de la branche a connu une légère amélioration en 2010 et 2011, sans toutefois retrouver son niveau d'avant 2009.

Les années 2012 à 2014 sont caractérisées par une rechute à un niveau bas, comparable à celui de 2009 (de l'ordre de 1,75 Mt de pièces moulées).

### Bilan de l'année 2015 : -2,0 % en volume

La conjoncture favorable des filières automobile et aéronautique n'a pas suffi à compenser les difficultés rencontrées par d'autres secteurs clients de la branche fonderie, tels que le Bâtiment-Travaux publics.

Les secteurs en difficulté sont plus précisément le moulage des pièces en métaux ferreux, qui sont par nature plus lourds que les métaux non ferreux (pris dans leur globalité et plus précisément l'aluminium), ce qui explique que l'activité en tonnage soit en régression.

Savoir-faire historique de la plupart des acteurs

Indexation des prix de vente sur les cours des matières premières

Position forte des fonderies françaises face aux acteurs fragilisés de l'Europe de l'Ouest (Allemagne notamment)

Implantations industrielles à l'international (Europe de l'Est notamment)

Diversification vers d'autres clients (secteurs ou pays, Allemagne notamment)

Potentiel de croissance du degré de recyclage des métaux

Rentabilité généralement faible

Transmission souvent complexe des entreprises familiales (activité très capitalistique)

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée (faible attractivité pour les jeunes)

Coûts de main-d'œuvre en France

Concurrence d'autres techniques industrielles (plasturgie et à terme impression 3D)

Exposition aux cycles économiques

Dans le secteur automobile, la demande des constructeurs et équipementiers allemands vers les sous-traitants français est de plus en plus soutenue. Le secteur est en effet fragilisé en Allemagne où le rapport qualité/prix est en faveur des entreprises françaises, même si celles-ci restent pénalisées par le manque de compétitivité lié au coût de main-d'œuvre.

La filière aéronautique, qui bénéficie d'un contexte conjoncturel favorable, incite des sous-traitants de l'automobile à se diversifier vers ce segment dont les cycles sont différents de ceux de l'automobile.

Fonderie		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production de la branche</b>	14,4	4,6	-14,0	-0,7	-1,0	-2,0	0,0	➔
<i>var. volume %</i>	production fonderie d'acier	9,0	29,1	-5,9	-19,1	-6,0	-13,3		
<i>var. volume %</i>	production fonderie de fonte	17,7	-5,4	-10,7	8,9	-2,7	-4,0		
<i>var. volume %</i>	production fonderie de métaux légers	20,6	3,1	-11,0	-5,5	4,2	1,9		
<i>var. volume %</i>	production d'autres alliages non ferreux	6,9	0,4	-14,0	-7,1	9,3	3,4		
<i>millions</i>	immatriculations VP/VUL neufs en Europe	14,7	14,7	13,4	13,2	13,9	16,9	17,6	
<i>var. volume %</i>	équipement mécanique (prod.)	2,2	6,7	2,7	0	1,7	1,5	2	
<i>var. volume %</i>	construction aéronautique (prod.)	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0	
<i>var. volume %</i>	bâtiment (prod.)	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	1,5	

Sources : Insee, ACEA, Crédit Agricole SA

(1) Sous la dénomination « fonderie », il convient plus particulièrement de distinguer le secteur (entreprise exerçant une activité principale de fonderie, incluant notamment l'usinage) de la branche (activité de fonderie exercée par des tiers, par exemple des constructeurs d'automobiles). Par rapport aux précédentes éditions de *France Secteurs*, l'activité de la Branche fonderie ne reprend plus l'activité de fonderie de pièces proposées « sur catalogue » : fontes de voirie et bâtiment, mobilier urbain, matériels de chauffage...

## Perspectives pour l'année 2016 : 0 % en volume

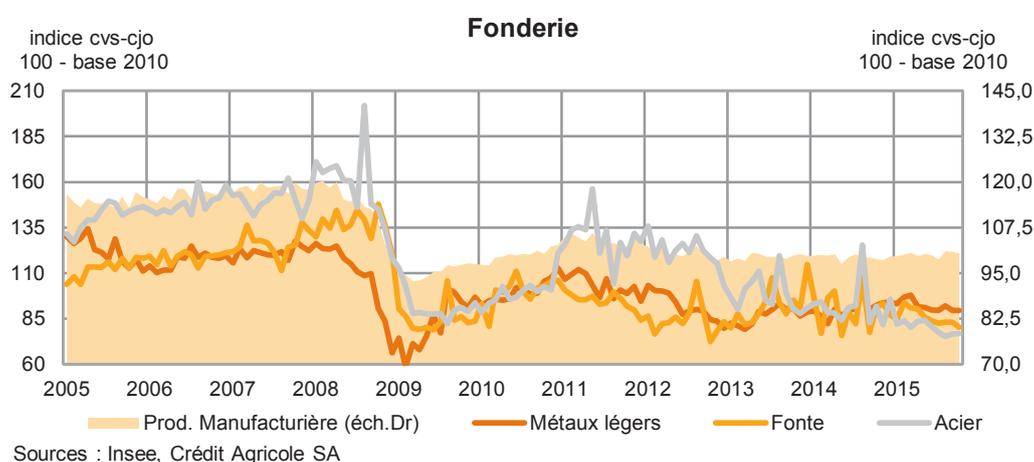
L'année 2016 devrait s'inscrire dans le prolongement de l'année précédente avec un objectif de croissance proche de la stabilité en volume.

La sous-traitance automobile et aéronautique devrait rester globalement bien orientée et être encore le moteur de la croissance du secteur. Une vigilance sera néanmoins nécessaire pour les fournisseurs du groupe Volkswagen qui risquent de subir des pressions accrues sur leurs prix de vente (et donc sur leurs marges) dans le contexte de crise qui affecte actuellement le groupe.

La fourniture de pièces moulées pour le bâtiment et les travaux publics (comme par exemple la robinetterie) manque encore plus de visibilité.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la branche fonderie devrait rester dans une tendance de stabilité (très proche de 0 % par an en moyenne).



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Fonderies et Aciéries de Sambre et Meuse	Fermeture du site centenaire de Feignies (Nord, fonderie d'acier pour le marché ferroviaire).
T4-2015	Montupet	Prise de contrôle par le canadien Linamar.
T4-2015	Arches Industries	Placement sous redressement judiciaire de FVM (261 salariés), fonderie d'aluminium sous pression.

# AUTRES INDUSTRIES

- INDUSTRIES MÉCANIQUES
- INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES
- INDUSTRIES CHIMIQUES
- ENGRAIS
- INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES
- INDUSTRIES GRAPHIQUES



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Les entreprises françaises de la transformation des métaux emploient près de 310 000 salariés. Elles contribuent pour environ 0,9% à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En termes de volume d'activité, la transformation des métaux française se hisse à la troisième place de l'Union européenne, derrière l'Allemagne et l'Italie. La France occupe une position de leader dans le secteur du décolletage, très concentré dans la vallée de l'Arve (Haute-Savoie). Des acteurs français sont également des références internationales incontournables, comme par exemple LISI (fixations) ou Mecachrome (usinage).

### Tendances historiques

En 2007, notamment sous l'impulsion d'une poussée de la demande de l'industrie automobile vers la sous-traitance, le secteur de la transformation des métaux avait connu un pic d'activité historique.

En 2009, la crise a durement frappé le secteur (activité en recul de -15,7 %). Une correction s'est opérée en 2010 (+4,0 %) et 2011 (+6,0 %). Après une stabilité en 2012, le secteur a enregistré un recul de 1,5 % en 2013.

En 2014, sous l'effet de la reprise de la demande intérieure en sous-traitance, automobile notamment, le secteur a enregistré une croissance de +1,4 %, alors que les volumes à l'exportation étaient en baisse de 2 %.

### Bilan de l'année 2015 : + 1,1 % en volume

Le secteur enregistre globalement de bonnes performances sur la plupart de ses segments. Après une année 2014 morose à l'exportation, le secteur renoue avec la croissance sur les marchés internationaux (croissance attendue de l'ordre de +1 %).

Savoir-faire historique de la plupart des acteurs

Indexation des prix de vente sur les cours des matières premières

Implantations industrielles à l'international

Diversification vers d'autres secteurs clients

Rentabilité généralement faible

Transmission souvent complexe des entreprises familiales

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée (faible attractivité pour les jeunes)

Coûts de main-d'œuvre en France

Concurrence d'autres techniques industrielles (plasturgie et, à terme, impression 3D)

Exposition aux cycles économiques

Comme en 2014, l'activité de la sous-traitance reste soutenue par le dynamisme des filières automobile et aéronautique. Globalement, la sous-traitance sera le moteur de la croissance du secteur de la transformation des métaux en 2015. Cette bonne performance concerne l'ensemble des métiers et, plus particulièrement, le découpage emboutissage, le décolletage, la visserie boulonnerie et le traitement de surfaces.

Le secteur de la chaudronnerie a bénéficié d'un environnement favorable sur les marchés de l'énergie.

Transformation des métaux		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	4,0	6,0	0,0	-1,5	1,4	1,1	1,0	↗
<i>var. volume %</i>	production forge, emboutissage, estampage	6,8	6,7	-10,7	-2,0	-0,7	1,4		
<i>var. volume %</i>	production traitement des métaux	12,7	1,3	-10,4	-1,9	1,8	0,5		
<i>var. volume %</i>	production usinage	7,7	16,9	-4,0	-5,1	3,1	4,7		
<i>millions</i>	immatriculations VP/VUL neufs en Europe	14,7	14,7	13,4	13,2	13,9	16,9	17,6	
<i>var. volume %</i>	équipement mécanique (prod.)	2,2	6,7	2,7	0	1,7			
<i>var. volume %</i>	construction aéronautique (prod.)	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0	
<i>var. volume %</i>	bâtiment (prod.)	-4,1	5,5	0	-4,3	-4,1	-3,6	0,3	

Sources : Insee, IPI, ACEA, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

L'année 2016 devrait s'inscrire dans le prolongement de l'année précédente avec une croissance modérée de l'ordre de 1 %.

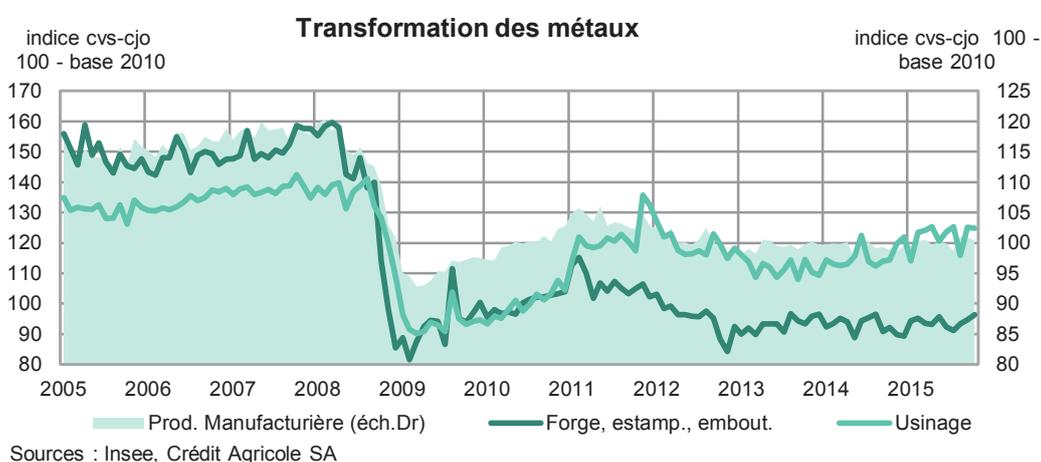
La sous-traitance restera globalement bien orientée et sera encore le moteur de la croissance du secteur.

La visibilité sur la construction métallique est par contre plus limitée.

Les marchés à l'exportation devraient être globalement en légère progression. Certaines zones pourraient cependant être pénalisées par un contexte politique et/ou économique défavorable, comme par exemple la Russie (où des projets de développement industriel et commercial ont dû être ajournés) ou l'Amérique du Sud (et plus particulièrement le Brésil).

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la transformation des métaux devrait rester dans une tendance de croissance modérée (de l'ordre de 1,4 % par an en moyenne).



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Altia Group	Fin du démantèlement du groupe, placé en liquidation judiciaire en 2014.
T2-2015	Industrie du Futur	En avril 2015, l'Etat annonce le lancement du plan « Industrie du futur », en remplacement du plan de « l'usine du futur ».

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le secteur des biens d'équipement mécaniques emploie près de 180 000 personnes en France. Il contribue à plus de 0,6 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie française des biens d'équipement mécaniques se hisse à la troisième place du secteur dans l'Union européenne, derrière l'Allemagne et l'Italie.

La France peut s'enorgueillir d'avoir quelques leaders mondiaux dans leur domaine, comme Manitou (chariots élévateurs), Mecatherm (lignes de boulangerie industrielle), Poclairn Hydraulics (transmissions hydrostatiques)...

### Tendances historiques

Le secteur des biens d'équipement est par nature très sensible aux cycles économiques. Il a ainsi été particulièrement touché par la crise de 2009 (chute de l'activité de 17,3 %).

Les acteurs les plus exposés à la volatilité de la demande sont généralement les entreprises les plus dépendantes du marché de la location de matériels et biens d'équipement (une activité qui « amplifie » les cycles).

Depuis 2010, le secteur a renoué avec la croissance, avec une progression marquée de 6,7 % en 2011.

En 2013, malgré un contexte morose, l'activité de l'industrie des biens d'équipement est restée stable.

### Bilan de l'année 2015 : +1,5 % en volume

L'année 2015 est marquée par l'atonie des investissements industriels en France et donc sur l'activité des industries de biens d'équipement mécaniques. L'activité du secteur sur le marché intérieur devrait ainsi être en recul de l'ordre de 0,3 %.

Les exportations de biens d'équipement mécaniques ont quant à elles augmenté de 2,8 % sur les dix premiers mois de l'année, principalement sous l'effet de la croissance des ventes vers l'Union européenne (+5,3 %).

Savoir-faire des entreprises du secteur

Stratégie de non intégration de fabrication des composants plutôt pertinente

Offre de services connexes (financement, SAV, pièces détachées...)

Notoriété internationale de nombreux acteurs français

Confirmation de la reprise économique en Europe

Mesures fiscales en faveur de l'investissement en France

Nombreux acteurs de petite taille

Entreprises très souvent spécialisées sur un seul marché (risque conjoncturel)

Incertitude sur les marchés internationaux (Russie, Amérique du Sud, Chine...)

Exposition aux cycles économiques

Certaines industries de biens d'équipement ont bénéficié d'une conjoncture plus favorable, comme les matériels d'imprimerie, les matériels pour l'industrie textile, les machines d'assemblage et les équipements pour la plasturgie.

A l'inverse, le machinisme agricole enregistre un recul de 6,8 % sur les dix premiers mois de l'année. Cette baisse d'activité résulte d'un repli aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

Equipement mécanique		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	production du secteur	2,2	6,7	2,7	0,0	1,7	1,5	2,0	↗
<i>var. volume %</i>	fabrication de machines d'usage général	9,4	1,0	3,9	-12,9	3,5	-1,8		
<i>var. volume %</i>	machinisme agricole	-4,5	28,3	1,5	0,9	-14,5	-7,6		
<i>var. volume %</i>	fabrication de machines de formage des métaux et machines-outils	-9,4	24,1	1,1	-12,0	15,1	31,6		
<i>var. volume %</i>	Investissements	1,9	2,1	0,3	-0,5	-1,2	-0,3	0,9	
<i>var. volume %</i>	industries agroalimentaires (prod.)	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,7	
<i>var. volume %</i>	production de véhicules légers	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0	
<i>var. volume %</i>	travaux publics (prod.)	-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0	

Sources : Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,0 % en volume

Les premiers mois de l'année 2016 ne devraient pas être caractérisés par une croissance marquée de l'activité du secteur.

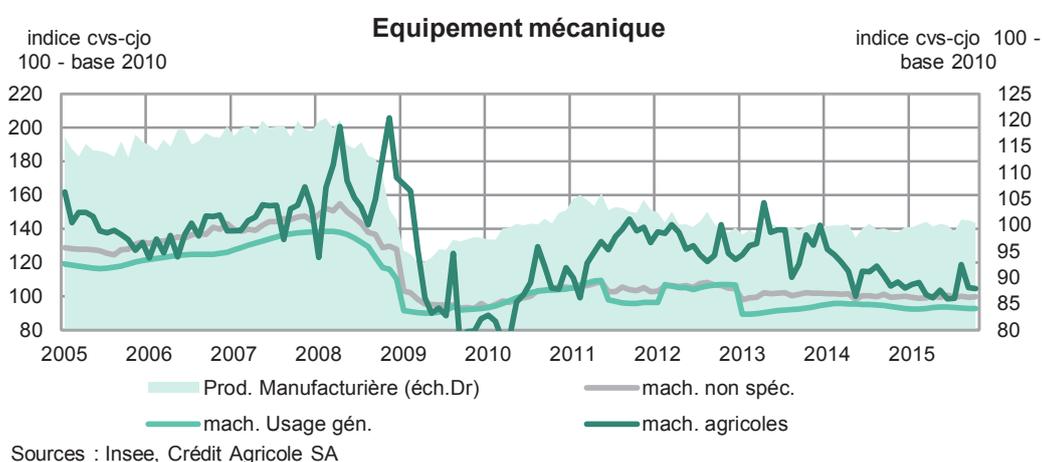
Une croissance plus significative pourrait cependant se faire jour en cours d'année, compte tenu de l'embellie annoncée du contexte économique général, qui devrait inciter à la reprise des investissements.

Par ailleurs, les investissements seront également encouragés grâce aux dispositions fiscales permettant aux entreprises de pratiquer le « sur-amortissement ».

A l'exportation, les marchés russe et sud-américain resteront probablement moroses.

## Perspectives à moyen terme

Le moyen terme devrait s'inscrire dans la continuité de l'année 2016 avec une croissance annuelle de l'ordre de 2 %.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2015	Lesieur	Le spécialiste du machinisme agricole rachète la SERMA dans l'Orne.
T2-2015	Thermador Group	Rachat des sociétés Mecafer et Nuair France (compresseurs d'air et gros outillage), représentant un CA cumulé de 26 M€ en 2014 (soit près de 13 % du CA de Thermador en 2014).
T2-2015	Industrie du Futur	En avril 2015, l'Etat annonce le lancement du plan « Industrie du futur », en remplacement de celui de « l'usine du futur ».

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Les entreprises françaises du secteur de la mécanique de précision emploient plus de 100 000 personnes. On estime qu'elles contribuent à près de 0,5 % à la formation du PIB (l'information exacte est couverte par le secret statistique).

### Positionnement dans l'Union européenne

La mécanique de précision française se hisse au second rang de l'Union européenne, derrière l'Allemagne. Grâce à Essilor, la France occupe même une position de leader mondial sur le segment de l'optique médicale. La mécanique de précision recouvre des domaines variés comme les instruments de mesure, l'horlogerie, les matériels photographiques, les équipements médicaux et chirurgicaux...

### Tendances historiques

Des trois secteurs qui composent les industries mécaniques (transformation des métaux, biens d'équipement mécaniques, mécanique de précision), la mécanique de précision est le plus souvent le secteur qui enregistre les croissances les plus élevées.

Assez peu cyclique, la mécanique de précision n'a connu au cours des dix dernières années qu'un seul léger recul en 2009.

Cette relative stabilité globale du secteur s'explique par la diversité des marchés (applications industrielles, médicales, de loisirs...) et par le niveau soutenu de la demande dans l'optique médicale (génération « baby boom » devenue presbyte suite à l'utilisation intensive des écrans...).

### Bilan de l'année 2015 : +2,2 % en volume

La mécanique de précision française a bénéficié en 2015 d'une demande soutenue sur le marché intérieur, plus particulièrement pour ce qui concerne les matériels d'optique, la lunetterie et les équipements photographiques.

Cette croissance est uniquement liée à la demande domestique. Selon les statistiques douanières, les exportations du secteur ont enregistré une légère baisse de -0,2 % sur les neuf premiers mois de l'année.

Savoir-faire reconnu des entreprises françaises, notamment en optique médicale

Secteur composé de nombreux marchés, globalement peu sensible aux cycles

Entreprises peu diversifiées

Possibilités de croissance externe limitées

Regain d'intérêt de la clientèle masculine pour l'horlogerie mécanique (marques françaises réputées)

Structure financière des groupes d'optique médicale permettant d'envisager de la croissance externe.

Concurrence asiatique dans la micro-mécanique

Manque de compétitivité de l'industrie française (coûts de main-d'œuvre)

Encadrement du budget santé en France (hôpitaux, couverture des frais)

Cependant, à l'image d'Essilor, il convient de rappeler que nombre d'entreprises françaises du secteur ont des implantations industrielles hors de l'hexagone et contribuent ainsi à faire rayonner le savoir-faire français au niveau international.

Selon l'Insee (données corrigées des variations saisonnières), sur les dix premiers mois de l'année 2015, l'indice de la production d'instruments de mesure et d'horlogerie progresse de 0,5 %. A l'inverse, la fabrication d'instruments à usage médical et dentaire (qui comprend pourtant l'optique médicale, bien orientée) régresse de -5,0 %, attestant ainsi du phénomène de « lissage » sur ce secteur « multi-marchés ».

Mécanique de précision		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	6	3,5	2,7	1,5	2,5	2,2	2,5	↗
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments de mesure, de navigation et d'essai	3,8	1,7	2,0	6,4	-1,2	0,8		
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments et fourniture de matériel médical et dentaire	3,8	-1,8	-4,0	8,1	6,1	-2,5		
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments d'optique	24,5	22,1	21,7	-0,9	-12,1	56,8		
<i>var. volume %</i>	production d'horlogerie	-30,3	17,9	-20,4	-22,5	-30,5	36,8		
<i>M€</i>	conso. des ménages en matériel médico-chirurgical et dentaire	3 242	3 393	3 634	3 862	4 113			
<i>M€</i>	conso. des ménages en lunettes	5 372	5 702	5 778	6 005	6 044			

Sources : Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,5 % en volume

Les perspectives à court terme sont bien orientées pour le secteur de la mécanique de précision. A l'image de 2015, la demande intérieure restera soutenue.

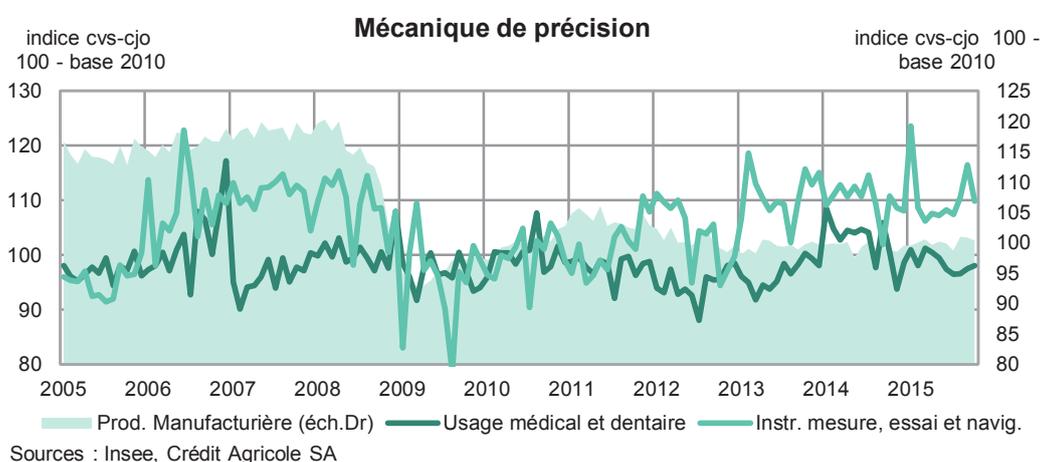
A l'international, un redressement de la demande devrait être observé.

Comme pour 2015, ces performances globalement favorables devront être néanmoins nuancées selon les sous-secteurs concernés.

En particulier, les équipements médico-chirurgicaux devraient continuer de subir les contractions budgétaires des hôpitaux publics.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la croissance du secteur de la mécanique de précision, traditionnellement la plus élevée de l'ensemble des segments de la mécanique, devrait atteindre au moins +2,0 % par an.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015

Essilor

Démarrage du déploiement commercial des verres « eyezen »® dédiés aux utilisateurs d'écrans (téléphones mobiles, ordinateurs, tablettes...)

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des produits informatiques et électroniques emploient près de 135 000 salariés. Ces activités représentent environ 4,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière et 0,4 % du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

La délocalisation massive des activités de production d'électronique grand public n'a laissé que peu de place à la production européenne dans ce domaine. On retrouve donc essentiellement les industriels européens dans l'électronique professionnelle, notamment dans le spatial, l'aéronautique, les transports, le médical, la mesure, et plus largement dans les applications industrielles.

### Tendances historiques

La dernière décennie a été marquée par une désindustrialisation particulièrement forte en France dans ce secteur. Des segments majeurs comme l'informatique, l'électronique grand public et les télécoms ont vu la disparition de l'ensemble de leurs unités de production.

Alors que nombre d'équipements comme les terminaux mobiles étaient encore produits en France (Sagem, Philips, Mitsubishi...) au début des années 2000, désormais aucun acteur français ne dépasse le stade de la PME positionnée sur une niche de marché.

Il reste cependant quelques leaders sur des domaines bien délimités comme la carte à puce (Gemalto, Oberthur...) ou les terminaux de paiement (Ingenico), tandis que l'électronique professionnelle résiste grâce aux besoins industriels, notamment dans l'aérospatiale, la défense et la sécurité ou l'automobile.

### Bilan de l'année 2015 : +3,0 % en volume

Contrairement à ce que laissait augurer un début d'année extrêmement morose, et malgré le recul continu de l'activité sur des segments grand public et assimilés, le secteur dans sa globalité aura vu ses perspectives s'améliorer tout au long du reste de l'année, ce qui constitue une très bonne surprise.

Capacité d'innovation

Leadership sur certaines niches

Besoins d'investissements élevés (Capex, R&D...)

Absence de taille critique pour la majorité des acteurs

Marchés de niches sous-jacents porteurs

Soutien gouvernemental (Crédit Impôt Recherche...)

Disparition du savoir-faire « hardware » au profit du secteur « software »

Montée en gamme des concurrents émergents

Le secteur a notamment bénéficié d'un retournement remarquable dans la fabrication d'équipements de communication qui peut s'expliquer par un renouvellement de l'intérêt porté à l'extension des réseaux mobiles 4G et à l'amélioration de l'offre en très haut débit fixe. Parallèlement, le segment des instruments et appareils de mesure a bénéficié d'une bonne tenue.

L'évolution de plus en plus favorable du taux de change EUR/USD a également contribué à amplifier ces évolutions favorables.

	Industries électroniques	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	-8,0	2,5	0,0	-4,0	-4,0	3,0	2,0	↗
<i>var. volume %</i>	fabrication d'ordinateurs	-8,3	-7,8	-4,2	-22,8	-29,1	-3,9		
<i>var. volume %</i>	fabrication d'équip. de communication	-37,4	-7,7	-9,3	-19,8	2,7	26,9		
<i>var. volume %</i>	fabrication d'équip. électr. de précision	3,8	1,7	2,0	6,4	-1,2	0,8		
<i>Milliards voy.km</i>	voyageurs TGV	52,8	54,0	54,0	53,8	53,7	52,4		
<i>mios pass.</i>	trafic aérien (aéroports français)	221,2	233,1	242,3	247,3	250,9	309,2		
<i>millions</i>	abonnements internet fixe	21,8	23,1	24,2	25,1	26,1	26,7		
<i>millions</i>	abonnements mobile	65	68,6	73,1	76,8	79,9	82,2		

Sources : Insee, ARCEP, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,0 %

Pour l'électronique grand public, les facteurs de déclin de l'activité devraient perdurer, malgré un taux de change EUR/USD qui devrait rester favorable en 2016 selon le consensus de place.

Pour les autres segments de l'électronique civile, les éléments ayant contribué à l'amélioration notable des résultats en 2015 devraient persister en 2016.

Ces bonnes perspectives doivent toutefois être tempérées par quelques points d'incertitude, notamment : l'état d'avancement des investissements dans le très haut débit (mobile et fixe), en particulier chez les opérateurs télécoms européens ; d'éventuelles perturbations qui pourraient résulter de l'intégration d'Alcatel-Lucent dans Nokia.

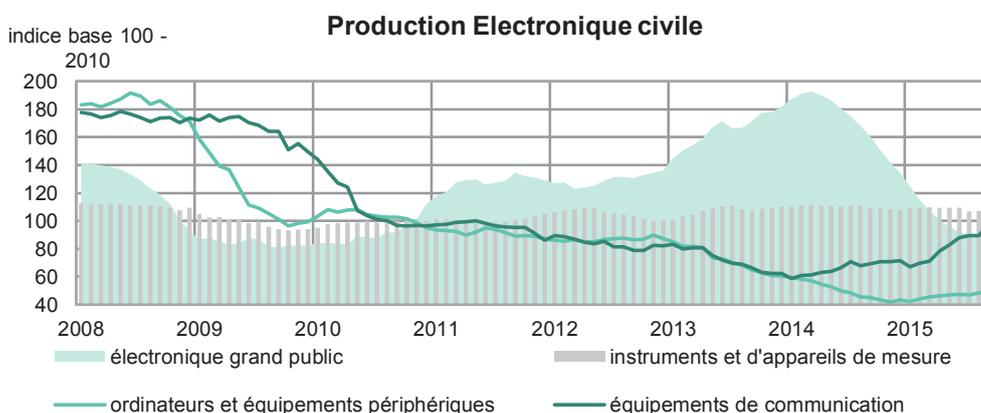
## Perspectives européennes

A l'image de ce qui se passe en France, le segment de l'électronique civile en Europe devrait continuer à bénéficier d'un ensemble de conditions favorables, notamment un taux de change EUR/USD bien orienté.

Les perspectives macroéconomiques européennes, ainsi que le développement des besoins industriels sous-jacents, devraient également faire pencher la balance de manière plus favorable pour le secteur.

## Perspectives à moyen terme

Le secteur présente peu de visibilité sur le moyen terme, tant les incertitudes sont grandes, accentuées par des éléments de cyclicité comme les investissements en équipements télécoms. L'orientation devrait probablement suivre l'évolution de la situation macroéconomique hexagonale et européenne.



Sources : Insee, Crédit Agricole SA

## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Philips	Le géant néerlandais de l'électronique cède 80 % de ses activités d'éclairage à un groupe d'investisseurs pour 2,8 Md\$.
T2-2015	Alcatel-Lucent	Nokia rachète la totalité de son concurrent Alcatel-Lucent afin de recréer un acteur de poids dans les équipements et services pour la connectivité des personnes et des biens. Ces deux groupes avaient perdu au cours du temps leur leadership face à la montée en puissance de la concurrence (Huawei en particulier).
T4-2015	DELL	DELL annonce la plus grosse acquisition de l'histoire du secteur des technologies, avec le rachat de son compatriote EMC, spécialisé dans le stockage et les solutions de virtualisation pour un montant de 67 Md\$.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des industries chimiques emploient près de 146 000 salariés, soit plus de 4,5 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Les industries chimiques contribuent pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

La chimie française appréciée en termes de volumes des ventes se classe au 2<sup>e</sup> rang derrière l'industrie allemande à l'échelle de l'Union européenne avec un poids inférieur de moitié, et au 6<sup>e</sup> rang mondial. Le solde de la balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture de 1,16. L'Union européenne constitue le principal partenaire de la chimie en France, dont elle représente plus de 63 % des exportations et 70 % des importations.

### Tendances historiques

Il faut relever que depuis l'année 2000, l'industrie chimique française a perdu environ huit points de taux de marge, résultant principalement du coût de l'énergie, de la fiscalité et de l'augmentation des contraintes réglementaires nécessitant des investissements.

La filière travaille en amont pour restaurer sa compétitivité, en mettant l'accent notamment sur le développement et la mise au point de nouvelles activités, produits et applications à plus forte valeur ajoutée.

La production et la vente tant à l'importation qu'à l'exportation de produits chimiques ont été fortement impactés par la crise économique et financière de 2008.

Le retour à une croissance durable annuelle se fait progressivement depuis 2008 dans un contexte de marasme économique européen principal marché exportateur pour la France.

### Bilan de l'année 2015 : 0 % en volume

L'activité s'est maintenue tout au long de l'année 2015, avec une reconstitution des stocks qui a permis de contrebalancer la faible demande. Au global, la production est identique à celle de 2014.

La chimie minérale est restée stable en volume, avec des disparités selon les secteurs. Les intermédiaires minéraux ont progressé de 2 %, tandis que les engrais sont restés stables (0 %) et que les gaz industriels (-2 %) et les colorants (-1 %) ont baissé en raison de la faiblesse des marchés aval (bâtiment, textile, imprimerie-édition).

Activité de R&D soutenue

Unités de production fiables et aux normes internationales

Activité capitalistique

Poids de la réglementation

Forte dépendance aux cours des matières premières pétrolières

Demande croissante en produits à valeur ajoutée

Opportunités de développements de nouveaux produits et applications

Économies française et européenne atones

Forte concurrence des zones à bas coûts de matières premières pétrolières (États-Unis, Moyen-Orient...)

La chimie organique est également restée stable en volume. Après la forte hausse de 2014, les grands intermédiaires se sont stabilisés (0 %) suite à des arrêts techniques programmés ou non. Les matières plastiques ont augmenté de 0,5 %, et le caoutchouc de 1 %, en liaison avec les secteurs du bâtiment et de l'automobile.

Les prix ont évolué comme ceux des matières premières, avec une tendance à une stabilisation à la baisse. Cependant, des situations de pénuries sont apparues à la suite d'arrêts de production, entraînant des hausses importantes ponctuelles.

Les deux tiers des investissements portent sur la maintenance et la mise aux normes de sécurité et environnementales des installations. Ils sont restés stables en 2015.

	Industries chimiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>3,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-4,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>4,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	
var. volume %	prod. chimie minérale	8,2	7,1	-9,6	1,3	1,5	0,0	1,0	
var. volume %	prod. chimie organique	2,2	-1,2	-3,0	-2,3	5,3	0,0	1,6	
var. volume %	prod. matières plastiques	0,5	-1,7	-2,0	1,7	1,6	0,5	2,0	
USD/t	prix de l'ammoniac	409	570	601	538	545	444		
USD/t	prix du polyéthylène	1 407	1 521	1 552	1 598	1 617	1 439		
USD/brl	prix du Brent	79,6	111,4	111,7	108,7	98,9	53,5		

Sources : Datastream, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,5 % en volume

Avec une demande qui repartira modestement à la hausse, la croissance de l'activité retrouvera une tendance de fond positive sur tous les secteurs, et progressera de 1,5 % en volume.

Les intermédiaires minéraux seront en légère croissance (+1,5 %). Les engrais resteront stables (0 %) dans un contexte économique moins favorable à leur emploi. Les gaz industriels augmenteront de 1,5 %. Les colorants et pigments seront stables. Au total, la production de chimie minérale augmentera de 1 %.

La chimie organique augmentera faiblement (+1,6 %), avec les grands intermédiaires en hausse de 1,5 %, les matières plastiques en hausse de 2 % tandis que le caoutchouc restera stable.

Après la forte baisse des prix en 2015 dans le sillage de ceux des matières premières, on peut s'attendre à une stabilisation, sauf en cas de tension sur les capacités de production.

Les perspectives d'investissement sont stables, et limitées à la maintenance et aux mises aux normes.

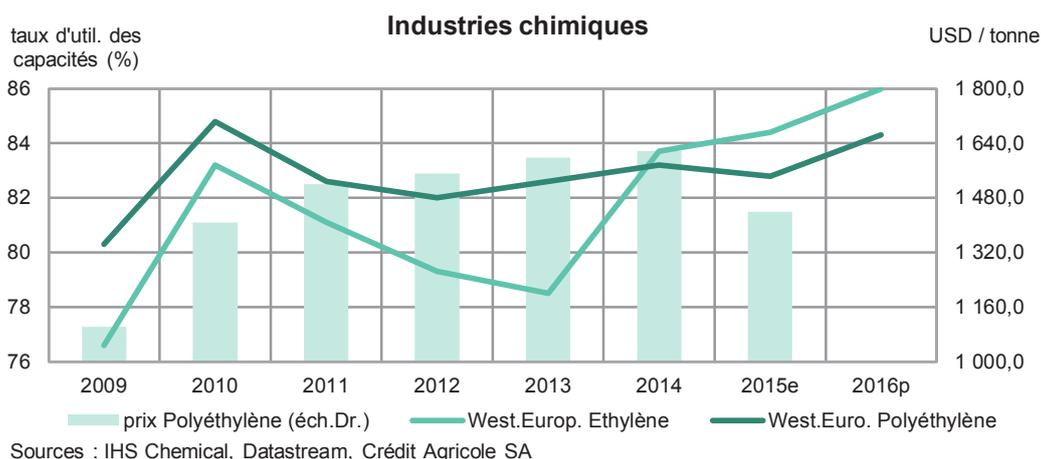
## Perspectives européennes

La production de l'industrie chimique européenne a augmenté de 0,5% en 2015, soit légèrement mieux qu'anticipé auparavant.

La production devrait poursuivre sur le même rythme avec une hausse de 1 % en 2016 en lien avec une croissance modérée en Europe. Le secteur devra faire face à une pétrochimie américaine devenue très compétitive avec le développement des gaz de schiste qui lui permet de bénéficier d'un coût réduit des matières premières. La baisse des prix du pétrole lui offre toutefois un répit.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la production chimique européenne, aidée par une conjoncture économique mieux orientée, devrait entrer en phase d'adaptation face aux conséquences de la progression des gaz de schiste notamment.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Solvay	Solvay a annoncé le rachat de Cytec pour 6,4 Md\$. Le groupe a annoncé une augmentation de capital de 1,54 Md€ pour financer l'acquisition.
T4-2015	Air Liquide	Air Liquide rachète Airgas pour 13 Md\$. Il devient ainsi le premier leader mondial des gaz industriels, devant Linde.
T4-2015	Bayer	Bayer retarde l'introduction en bourse de sa filiale chimie (Covestro CA 12 Md€, dont 22 % de débouchés automobiles), suite au scandale Volkswagen.

## Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des engrais emploient environ 4 600 salariés, soit environ 0,1 % du total des effectifs salariés de l'industrie. L'industrie des engrais contribue pour environ 0,02 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie de la production des engrais est européenne avec une majorité d'entreprises transnationales. Ainsi, environ 50% des engrais simples azotés utilisés en France sont importés.

La France et l'Europe sont dépendantes des importations d'engrais ou de matières premières nécessaires à leur fabrication.

## Tendances historiques

L'évolution de la consommation mondiale d'engrais n'est pas stable dans le temps. Après une forte hausse dans les années 1960, et un effondrement dans les années 1990, une reprise est constatée depuis le début des années 2000.

Toutefois, les évolutions sont différentes entre les pays en développement dont la consommation progresse et les pays développés, où elle a tendance à diminuer.

La Chine est devenue le premier consommateur mondial, avec près de 30 % des utilisations totales, suivie de l'Inde (16 %).

La production est très concentrée : selon les nutriments, 75 % à 90 % de la production en moyenne provient des dix premiers pays producteurs.

Les productions sont principalement proches des lieux d'extraction pour les engrais potassiques et phosphatés, et dans des zones où le gaz (matière première) est peu cher pour les engrais azotés.

## Bilan de l'année 2015 : 0 % en volume

L'activité est restée stable sur l'ensemble de l'année grâce à une reprise significative des productions sur le second semestre.

La récolte 2014/2015 a été très bonne en moyenne (sauf sur les betteraves), mais les conditions climatiques n'ont pas favorisé la de-

## MATRICE SWOT

Nutriments indispensables à l'agriculture

Activité de R&D marquée

Activité capitalistique

Activité dépendante de la conjoncture économique

Activité dépendante des conditions climatiques

Besoins croissants (élévation du niveau de vie et croissance de la population mondiale)

Développement de nouvelles formulations bio-sourcées

Développement de l'agriculture raisonnée (moindres besoins d'engrais)

Accroissement des contraintes environnementales et réglementaires

mande en engrais. De plus, la croissance mondiale de la demande ralentit fortement (estimée à +0,5 %). Les pays grands consommateurs commencent en effet à appliquer une politique de fertilisation raisonnée, limitant ainsi leur consommation d'engrais.

Les prix des engrais azotés ont baissé de l'ordre de 3 % sur l'ensemble de l'année, dans un contexte de baisse du prix du pétrole et du gaz, et de surcapacités de production en Asie (Chine).

	Engrais	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
<i>kTonnes</i>	livraisons d'engrais simples	2 009,5	1 920,3	1 871,5	1 949,3	1 935,9	2 038,7		
<i>kTonnes</i>	livraisons d'engrais composés	1 372,6	1 210,4	1 167,6	1 151,0	1 154,3	1 174,9		
<i>USD/t</i>	prix de l'ammoniac	409	570	601	538	545	444		
<i>indice</i>	indice des prix des engrais simples	100,0	104,0	108,3	106,1	98,2	-1,8%		
<i>1 000 ha</i>	surfaces cultivées en céréales	9 231	9 199	9 376	9 474	9 560	9 519		

Sources : Agreste, Datastream, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : 0 % en volume

Les surfaces agricoles resteront globalement à peu près équivalentes, mais les emblavements en céréales, consommatrices d'engrais azotés, devraient augmenter relativement.

Des arrêts pour maintenance et des programmes de fiabilisation des unités anciennes aboutiront à des volumes de production stables par rapport à l'année 2015.

L'ensemble des acteurs de la filière font des efforts de R&D en faveur de biostimulants naturels à base d'extraits d'algues, de micro-organismes et de produits soufrés. En France, cette filière représentera en 2016 environ 5 % des volumes de la production.

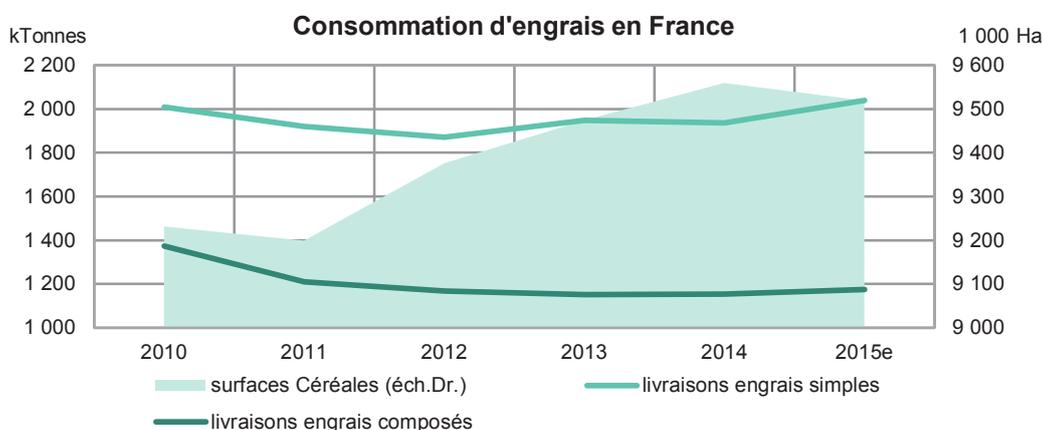
## Perspectives européennes

La production de l'industrie des engrais en Europe devrait rester stable sur l'année.

Des arrêts pour maintenance et mise en conformité des unités anciennes sont programmés, contrebalancés par quelques projets d'ajouts de capacité de production (notamment sur les produits soufrés).

## Perspectives à moyen terme

Le développement d'une fertilisation raisonnée va se poursuivre, notamment dans les grands pays consommateurs (Inde / Chine), entraînant une moindre croissance du secteur à l'échelle mondiale, tant en consommation qu'en production.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Monsanto	Monsanto accélère le développement des technologies vertes pour l'agriculture, avec son partenaire Novozymes. Les solutions mises au point par les deux partenaires sont dérivées de micro-organismes tels que les bactéries et les champignons.
T4-2015	Syngenta	Syngenta rejette l'OPA de 38 Md€ du Chinois ChemChina.
T4-2015	Dow Chemical	Dow Chemical étudie « toutes les options » pour céder sa branche agrochimie.

## MATRICE SWOT

Recherche fondamentale de renommée mondiale

Qualité des actifs industriels  
Écosystème Biotech

Opportunités de consolidation

Développement des biomédicaments

Forte croissance des pays émergents

Internationalisation limitée des acteurs

Taille limitée des acteurs  
Faible capacité de bioproduction

Menace des génériques

Déficit du régime d'assurance maladie

Croissance atone des pays développés

## Positionnement en France

La France bénéficie d'une base industrielle pharmaceutique de première importance, fruit de l'histoire. Le secteur emploie près de 100 000 personnes dont 50 % sont liés directement à la production.

## Positionnement dans l'Union européenne

Cinquième producteur de médicaments en Europe, la France fait partie des grandes nations pharmaceutiques mondiales. Les exportations du secteur ont représenté 6,6 % des exportations totales de la France en 2014. L'excédent commercial a atteint 6 Md€ en 2014. L'Union européenne représente 62 % des exportations avec la Belgique et l'Allemagne comme partenaires privilégiés.

## Tendances historiques

La transformation générale du modèle pharmaceutique de type « blockbuster » vers la médecine personnalisée, liée en grande partie aux ruptures biotechnologiques a radicalement modifié le comportement des acteurs. La diversification géographique, la diversification des gammes de produits et la recherche d'une taille critique par segment sont désormais de mise. Ces mouvements sont renforcés depuis 2009 par l'arrivée massive des génériques. Ce phénomène pèse fortement sur la rentabilité des acteurs dans un contexte macroéconomique morose. La croissance en valeur s'est donc affaiblie depuis 2008 et a du mal à renouer avec la croissance historique. Si les pays émergents portent la croissance mondiale, les pays européens sont en deçà notamment du fait des déficits publics récurrents et de la pression prix qui est liée à la recherche d'économies budgétaires.

## Bilan de l'année 2015 : +3,4 % en volume

L'année 2015 renoue avec une croissance robuste des volumes qui dépasse nos estimations de juin. Cet élan est surtout lié à la reprise des exportations qui affichent un rattrapage après une année 2014 catastrophique. En 2015, les volumes d'exportations croissent en effet de +2,8 % après un freinage de -1,2 % en 2014. Le secteur officiel affiche une croissance des volumes inférieure à 2014 à seulement +1,8 %, liée notamment à une faible progression du segment remboursable (+1 %). Le reclassement de nombreuses molécules a

gonflé artificiellement les volumes de l'automédication qui affichent une progression de +9,2 % sur l'année. Toutefois ceci a un impact mineur, compte tenu d'un marché français de l'automédication très étroit (2 Md€). Le marché hospitalier a connu une très forte croissance des volumes à +9,9 % et s'est extrêmement bien tenu en valeur grâce notamment aux ATUs PD1. Bien évidemment, les prix sont toujours contraints et la croissance du marché en valeur est demeurée relativement modeste (+1,6 %).

Au total, la production pharmaceutique française devrait connaître une croissance en volume de +3,4 % sur l'année 2015.

	Industries pharmaceutiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	production du secteur	2,8	3,2	8,1	-0,1	2,9	3,4	3,0	➔
Md€	solde comm. (+ export. - import.)	7,00	5,34	7,15	8,77	6,03			
Md€	chiffre d'aff. France (prod. France)	27,9	28,0	27,7	27,1	26,9			
%	p.d.m Médicaments génériques	13,4%	13,7%	16,5%	18,7%	18,2%			
Md€	remboursements de médicaments	33,7	34,0	33,6	33,0	33,9	33,7		
millions	patients en ALD	10,9	11,3	11,8	12,0	12,7	13,2		

Sources : LEEM, DREES, EcoSanté, Crédit Agricole SA

## Glossaire

**AMM** : autorisation de mise sur le marché.

**ATU** : autorisation temporaire d'utilisation (procédure exceptionnelle).

**Biomédicaments** : classes de médicaments dont le principe actif provient d'une source biologique (e.g. antibiotiques, sérums, vaccins, hormones). Se distinguent des classes (majoritaires) dont le principe actif est issu de la synthèse chimique.

**Bioproduction** : production de molécules thérapeutiques par des organismes vivants.

**Blockbuster** : désigne un médicament générant plus de 1 Md\$ de ventes par an (e.g. Crestor™).

**Générique** : copie d'un médicament de marque au brevet expiré (ou sans brevet).

**OTC** : médicament en vente libre ou « médicament de comptoir ».

**PD1** : protéine intervenant dans les mécanismes de défense immunitaire.

**PLFSS** : projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

## Perspectives pour l'année 2016 : +3,0 % en volume

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 est une copie du PLFSS de 2015, faisant encore porter une grande part des économies sur le segment pharmaceutique. Dans ce cadre, 2016 ressemblera à l'année 2015 pour le marché de ville. Nous anticipons une croissance de l'ordre de +1,5 % pour le segment remboursable. L'automédication refluera suite à une année 2015 exceptionnelle liée au déremboursement de nombreuses molécules. Le segment hospitalier bénéficiera des AMMs PD1 ainsi que de l'arrivée de nouvelles molécules en ATUs ; de fait, sa croissance devrait demeurer élevée, de l'ordre de +8 % sur l'année.

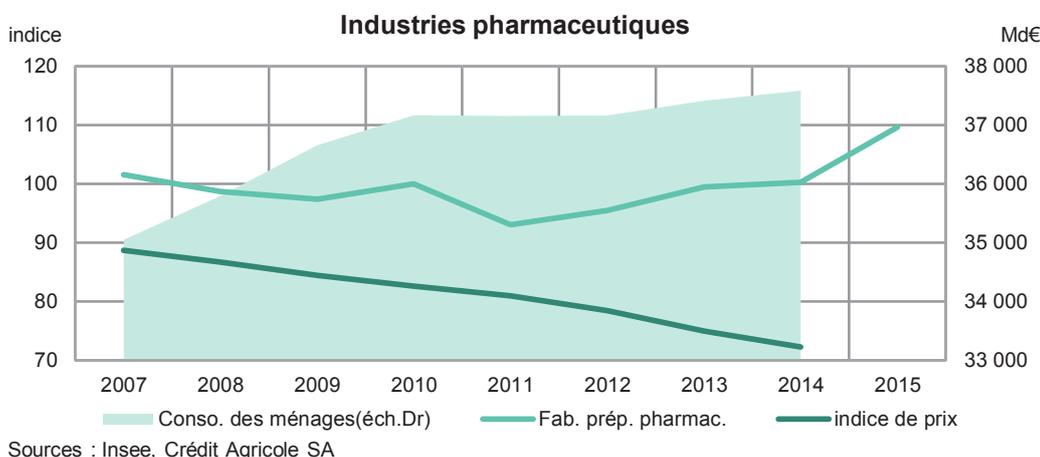
Les exportations devraient continuer à progresser avec une anticipation de +2 % en volume. Globalement, la production pharmaceutique française devrait croître de +3 % en 2016.

## Perspectives européennes

La production européenne en volume devrait continuer à croître sur un rythme soutenu du fait de fondamentaux pérennes tel que le vieillissement de la population dans des pays comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. A l'inverse, les prix continueront d'être contraints via l'intensification du taux de pénétration des génériques et des pressions prix en lien avec le resserrement des budgets publics. Dans ce contexte, la croissance en valeur du marché européen devrait se limiter à 1 % en 2016.

## Perspectives à moyen terme

Le marché pharmaceutique européen devrait reprendre des couleurs avec l'arrivée de nouveaux produits et un contexte économique plus favorable. Toutefois, la croissance européenne du secteur ne devrait pas renouer entièrement avec son niveau historique et se cantonnera à une croissance en valeur comprise entre 1 % et 2 %.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Novartis/GSK	Echange d'actifs entre le Suisse Novartis et l'Anglais GSK. Ce dernier cède son activité oncologie contre l'activité vaccins de Novartis. Les deux entreprises créent également une Joint Venture rassemblant leurs portefeuilles OTC.
T2-2015	Bayer	Bayer annonce la vente de son activité diabète à Panasonic pour 1 Md€.
T3-2015	Merck KGaA	Rachat annoncé de Sigma Aldrich par l'Allemand Merck KGaA pour un montant de 13 Md€. L'entreprise allemande se renforce ainsi dans le domaine des sciences de la vie.
T4-2015	Pfizer	Annonce du rachat d'Allergan par Pfizer qui marque la plus grande opération pharmaceutique de tous les temps et illustre la recherche d'une taille critique permettant des synergies de coûts. (c'est aussi l'opération de M&A la plus importante de l'année 2015)

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les industries graphiques regroupent plus de 3 400 entreprises employant près de 44 500 salariés et contribuant pour environ 0,1 % à la formation du PIB national. L'offre est très atomisée avec une majorité de TPE opérant sur des marchés locaux : 96 % des entreprises emploient moins de 50 salariés.

### Positionnement dans l'Union européenne

Avec plus de 2 millions de tonnes imprimées, la France est le 3<sup>e</sup> imprimeur européen derrière l'Allemagne et l'Italie. La balance commerciale est déficitaire depuis de nombreuses années avec un solde qui se réduit toutefois. Après avoir progressé jusqu'en 2011, les importations qui proviennent majoritairement des pays de l'Union européenne, sont en repli.

### Tendances historiques

Les tonnages imprimés en France sont en recul depuis 2000 à un rythme annuel moyen de -3 %. Cette tendance résulte de plusieurs facteurs dont des changements sociétaux profonds. Le développement de l'Internet et des supports électroniques (tablettes, Smartphones...) a entraîné une réorientation des budgets publicitaires – déjà en baisse – vers la communication numérique ainsi que le repli des catalogues imprimés, et la réduction du lectorat et des tirages de la presse.

La filière française en profonde mutation tente de se réinventer. Elle recherche des relais de croissance et de nouveaux usages du papier, en remontant dans la chaîne de valeur et en améliorant la compétitivité face aux voisins européens.

### Bilan de l'année 2015 : -3,0 % en volume

Au cours des neuf premiers mois, le marché publicitaire, principal moteur du secteur, a continué de reculer à un rythme voisin de -3 %, dans la tendance de 2014. La télévision et l'Internet ont progressé mais les autres segments ont reculé : la presse a continué d'enregistrer le plus fort repli (-8 %) avec la presse gratuite (-12 %) et les magazines (-8 %) dont la pagination a baissé d'environ 7 %. La progression de la grande distribution dans l'alimentation et les boissons n'a pas compensé le repli de l'automobile, des télécommunications et de la banque-assurance.

Intégration du média papier dans la communication multicanale

Capacité d'innovation pour des imprimés à plus forte valeur ajoutée

Développement du packaging comme véhicule des marques et essor du e-commerce

Essor de l'impression numérique (demande croissante de séries plus courtes et personnalisées)

Sensibilité des utilisateurs aux qualités intrinsèques et environnementales du papier

Très grande atomisation du secteur (majorité de TPE locales)

Rapport de force déséquilibré face aux grands donneurs d'ordre

Viellissement du parc industriel faute d'investissement

Baisse du marché publicitaire et atonie de l'économie

Poursuite du développement de nouveaux supports numériques

Baisse de compétitivité des imprimeurs français face à une concurrence croissante

Parallèlement, et à l'exception d'un rebond en mars, l'année a été difficile pour les imprimeurs, la production graphique ayant reculé de -3 % avec une dégradation sensible sur les mois de septembre et octobre.

Les imprimés publicitaires adressés et le livre se sont à peu près maintenus. Les plus forts reculs ont été enregistrés sur le segment des catalogues (-3 %) et sur celui des périodiques, dont les hebdomadaires (-5%).

La tendance annuelle restera globalement négative ; le marché publicitaire continuant de reculer notamment suite aux événements de novembre. Dans ces conditions et à l'occasion des fêtes de fin d'année, les ventes par Internet devraient progresser davantage, bénéficiant aux imprimeurs d'emballages.

	Industries graphiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>-3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,4</b>	<b>-5,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,0</b>	
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Presse	-1,0	-3,0	-7,4	-7,9	-8,1	-7,9		
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Marketing Direct	0,4	1,1	-1,3	-4,7	-5,0	-5,0		
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Internet	8,6	10,6	5,3	3,4	4,5	1,4		
<i>unité</i>	nombre de titres de presse écrite	881	863	841	826	793			
<i>var.volume %</i>	presse écrite : diffusion payante	-2,2	-2,3	-3,8	-4,9	-4,0			
<i>var.valeur %</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,7	0,2	1,1	1,2	

Sources : Insee, Unic/IDEP, IREP, OJD, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : -2,0 % en volume

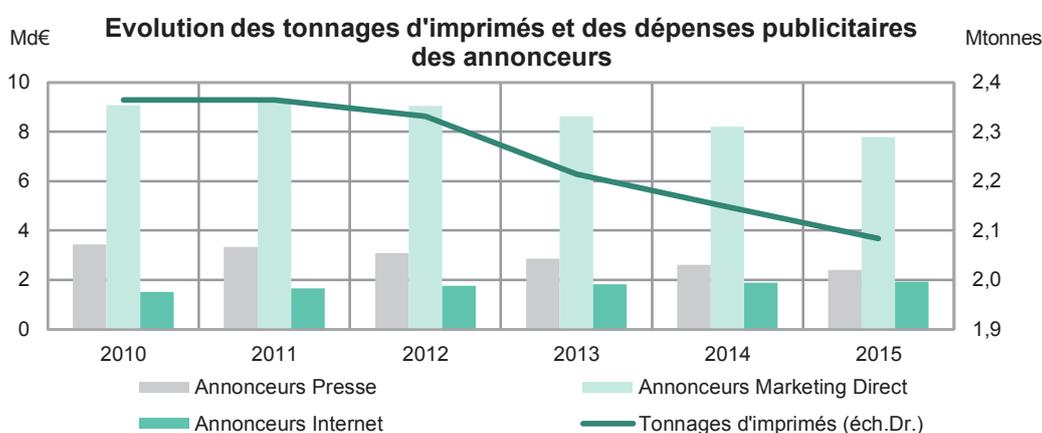
En 2016, la production graphique poursuivra son recul à un rythme comparable à celui des années précédentes, les conditions macro-économiques évoluant peu. Le marché publicitaire en France restera mal orienté et les dépenses sur des supports imprimés, notamment de presse (journaux et magazines), continueront de reculer. Parallèlement, les dépenses publicitaires sur l'Internet continueront de progresser tirées par les applications mobiles et le développement des plateformes digitales.

Face à une concurrence internationale toujours vive et à la poursuite du développement de la communication numérique, notamment les applications mobiles de l'Internet, les imprimeurs continueront à faire évoluer leur offre vers des services/produits plus innovants et à tenter de mutualiser leurs moyens. Ils développeront la complé-

mentarité des différents médias (papier, internet mobile, etc.) avec le « cross-média » et investiront dans des presses numériques pour répondre à la demande croissante de séries plus courtes et personnalisées, voire dans l'impression 3D.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production graphique pourrait se stabiliser dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée permettant un retournement du marché publicitaire et la stabilisation des investissements sur le média presse, complémentaire des autres média.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2015	Fablab Ireneo	Présentation du programme IRENEO et de l'Expresso Book Machine au Salon du Livre (impression à la demande). Ce programme a donné lieu à la création d'un cluster de six unités expérimentales. Il rallie auteurs, libraires, imprimeurs et éditeurs dont les Presses universitaires de France.
T3-2015	Spir Com.	Spir Communication a poursuivi son recentrage stratégique sur la diffusion d'imprimés publicitaires, la communication locale et les petites annonces immobilières, en cédant toutes ses imprimeries dont le site de Fouilloy (Somme) à l'imprimeur Roto Centre après celles de Pacy (Eure) et Reyrieux (Ain) à ST Finance.
T4-2015	Imprimerie du Monde & Imprimerie du Parisien	Fermetures d'imprimeries : celle du « Monde » à Ivry-sur-Seine, initialement trois rotatives offset, suite à la perte de clients extérieurs tels que <i>Les Echos</i> , <i>Le Journal du Dimanche</i> , <i>Direct Matin</i> et <i>The Guardian</i> ; celle du quotidien <i>Le Parisien</i> à Saint-Ouen suite à la réorganisation des sites d'impression du groupe.

# SERVICES

- SERVICES INFORMATIQUES
- SERVICES TÉLÉCOMS
- GRAND COMMERCE
- ÉDITION
- TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement l'activité en volume réalisée par des entreprises de services établies sur le territoire national.

Le cas des transports routiers en 2012 illustre bien cette approche « volume » : les trafics pour compte d'autrui avaient baissé de -6,4 % et les ventes des transporteurs augmenté de +2,5 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le secteur des services informatiques (conseil, ingénierie, infogérance) représente un marché de 35-40 M€ en France, avec plus de 300 000 salariés répartis dans plus de 60 000 entreprises. Il représente ~1,5% du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Au niveau européen, le marché français est le 3<sup>e</sup> derrière le Royaume-Uni (>70 M€) et l'Allemagne. L'externalisation de l'IT auprès de tiers est plus développée dans les pays anglo-saxons (en particulier l'infogérance, et le secteur public sous-traité massivement).

### Tendances historiques

Secteur de croissance, les services informatiques voient leur activité corrélée aux évolutions macroéconomiques. Ils amplifient selon un facteur de 1,5 à 2 les variations du PIB en volume avec un effet retard d'environ six mois. La croissance est tirée par l'externalisation croissante auprès d'acteurs spécialisés, la digitalisation grandissante des process d'entreprise et la montée en puissance de nouvelles technologies (SMACS – social, mobilité, analytics/big data, cloud, sécurité) qui rebattent les cartes dans de nombreux secteurs.

Le marché français a baissé de 4% en 2009, puis s'est progressivement redressé, mais sa croissance est restée faible, dans un contexte économique atone. La progression s'est avérée un peu plus soutenue dans les pays anglo-saxons et dans le reste du monde. L'environnement prix, difficilement mesurable, est relativement stable depuis plusieurs années mais masque des réalités variées.

### Bilan de l'année 2015 : +2,0 % en volume

La progression de 2015, attendue entre 1,5% et 2,0%, est confirmée et visible à ce stade de l'année. Le Syntec Numérique, association professionnelle du secteur en France, prévoit désormais +2,0%. La croissance est tirée par les prestations de conseil (+3,0%), d'intégration de systèmes (+2,5%) et d'infogérance applicative (+3,1%), alors que les développements spécifiques, la formation et l'infogé-

Marché large, en croissance structurelle

Besoins limités en Capex et en BFR

Industrie française très développée et conquérante (Europe, voire monde)

Faible croissance économique en France

Levier opérationnel très limité

Faible pouvoir tarifaire

Existence de sous-segments très porteurs (SMACS, IoT...)

Secteur encore peu concentré

Acteurs spécialisés : cibles potentielles pour de nouveaux entrants

Montée en puissance de l'*offshore*

Certains segments deviennent des commodités

Nouveaux entrants avec de nouveaux concepts/technologies

rance d'infrastructure progressent modestement. Les SMACS progressent de 17% (> 10% du marché). La pression prix est récurrente (mais au global plutôt une forme de stabilité) et l'*offshore* poursuit sa progression (+16% vs. 2014, 8% du marché).

Les marchés les plus dynamiques sont ceux de la banque/finance /assurance, des énergies/*utilities*/transport, de l'aéronautique/défense. Sans surprise, les télécoms sont sous pression, et dans une moindre mesure le secteur public.

Services informatiques		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume</i> %	activité du secteur	1,3	1,7	0,0	-0,5	1,0	2,0	2,0	↗
<i>var. volume</i> %	PIB	1,9	2,1	0,2	0,7	0,2	1,1	1,2	
<i>var. valeur</i> %	chiffre d'affaires édition de logiciels	11,0	9,0	5,0	4,1	6,5	-0,5		
<i>var. valeur</i> %	chiffre d'affaires conseil	3,7	7,0	5,8	-0,3	2,3	3,8		
<i>var. valeur</i> %	chiffre d'affaires tierce maintenance	6,1	2,4	0,3	1,2	-2,5	5,6		
<i>variation</i> %	effectifs salariés de la profession	2,8	3,4	2,8	1,7	1,6	1,5		
<i>variation</i> %	effectifs intérimaires de la profession	6,6	-1,2	-9,7	-12,1	0,0	1,3		

Sources : Insee, Dares, Crédit Agricole SA

### Glossaire

**Big data** : analyse de grands volumes de données informatiques brutes, semi-structurées voire non structurées.

**Cloud computing** : accès via un réseau de télécommunications à des ressources informatiques à distance, partagées, configurables à la demande et en libre-service (contre un paiement à l'usage).

**Infogérance ou outsourcing** : maintien en état de fonctionnement pour le compte d'un client de tout ou partie d'un système d'information. On parle d'infogérance globale lorsque qu'une entreprise cède à un prestataire, pour exploitation, son système d'information, à savoir le hardware, le software et les équipes associées.

**Informatique offshore** : production informatique réalisée sur un continent autre que celui du client (e.g. en Inde pour des clients basés en Europe).

**Ingénierie** : désigne l'ensemble des fonctions qui vont de la conception et des études, de l'achat et du contrôle de systèmes informatiques jusqu'à leur installation et leur mise en service.

**IoT - internet of things** : échanges d'information / données entre des dispositifs du monde réel (objets) et le réseau Internet.

**IT - SI** : *Information Technology* / systèmes d'information.

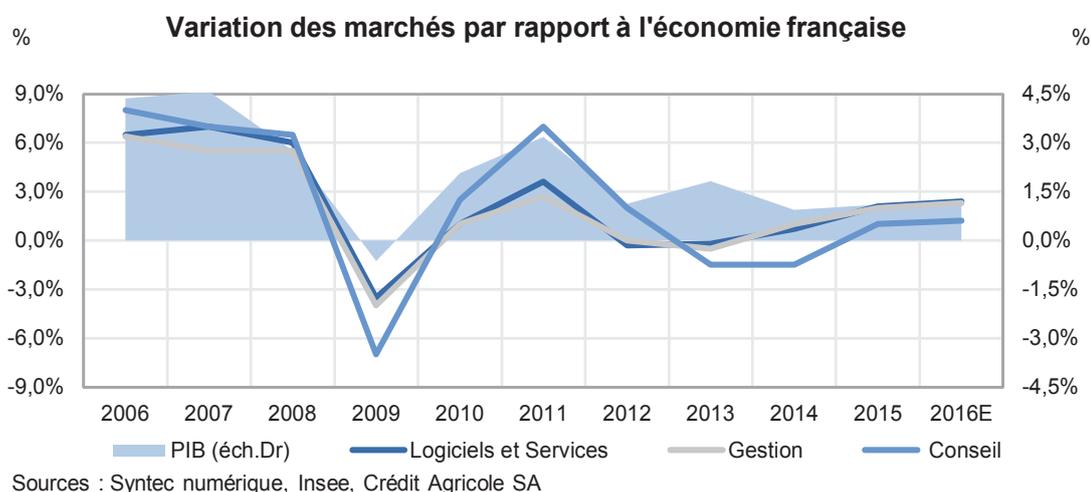
**SMAC** : (*Social-Mobility-Analytics-Cloud*) nouveaux concepts / technologies qui participent à la transformation / révolution digitale actuelle.

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,0 % en volume

Compte tenu des prévisions de croissance économique (PIB +1,2% en volume), nous retenons une croissance du marché des services informatiques de +2% pour 2016. Le Syntec Numérique a annoncé +2,3%, avec une accélération des projets de transformation numérique et la poursuite de la progression des SMACS. Le conseil, l'intégration et de l'infogérance applicative continueront d'être les segments les plus dynamiques.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la croissance pourrait se maintenir autour de 2%-3% par an, dans l'hypothèse d'une croissance économique de plus de 1%.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3/T4-2015	Altran	Nouveau CEO, Dominique Cerruti, et plan stratégique 2020
T4-2015	Solucom	Annnonce de la reprise des activités de conseil en Europe de Kurt Salmon. Création de l'un des principaux groupes spécialisés de conseil
T4-2015	Worldline	Annnonce l'acquisition d'Equens aux Pays Bas
T4-2015	GFI informatique	Annnonce de la prise de contrôle majoritaire du capital par Mannai Corp (Qatar)

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des services télécoms emploient près de 122 000 personnes (fin 2014). Les services télécoms contribuent pour environ 1,8 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Au niveau européen (UE 28), les services télécoms français appréciés en termes de revenus globaux (fixe, mobile, Internet) se situent actuellement au 3<sup>e</sup> rang, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'appétence pour les services télécoms et numériques est particulièrement forte en France, 1<sup>er</sup> pays en Europe et au monde en terme de pénétration ADSL et de services IPTV (TV par Internet).

### Tendances historiques

Depuis 2000, le secteur des services télécoms a enregistré une croissance quasi continue des revenus jusqu'en 2010 (tcam 2000-2010 : +3,6 %).

On constate un recul global des revenus (-17 %) et de l'EBITDA (-17,1%) du secteur sur trois ans à fin 2014 sous l'effet conjugué : d'une conjoncture économique difficile qui perdure ; de l'arrivée en janvier 2012 du 4<sup>e</sup> opérateur Free Mobile qui a renforcé la concurrence dans le mobile et entraîné une guerre des prix. Deux opérateurs ont été particulièrement impactés : SFR, racheté par Numericable en avril 2014 et Bouygues Telecom.

Depuis le T3 2014, on assiste à un ralentissement de la baisse, voire une légère amélioration du CA du secteur ainsi que de la rentabilité opérationnelle. Globalement, les services télécoms ont démontré une résilience notable à la crise économique.

### Bilan de l'année 2015 : +2,0 % en volume

Le pourcentage de lignes fixes supportant des abonnements aux services de téléphonie fixe uniquement est en baisse constante depuis plusieurs années, passant de 97 % en 2004 à 31 % à fin 2014, au profit de lignes haut débit (xDSL) supportant des abonnements double ou triple play.

Le développement des réseaux très haut débit (connexion Internet à au moins 30 Mbit/s), avec une priorité à la fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) dans le fixe, s'accélère partout en France, notam-

Forte appétence pour les Services télécoms

Résilience globale du secteur à la conjoncture économique

Cadre réglementaire stable et solide

Activité capitalistique

Extinction progressive, mais plus lente que prévue, du réseau cuivre et des services associés

Développement du Très Haut Débit

Demande croissante de services à valeur ajoutée

Consolidation du secteur

Concurrence accrue et guerre des prix (arrivée de Free Mobile)

OTT : nouvel écosystème, impact sur l'activité et la rentabilité des opérateurs

ment grâce au Plan « France Très Haut Débit » dans les régions et zones moins denses où les opérateurs privés n'interviennent pas dans le déploiement de ces réseaux.

Ainsi, au T3 2015, on comptait plus de 5 millions de foyers éligibles au FTTH (+38 % en un an). Le nombre d'abonnements – haut et très haut débit fixe – a connu un accroissement net sur un an de 3,4 % et ceux de type FTTH seuls de 57 %. Les abonnements mobiles ont connu une légère croissance nette de 0,6 % sur la même période.

Les revenus du secteur n'ont pas encore retrouvé le chemin de la croissance mais une baisse moindre est attendue en 2015 (-3,2 % vs -4,2 % en 2014).

	Services télécoms	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,2</b>	
EUR/mois	ARPU moyen (Fixe, Mobile, Internet)	35,6	34,3	32,8	30,1	29,1	28,3	28,0	
millions de minutes/an	volume de communications mobiles	102 953	105 527	119 615	137 305	146 918			
Tera octets (TO)/an	volume de consom. de données mobiles	30 331	55 805	94 999	155 278	305 276			
% pop. (12 ans et+)	taux d'équip. en ordinateur person. (au moins 1)	76,0%	78,0%	81,0%	83,0%	82,0%	80,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en tablette		4,0%	8,0%	17,0%	29,0%	35,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en téléphone mobile	83,0%	85,0%	88,0%	89,0%	89,0%	92,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en smartphone		17,0%	28,0%	39,0%	46,0%	58,0%		

Sources : CREDOC, ARCEP, Idate, Crédit Agricole SA

### Glossaire

**ADSL** : ligne numérique exploitée en débit asymétrique.

**ARPU** : chiffre d'affaires moyen par abonné et par an.

**FTTH** : réseau de fibre optique jusqu'au domicile.

**IPTV** : télédiffusion via le réseau internet.

**Mbit/s** : unité de mesure du débit de transmission des données.

**OTT** : diffusion de contenus audiovisuels via le réseau internet.

**xDSL (ou DSL)** : appellation générique des lignes numériques.

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,2 % en volume

La tendance grandissante du basculement de la société et de l'économie dans l'ère du numérique est un facteur majeur de la croissance en volume qui se poursuivra en 2016, certes à un rythme moindre (+1,2 % en volume).

En effet, la transition du réseau cuivre vers le réseau très haut débit fixe en fibre optique se fera progressivement. Cela s'applique également à la migration des abonnés du cuivre vers la fibre optique, même si ce mouvement s'accélère dans les métropoles et les autres zones denses.

La baisse des prix dans le mobile semble enrayée depuis un an, les opérateurs souhaitant améliorer la rentabilité et investir dans les infrastructures très haut débit. Les revenus globaux seront encore en légère baisse (-1 %) mais bien moindre qu'en 2015.

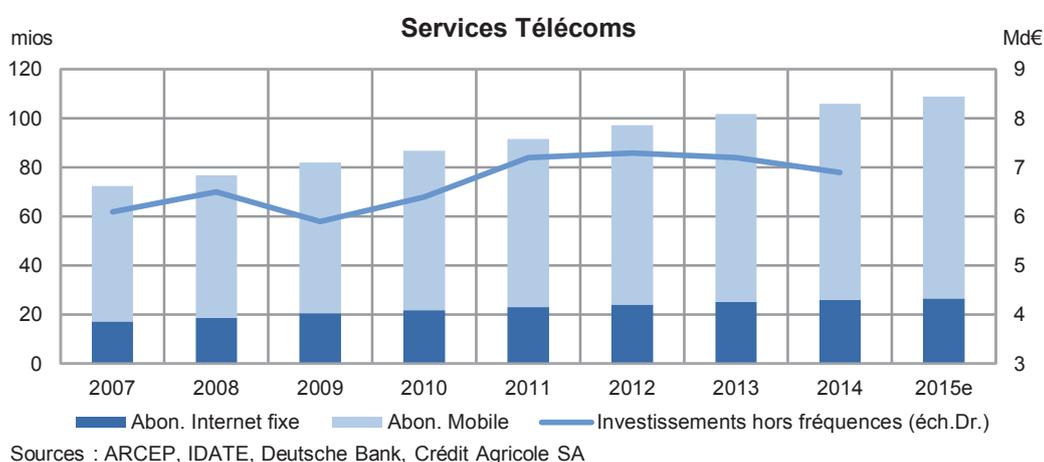
## Perspectives européennes

Au niveau européen, le secteur des services télécoms connaît une légère reprise depuis 2014 avec une croissance des revenus de 1,5%. Cela est en passe de se poursuivre en 2015 (+2,7 %).

L'Union européenne a également défini un agenda numérique ambitieux poussant le déploiement des infrastructures très haut débit fixes (priorité à la fibre optique) et mobiles (4G) d'ici 2020 dans tous les pays membres. Nous anticipons une croissance de 8,6 %.

## Perspectives à moyen terme

Le secteur bousculé depuis 2012, se redresse lentement mais sûrement. Une meilleure conjoncture économique et le développement de services très haut débit, synonymes d'un accroissement de l'AR-PU, laissent entrevoir des perspectives encourageantes.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2015	Orange	Orange se renforce en Espagne dans le fixe avec l'acquisition de l'opérateur Jazztel.
T4-2015	Altice	Après le Portugal, Altice part à la conquête des Etats-Unis en rachetant coup sur coup deux câblo-opérateurs, Suddenlink et Cablevision. En attendant le feu vert du régulateur (FCC), Altice devient ainsi le 4 <sup>e</sup> câblo-opérateur aux Etats-Unis.
T4-2015	Enchères 4G (700MHz)	Lancement en novembre sous l'égide de l'ARCEP, le régulateur des télécoms, des enchères pour l'attribution des bandes de fréquences 4G dans la bande des 700 MHz. L'opération a été bouclée en 36 heures et a rapporté 2,8 Md€.
T4-2015	Iliad/Free	Free étend sa présence dans les DOM. Suite à l'acquisition de SFR, Altice/Numericable était tenu de céder certains actifs notamment dans l'Océan Indien – La Réunion et Mayotte. Les actifs cédés à Hirdjee Group de Madagascar ont été placés au sein de Telecom Réunion Mayotte au capital détenu à 50 % par Iliad.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, le commerce contribue pour 10 % au PIB. Le secteur emploie 3 millions d'emplois salariés hors artisanat commercial (un demi-million d'entrepreneurs). La valeur ajoutée du secteur se répartie entre commerce de détail (47 %), de gros (43 %) et automobile (10 %).

### Positionnement dans l'Union européenne

Au travers des grandes enseignes européennes (Zara, H&M) ou de celles - globales - du e-commerce (Amazon), le « retail » se globalise, centré sur de grandes bases logistiques, en zone euro. Il reste cependant typé culturellement et national (marché France en valeur 2014 : 560 Md€ ttc). Il est ancré sur le grand commerce organisé : grandes surfaces alimentaires (France : 32 % du marché) et grandes surfaces spécialisées (28 %). Les chaînes françaises se projettent largement à l'international (alimentaire, bricolage), les enseignes textile-habillement toutefois en retrait (Décathlon excepté).

### Tendances historiques

Le grand commerce alimentaire (GSA) est dominé en France par le format hypermarché exploité par 7 groupes nationaux. Il répond à la consommation de base, préservée des fluctuations du revenu disponible. Les évolutions sont modérées mais régulières (en volume : +0,4 % par an en moyenne entre 2003 et 2013), avec un seul repli lors de la crise de la consommation en 2009.

Le grand commerce spécialisé (GSS) regroupe de nombreux secteurs, susceptibles d'arbitrages de consommation. Sa croissance est plus soutenue (+2,9 % par an, moyenne annuelle entre 2003 et 2013), mais très irrégulière et diverse selon les segments. La conjoncture pour les GSS de l'équipement de l'habitat (meuble, bricolage) est par exemple corrélée aux marchés immobiliers, ou à des cycles de produits (IT, électrodomestique), en plus de suivre les anticipations de revenu disponible.

### Bilan de l'année 2015 : +1,2 % en volume

L'année 2015 du grand commerce alimentaire est celle des grandes manœuvres entre les acteurs de l'oligopole : mise en place d'alliances à l'achat, dans le cadre d'une guerre des prix. Les évolutions en valeur sont négatives pour le vaisseau amiral, l'hypermarché, et les évolutions en volume ne sont pas significatives. Les supermarchés donnent une vision moins circonstancielle des tendances de fond dans l'alimentaire : +1,5 % en volume.

Résilience de la consommation des ménages et démographie favorable

Appui sur le marché alimentaire

Groupe AF Mulliez structurant

Sous-performance des grands formats (hypermarchés)

Domination du facteur prix, renforcée par le e-commerce

Développement des formats de proximité et des spécialistes alimentaires

Omnicanalité mêlant circuits traditionnels et Internet

Excès d'offre en surfaces commerciales et persistance de loyers commerciaux élevés

Pure players Internet globaux (Amazon...)

Si le premier semestre a été incertain, le second marque une embellie très nette pour les secteurs spécialisés, en particulier pour l'habillement et le meuble. Les autres GSS ont globalement suivi ce mouvement, avec une bonne rentrée de septembre. Les effets de la déflation du prix du carburant, le sentiment d'une stabilisation de l'environnement fiscal se reflètent dans les enquêtes d'opinion des consommateurs, en rupture avec la morosité des années 2011-2014. Les attentats du 13 novembre n'ont que très temporairement enrayé cette tendance. A date, ils affectent les zones touristiques (grands magasins : chute instantanée du quart du chiffre d'affaires) et plus marginalement les ventes d'habillement de l'automne, rendues plus difficiles par la douceur du climat. Les intentions d'achat pour les fêtes de fin d'année 2015 sont à un niveau significativement plus élevé que les références 2011-2014.

Grand commerce	2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % activité du secteur</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	↗
var. volume % hypermarchés	1,1	0,0	0,7	0,8	0,0	ns		
var. volume % supermarchés	4,0	2,5	0,6	1,9	1,4	1,5		
var. volume % grands magasins hors magasins populaires	10,0	0,9	0,9	1,5	0,5	0,7		
var. volume % aménagement de l'habitat (bricolage, matériaux, revêt.)	1,1	2,0	0,0	0,5	0,8	1,2		
var. volume % équipement du Foyer (meuble, électrodomestique)	4,0	0,2	-1,0	0,3	2,1	2,3		
var. volume % vente à distance dont Internet	3,1	3,5	2,1	0,6	0,9	1,6		
var. volume % consommation des ménages	1,7	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	

Source : Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,5 % en volume

En matière alimentaire, la guerre des prix entre enseignes (et entre distribution et grands groupes fournisseurs) perd de son élan pour arriver à un point d'équilibre. Les volumes doivent retrouver leur rythme de croisière (+0,7 % en hyper, +1 % en supermarché). Ce qui n'exclut pas des déplacements de parts de marché entre enseignes, sur d'autres arguments que les prix bas : les offres alternatives se multiplient (produits frais, boucle locale, bio...), le hard discount se veut plus qualitatif (Lidl).

L'ensemble des segments GSS (bricolage, meuble, électrodomestique, loisirs culture, IT, grandes chaînes d'habillement) devrait bénéficier d'un effet de cycle : après quatre années d'arbitrages défavorables, les ménages reconstituent leurs biens d'équipement et leur garde-robe. Un effet décisif viendrait de la reprise des chantiers de logements neufs et des transactions immobilières.

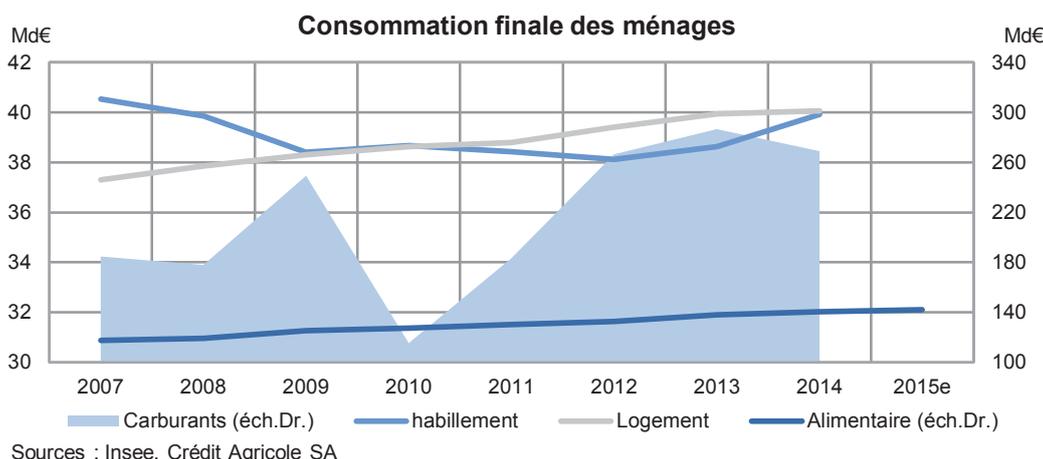
Cependant, le déplacement des volumes vers les circuits de vente en ligne se poursuivra, voire se ré-accélèrera (après une phase de ralentissement 2013-2014) : climat sécuritaire, maturité des sites et des grands acteurs Internet. Cette tendance pourra mettre en péril certaines enseignes ou certains circuits (tels les centres commerciaux).

## Perspectives européennes

L'ensemble du commerce dans les économies matures est confronté au développement parallèle du commerce en ligne (e- et m-) et de l'offre en surfaces classiques (centre commerciaux, nouveaux types de magasins de périphérie...). Le développement de surfaces physiques, décidé sur une décennie, se poursuit à contre tendance du développement des ventes Internet (11 % du commerce de détail en France, 20 % aux États-Unis.). Il s'ensuit, partout en Europe, une baisse de rendement des points de ventes physiques, en particulier des plus grandes surfaces (grands hypermarchés). Le commerce Internet n'ayant pas atteint lui-même une rentabilité économique forte, seule une omnicanalité réussie peut permettre à une entreprise de conserver une rentabilité forte.

## Perspectives à moyen terme

Les services (tourisme, transport...) constatent l'émergence d'une génération de consommateurs jeunes, rompus aux tactiques de l'achat utile et ouverts aux produits « collaboratifs » (AirBnB, Blabla-Car...). Cette évolution – plus lente et plus difficile – dans les ventes de biens paraît inéluctable.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2014	Centrales d'Achats alimentaires : nouvelles alliances	Ouverture des négociations commerciales 2014/15 avec l'annonce de deux alliances d'achat : entre les groupes Casino et Intermarché ; entre les groupes Auchan et Système U. Limitées dans un premier temps aux relations avec les grands fournisseurs, elles préfigurent un commerce alimentaire dominé à parts presque égales par Carrefour, Leclerc et les deux alliances précitées.
T3-2015	Loi Macron	Assouplissement de l'ouverture dominicale des commerces (dans les zones touristiques internationales ZTI, les gares). Application en 2016 ; déjà en vigueur : l'ouverture des commerces non-alimentaires 9 dimanches par an.
T3-2015	Auchan / Système U	Les deux groupes complètent leur alliance à l'achat par un accord stratégique : hypermarchés sous enseigne Auchan, supermarchés sous enseigne U. Sous examen de l'Autorité de la concurrence.
T4-2015	Prix du carburant	Le prix du gazole au litre passe pour la première fois depuis 2009 sous la barre symbolique de UN euro.

## Positionnement en France

Le CA des éditeurs a atteint 2,7 Md€ en 2014 (source SNE), en baisse de 1,3%. Le secteur, dominé par Hachette et Edisis, réunit 4 000 entreprises de toute taille dont moins de la moitié publient au moins un livre chaque année. Il contribue faiblement au PIB national (0,03%).

## Positionnement dans l'Union européenne

Le marché européen de l'édition était estimé à 22,3 Md€ en 2013 (Fédération des éditeurs européens). Avec une part de marché de l'ordre de 13%, la France est le 3<sup>e</sup> marché derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Hachette et Edisis sont tous deux filiales de groupes internationaux (Lagardère et Planeta), qui occupent respectivement les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rangs de l'édition mondiale.

## Tendances historiques

En croissance avant 2009, les ventes ont diminué jusqu'en 2014 de -4,5% en valeur et -11% en volume. La baisse a atteint -0,5% en valeur 2014 (-1,4% en volume).

Le marché bénéficie de facteurs de soutien : de nombreuses nouveautés (plus de 68 000 en 2014, +1,5 à 2,5 % par an depuis 2011) ; une réglementation favorable (Loi Lang, taux de TVA réduit). Son repli s'explique : par des facteurs structurels (baisse de la lecture, concurrence des autres loisirs notamment numériques) ; par des fermetures de librairies (Virgin, Chapitre : taux de retours élevé entre 25 et 29 %, baisse de la fréquentation) ; par un environnement économique défavorable.

En outre, le marché dépend de l'ampleur de l'effet best-sellers en littérature et des changements de programmes dans l'Education nationale.

Freiné par un prix insuffisamment attractif et le piratage, le développement du livre numérique est moins rapide qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En hausse de 53% en 2014, les ventes ne représentaient que 6% du CA total de l'édition contre 20 à 30% dans les pays anglo-saxons.

## Bilan de l'année 2015 : +1,0 % en volume

Après cinq années de baisse, le marché rebondit depuis le second semestre 2014, la hausse atteignant 2,5% en valeur à fin septembre 2015 et +1,7% en volume (Livres Hebdo). Mais elle s'est atténuée d'un trimestre sur l'autre (+4,5% en valeur au T1 2015, +3% au T2, +1% seulement au T3 où huit catégories d'ouvrages ont reculé) et la décélération s'est poursuivie en octobre (+0,5% en valeur). Les ventes ont reculé en novembre (-3,5%) avec la baisse de fréquentation liée aux attentats.

Offre abondante

Réglementation protectrice : loi Lang, TVA réduite, aides aux libraires

Rebond des ventes depuis mi-2014

Consolidation du marché

Réforme du collège en 2016/2017

Numérique : relai de croissance, abonnements, e-learning

Marché mature, sensible à l'effet best-sellers (imprévisible) et aux réformes scolaires (programmées)

Baisse du lectorat, concurrence des loisirs numériques

Fragilité des librairies, taux de retours élevé

Hausse du taux de TVA sur les e-books

Disparition de certains éditeurs et de points de vente

Numérique : cannibalisation, prix inférieurs, fragilisation des services et libraires, désintermédiation

Les évolutions resteront contrastées selon les typologies d'ouvrages. A fin septembre, les catégories Romans (très dynamique sur les trois trimestres), Jeunesse, Pratiques, Poches, Essais et BD ont enregistré une bonne croissance en valeur (entre 2,5 et 5,5%). Les ventes sont restées *flat* (-0,5 à +0,5%) pour l'Economie, le Scolaire, le Parascolaire, le Droit, les Sciences et les Beaux Livres. Les ventes de Dictionnaires ont continué de baisser (-2%).

Le marché renouera donc avec la croissance cette année, d'autant qu'il aura bénéficié de plusieurs sorties très attendues dans les catégories Romans (Millenium 4 tiré à 500 000 ex) ou BD (31 tirages supérieurs à 100 000 ex dont Astérix 36 (2 millions), Titeuf 14 (500 000 ex), Lou 7, Le Chat 20, Corto Maltesse 13 et Largo Winch 20 (entre 300 et 350 000 ex).

La croissance globale se situera entre 1,5 à 2,5% en valeur et 1 à 1,5% en volume. Son niveau dépendra de la fréquentation des commerces et de l'évolution du marché en décembre où se concentre une part élevée des ventes (prix littéraires, fêtes de fin d'année généralement favorables au livre).

Edition		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	ventes de livres en volume	-1,5	-3,0	-4,5	-1,5	-1,0	1,0	0,0	
<i>unité</i>	titres produits	67 278	70 109	72 139	74 818	80 255			
<i>unité</i>	titres : nouveautés et nouvelles éditions	63 052	64 347	65 412	66 527	68 187			
<i>var. volume %</i>	consommation des ménages	1,7	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	
<i>M€</i>	livres : consommation finale effective des ménages	3 959	3 880	3 797	3 847	3 832			
<i>M€</i>	loisirs : consommation finale effective des ménages	5183	5193	5292	5486	5644			

Sources : Livres Hebdo, BnF, Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : 0 % en volume

L'année 2016 sera très favorable pour l'édition scolaire grâce à la réforme des programmes du collège. Étalée sur deux ans, elle concernera tous les niveaux et l'ensemble des matières.

Les ventes des autres catégories d'ouvrages dépendront de l'ampleur de l'effet best-sellers après une année 2015 particulièrement riche.

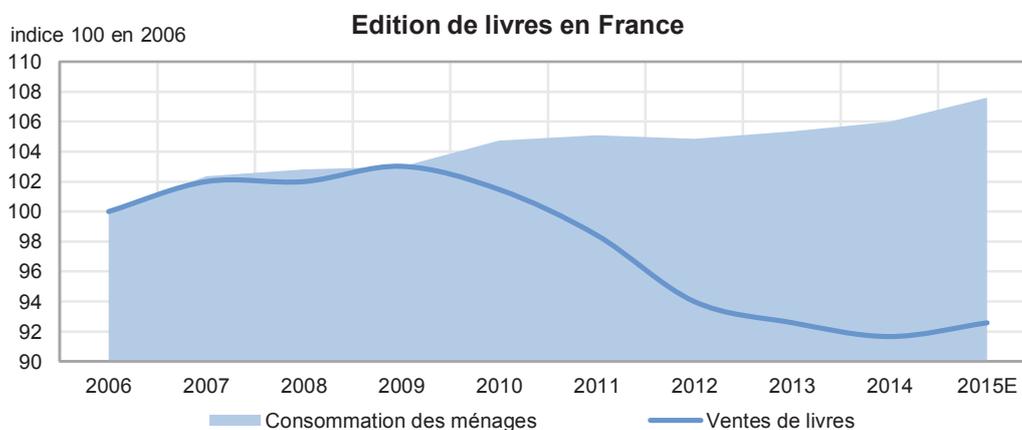
Au total, le marché devrait se stabiliser en volume en 2016.

## Perspectives à moyen terme

En 2017, l'édition scolaire verra ses ventes baisser en l'absence de nouvelles réformes.

L'effet best-sellers induira des évolutions plus ou moins favorables (-1,5% à +1,5%) autour d'une tendance structurelle à l'érosion.

Le développement du livre numérique se poursuivra. Mais la pénétration restera inférieure aux pays anglo-saxons si les prix demeurent insuffisamment attractifs.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2014	Média Participations	Ellipsanime (Dargaud, groupe Média Participations) reprend le studio d'animation Moonscoop
T1-2014	Editis	Editis reprend Sonatine (CA 10 M€), éditeur spécialisé dans la littérature noire et les documents sur le cinéma et la musique
T3-2015	Hachette	Hachette Livre signe un partenariat avec la société Knewton, leader de « l'adaptive learning » en vue de créer des solutions d'apprentissage numérique personnalisées pour les élèves et étudiants
T3-2015	Editis	Editis rachète Volumen/Loglibris, les activités de diffusion distribution de La Martinière/Le Seuil. Il devient ainsi leader des services en France

## MATRICE SWOT

Position modale incontournable et dominante

Neutralité du prix des carburants sur les marges des trafics domestiques (en France)

Activité capitalistique

Activité très dépendante de l'évolution de la conjoncture économique

Opportunités de consolidation pour les leaders

Demande croissante de prestations à valeur ajoutée

Forte concurrence liée à la dispersion des acteurs

Économies française et européenne atones

Absence de cadre social européen

## Positionnement en France

En France, les entreprises de transport routier de marchandises emploient plus de 340 000 salariés, soit près de 3 % du total des effectifs salariés du secteur tertiaire marchand. Le transport routier pour compte d'autrui (de tiers) contribue pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, le pavillon français apprécié en termes de trafics domestiques se classe encore au 2<sup>e</sup> rang derrière le pavillon allemand. En revanche, sa part continue de baisser pour ce qui concerne les trafics internationaux où il n'occupe plus que la 12<sup>e</sup> place dans l'Union avec une activité représentant 11 % du pavillon polonais. Au classement global (domestique/international), les transporteurs français se placent donc au 4<sup>e</sup> rang des pavillons européens (respectivement derrière l'Allemagne, la Pologne et l'Espagne).

## Tendances historiques

Il faut relever l'évolution divergente de l'activité du pavillon français à l'international et en France avant l'impact de la crise de 2008 : les trafics domestiques ont augmenté à un rythme annuel de +1,9 % entre 2000 et 2007, soit légèrement plus rapidement que l'activité économique générale, tandis que les trafics internationaux refluaient à un rythme annuel de -5,5 % sur la même période. Cette évolution contrastée reflète le manque de compétitivité du pavillon face aux transporteurs de l'Union, notamment ceux des pays de l'Est.

L'impact de la crise s'est traduit par un décrochage notable de l'activité avec une baisse globale des trafics sur les années 2008-2009 de 22 % en activité domestique et de 37 % à l'international. Depuis lors, les trafics internationaux ont retrouvé une pente baissière voisine de celle d'avant-crise tandis que les trafics domestiques après une légère reprise s'inscrivent depuis 2012 en repli modéré.

## Bilan de l'année 2015 : -6,0 % en volume

En 2015, le niveau moyen mensuel des trafics pour compte d'autrui sur neuf mois se situe globalement sur ceux du milieu des années 1990. A fin septembre, les trafics ont enregistré un repli voisin de 8 % à période comparable, dans la tendance de l'année précédente.

En définitive, le 3<sup>e</sup> trimestre s'est recalé dans le sillage décevant du 1<sup>er</sup> trimestre, la rupture d'inflexion au 2<sup>nd</sup> semestre n'ayant été que provisoire. La divergence entre l'évolution des trafics et la conjoncture a continué de s'accroître.

Les métiers sont diversement affectés : le général cargo a souffert de la conjoncture industrielle difficile mais moins que les trafics de matériaux de construction. Dans le même temps, les segments de la température dirigée et du vrac de produits alimentaires ont bénéficié d'une production assez stable.

En tendance, l'évolution des trafics présente un décalage temporaire avec l'orientation générale de l'économie. Cet écart résulte de la conjonction à des degrés divers de facteurs tels que restockage de la production, réinternalisation de trafics et accroissement de la concurrence des transporteurs étrangers au travers des opérations de cabotage.

Pour l'ensemble de l'année, nous retenons un objectif de baisse des trafics de 6 % dans l'hypothèse d'un recalage progressif de l'activité sur la conjoncture économique.

Transport routier de marchandises		2010	2011	2012	2013	2014	2015e	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	trafics routiers compte d'autrui	4,1	0,8	-6,7	-2,2	-5,0	-6,0	3,0	↗
€/litre	prix CNR gazole en cuve	0,93	1,08	1,13	1,10	1,03	0,93		
<i>moy. mensuelle</i>	immatriculations de tracteurs neufs	1 505	2 222	1 974	2 071	1 732	2 039		
<i>moy. mensuelle</i>	immatriculations porteurs neufs (>3,5 T)	1 502	1 900	1 829	1 683	1 509	1 564		
<i>var. volume %</i>	production manufacturière	4,7	4,0	-3,4	-1,1	0,0	0,8	1,5	
<i>var. volume %</i>	production IAA	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,7	
<i>var. volume %</i>	prod. de minéraux non métalliques	3,5	10,5	-10,0	-2,1	-3,4	-4,7		
<i>var. volume %</i>	conso. des ménages	1,7	0,3	-0,2	0,5	0,6	1,5	1,4	

Sources : Insee, SOeS, CNR, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +3,0 % en volume

Pour 2016, l'économie française bénéficiera d'un environnement plus favorable avec une production manufacturière en croissance modeste, compte tenu d'un effort d'investissement plus soutenu dans les entreprises.

Sur la base du caractère légèrement amplificateur des trafics routiers, nous tablons sur une croissance des trafics de l'ordre de +3% pour 2016 dans l'hypothèse d'un redémarrage de la production industrielle et d'une reprise de la consommation privée. Dans ce rebond, seront plus concernés les transporteurs de marchandises générales et les messagers. L'activité liée à la construction (vrac de matériaux de construction) et surtout aux travaux publics restera en revanche mal orientée.

Le coût des carburants avant taxes, qui devrait rester contenu en 2016, atténuera la rugosité des négociations tarifaires avec les chargeurs. Se posera néanmoins la question des impacts de l'augmentation de la fiscalité. Enfin, demeure l'incertitude sur les conséquences de l'entrée en application de la « loi Macron » qui pourrait contribuer à apaiser les tensions tarifaires en contraignant les transporteurs étrangers à appliquer les règles sociales prévalant en France et notamment de rémunérer au smic le temps passé par leurs chauffeurs sur le territoire national.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, l'activité transport devrait entrer en phase de convalescence dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et d'un retournement du cycle de la construction.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2015	Mory	Mise en liquidation judiciaire du messenger MoryGlobal.
T2-2015	Norbert Dentressangle	Le contrôle du leader français Dentressangle a été cédé par le fondateur et sa famille à l'Américain XPO (CA 3,1 Md\$) fin avril. Une OPA initiée fin juin a permis de renforcer encore le taux de contrôle.
T4-2015	Messagerie	Une procédure ouverte en 2010 par l'Autorité de la concurrence visant une vingtaine de messagers pour échange d'informations sur leurs tarifs pourrait aboutir prochainement.
T4-2015	Social	Pour la première fois depuis 2012, un accord salarial a été signé dans le secteur des transports routiers de marchandises par une majorité d'organisations syndicales.

# Production et valeur ajoutée de l'industrie française (y compris construction et énergie)

	Production	Valeur ajoutée (prov.)
<b>Industrie agro-alimentaire</b>	<b>13,3%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>12,9%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Cokéfaction et raffinage</b>	<b>4,1%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines</b>	<b>6,9%</b>	<b>7,9%</b>
Informatiques, électroniques et optique	1,9%	2,8%
Equipements électriques, Machines et autres équipements	4,9%	5,1%
<b>Fabrication de matériel de transport</b>	<b>9,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Fabrication d'autres produits industriels</b>	<b>29,6%</b>	<b>31,9%</b>
Textile et habillement, cuir et chaussure	1,4%	1,4%
Chimie	5,8%	4,3%
Pharmacie	2,1%	3,1%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, hors machines et équipements	6,8%	6,5%
Autres industries manufacturières	13,5%	16,6%
<b>Construction</b>	<b>23,5%</b>	<b>29,2%</b>
<b>Total industrie et construction</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>% du total France</b>	<b>30,9%</b>	<b>19,4%</b>

Pondération en % - Source : INSEE (données 2014)



Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou de LCL ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales, ni LCL ou une Caisse régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.



**Prochaine actualisation** : pour recevoir automatiquement sous format électronique la publication *France Secteurs* actualisée, merci de retourner votre adresse e-mail à **[pascale.bremont@credit-agricole-sa.fr](mailto:pascale.bremont@credit-agricole-sa.fr)**

## FRANCE SECTEURS

Le Crédit Lyonnais a commencé à publier ses « Perspectives Sectorielles Françaises » semestrielles en 1973. *France Secteurs* est désormais réalisé pour le compte de LCL par les Ingénieurs-Conseils et les Économistes de la Direction des Études Économiques du Crédit Agricole.

Coordination : Bernard Monsigny - Edition : Véronique Champion-Faure

Achevé de rédiger le 25 janvier 2016

Contacts Presse :

Olivier Tassain - Tel 01 42 95 54 77 - [olivier.tassain@lcl.fr](mailto:olivier.tassain@lcl.fr)

Brigitte Neige - Tel 01 42 95 39 97 - [brigitte.neige@lcl.fr](mailto:brigitte.neige@lcl.fr)

# Ont participé à l'élaboration de ces perspectives

Contexte macro-économique	Ludovic Martin
Contexte énergétique	Stéphane Ferdrin
Contexte consommation	Noël Isorni
Contexte matières agricoles	Brigitte Hélaïne
Composants électroniques	Chum-Kau Ly
Carton ondulé	Pascale Mégardon Auzépy
Publicité	Laurent Collet
Travail Temporaire	Bernard Monsigny
Agroalimentaire et Boissons	Frédéric Tessier
Aéronautique	Pascale Rombaut-Manouguian
Industrie automobile	Gilles Frécaut
Bâtiment - Travaux publics	Quang-Khôi Nguyen
Filière déchets	Bertrand Allard
Verre - Industrie papetière	Pascale Mégardon Auzépy
Sidérurgie	Claudine Rousseau
Branche fonderie	Frédéric Lebon
Industries mécaniques	Frédéric Lebon
Industries électroniques	Chum Kau Ly
Industries chimiques - Engrais	Claudine Rousseau
Industries pharmaceutiques	Dominique Rebouillat
Industries graphiques	Pascale Mégardon Auzépy
Services informatiques	Michaël Beucher
Services télécoms	Rabindra Rengaradjalou
Grand commerce	Noël Isorni
Edition	Laurent Collet
Transports routiers de marchandises	Bernard Monsigny

*Contacts Presse : Olivier Tassain – Tel 01 42 95 54 77 - [olivier.tassain@lcl.fr](mailto:olivier.tassain@lcl.fr)*

*Brigitte Neige – Tel 01 42 95 39 97 - [brigitte.neige@lcl.fr](mailto:brigitte.neige@lcl.fr)*